

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Taxation du Blé en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1934

PAR

Bernard DESJEUX

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. OUALID

Suffragants : MM. MAUNIER

R. PICARD

1934

BERNARD FRÈRES

37, Rue des Trois-Bornes, 37

PARIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Taxation du Blé en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 1^{er} Décembre 1934

PAR

Bernard DESJEUX

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. OUALID

Suffrageants : MM. MAUNIER

R. PICARD

1934

BERNARD FRÈRES

37, Rue des Trois-Bornes, 37

PARIS

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



A MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

La question du blé a toujours joué un rôle important dans l'histoire des peuples et principalement dans celle de la France; car le Français a de tout temps été un gros consommateur de pain.

Si le blé vient à manquer, la crainte de la famine s'empare de la population et celle-ci, cherchant un responsable, a tôt fait de porter ses accusations contre les hommes qui sont au pouvoir; aussi le manque de farine ou de pain a été souvent le prétexte de nombreuses révolutions.

Depuis le développement des moyens de communication et les progrès de la technique agricole, les menaces de la disette semblent être écartées. Mais, si le problème du blé a changé d'aspect, il n'en est pas moins grave : les récoltes excédentaires de ces dernières années mettent en péril l'économie des pays agricoles. C'est une situation véritablement paradoxale que celle où l'abondance engendre les mêmes maux que la disette, où l'on est tenté de considérer une mauvaise récolte comme une bonne fortune !

On a eu souvent recours à la taxation dans l'espoir de réparer les méfaits d'une mauvaise récolte.

A Rome, sous le règne de Tibère et de Dioclétien, il y eut de grandes famines. Pour y remédier, les empereurs romains fixèrent le prix maximum au-dessus duquel la mesure de blé ne pouvait être vendue.

En France, les exemples de taxation sont nombreux.

Charlemagne y recourut en 794 et 806, « mais il paraît par ces ordonnances que nos rois, en ces temps-là, faisaient valoir leurs domaines qui produisaient beaucoup de grains, que ces grains étaient vendus au

peuple au-dessous même des prix fixés : dès lors la fixation n'avait aucun inconvénient qui ne put être à l'instant réparé par le grand nombre de magasins répandus dans les provinces. » (DELAMARE, auteur du *Traité de Police*.)

Philippe le Bel, par une ordonnance de février 1304, interdit la vente du froment de première qualité au-dessus de 40 sous le sétier, des fèves et de l'orge au-dessus de 30 sous. Les fermiers ne pouvaient garder chez eux que la quantité nécessaire à leur consommation et à leurs semailles; ils devaient vendre le surplus. Le résultat de ces mesures fut la désertion des marchés et le développement de la disette. Au mois d'avril de la même année, Philippe le Bel révoquait l'ordonnance. « Nous avons ordonné et établi que quinconque dans notre royaume aura du grain, il puisse le vendre au marché et le donner pour tel prix comme il en pourra avoir. »

Aux xvii^e et xviii^e siècles, la fixation du prix des grains fut maintes fois demandée, mais toujours refusée, par exemple dans les assemblées de Police tenues au Châtelet, au Palais, en 1630 et en 1632. Lors de la disette de 1709, le Conseil du Roi, après enquête, auprès des Intendants, repoussa l'idée de taxation. Delamare, dans son traité de police, répondit au questionnaire royal dans les termes suivants : « Il n'y a rien tant à désirer que la fixation des prix du grain, mais chacun sait que rien n'est plus difficile à établir. Il y a eu peu de disettes en France que cette proposition des prix du grain n'ait été faite et presque toujours regrettée ou, si elle a été admise, elle a presque toujours été révoquée. Moins il y a de grains et plus il est important d'en faciliter le commerce libre dans l'Etat pour les faire passer des provinces abondantes dans celles qui en ont besoin et d'en attirer des pays étrangers. »

Nous arrivons à la Révolution et, avec elle, à l'essai le plus célèbre de réglementation des prix. Au début de cette période, se produisit un renchérissement du pain qu'on attribua aux manœuvres des boulangers; la Constituante, déjà hantée par la crainte des accapareurs et des affameurs, permit aux municipalités de fixer le prix du pain dans leur commune (art. 30 de la loi des 19-22 juillet 1791). Cependant le prix du pain ne cessait de s'élever; à la suite de mauvaises récoltes, la disette devint plus menaçante; des émeutes éclatèrent, les convois de blé furent pillés. L'opinion publique réclamait une loi fixant le prix maximum des denrées; la Convention résistait; le 16 avril 1793, la Commune de Paris lui adressa une pétition exigeant le vote du maximum. Dès cette époque, les dangers de la taxation étaient exposés d'une façon très claire par quelques conventionnels : « Si le maximum est fort, vous n'aurez rien fait pour le peuple; au contraire, vous l'aurez sacrifié, car aucun fermier ne donnera son blé au-dessous de son maximum. Si au contraire vous ne payez pas le blé à son prix, le fermier n'en sèmera pas. »

« Si la taxe est uniforme, le blé restera là où il est, car le vendeur ne sera pas bien aise lorsque vous le ferez perdre sur le prix réel des grains, d'y ajouter encore la perte du transport; si, au contraire, la taxe est locale, je vous observe qu'il y a en France 44.000 communes, que les unes sont placées au bord des mers, des rivières, les autres sur des montagnes. »

« L'ordre de porter les grains aux halles ne sera qu'un avis de les cacher plus soigneusement et la rareté des subsistances forcera le consommateur lui-même d'établir en secret, d'accord avec le vendeur, un taux plus élevé que celui de la loi. »

Malgré ces avertissements, la Convention céda aux réclamations populaires, qui devenaient chaque jour

plus pressantes. Le décret du 3 mai 1793 ordonna à tout propriétaire de grains de faire à la municipalité de son domicile la déclaration immédiate de la quantité et de la nature des grains ou de la farine en sa possession. Le maximum dans chaque département était le prix moyen des ventes sur les marchés du département du 1^{er} janvier au 1^{er} mai 1793 et, pour exciter le fermier à vendre de suite son blé, il devait décroître d'un dixième par mois, du 1^{er} juin au 1^{er} septembre. Le décret était sévèrement sanctionné : « Quinconque aura vendu ou acheté au delà du maximum sera puni d'une amende de 300 à 1.000 francs et les grains ou farines encore en sa possession seront confisqués; pour ceux qui seront convaincus avoir méchamment et à dessein gâté ou enfoui farines ou grains, la mort. »

« Après la proclamation du maximum, dit Taine, le paysan refuse de porter ses denrées au marché et l'armée révolutionnaire n'est pas là partout pour les lui enlever de force. La nuit, il fait 6 lieues pour voiturier ses grains dans le district voisin où le maximum local est fixé plus haut. Autour de lui, il sait quels particuliers ont encore des écus sonnants et, sous la main, il les approvisionne. C'est pourquoi, de semaine en semaine, il arrive moins de farine, de blé sur le marché. » L'élévation des cours fut la conséquence immédiate de cette première loi. Les plaintes et les menaces redoublèrent. La Convention, par le décret du 11 septembre 1793, édicta un maximum unique pour toute la France fixé à 14 livres le quintal de blé; à ce prix étaient ajoutés les frais de transport qui ne pouvaient dépasser par quintal 5 sous par lieue sur les grandes routes et 6 sous sur les chemins de traverse.

Mais ce décret ne fut pas plus observé que le précédent. Sallier disait, à la séance du 3 Nivose an III : « Le maximum n'a jamais reçu son exécution ou plutôt

cette exécution s'est concentrée dans le petit nombre de citoyens toujours fidèles à la loi et toujours victimes de l'intrigue et de l'agiotage. » Les autorités elles-mêmes violaient le maximum; le Comité de Salut Public achetait pour Paris les blés et les farines au-dessus de la taxe et faisait supporter au Trésor la perte résultant de la revente au prix de cette taxe. Paris draina le blé au détriment de la province. La vie renchéérissait chaque jour; l'opinion publique commençait à attribuer la pénurie des approvisionnements au maximum. Cependant, après le 9 Thermidor, la Convention n'osa pas rétablir la liberté du commerce; elle craignit que la hausse momentanée des prix qui en serait résultée ne provoquât des mouvements populaires. Aussi préféra-t-elle relever les prix maxima (9 novembre 1794 — 8 Brumaire an III). Puis elle s'orienta vers leur suppression : le 4 Nivose an III (24 décembre 1794), le maximum fut supprimé. L'Assemblée adresse une proclamation au peuple : « La loi du maximum anéantisait de jour en jour le commerce et l'agriculture; plus cette loi était sévère, plus elle devenait impraticable. L'oppression prenait en vain mille formes, elle rencontrait mille obstacles; on s'y dérobait sans cesse ou elle n'arrachait que par des moyens violents ou odieux des ressources qu'elle devait bientôt tarir. C'est donc cette loi si désastreuse qui nous a conduits à l'épuisement. D'orénavant les approvisionnements de la République sont confiés à la concurrence et à la liberté, sur les bases du commerce et de l'agriculture. »

Ainsi se terminait par un échec complet le système du maximum, « cette politique de sauvages qui abattait l'arbre pour avoir le fruit » (TAINE).

En 1811, la récolte fut mauvaise. Napoléon, par un décret du 28 août 1811, créa un Conseil de subsistance chargé de rechercher les remèdes à cette situation. En

même temps, l'empereur, soucieux d'assurer l'approvisionnement de sa capitale, ordonna d'acheter des blés pour créer à Paris une « réserve » permanente. Cette réserve fut constituée mais les cours haussèrent. Napoléon ordonna de taxer pour Paris le pain en dessous du cours du blé et fit délivrer aux boulangers les grains de la réserve. Le malaise persistant, deux décrets inspirés par les membres du « Conseil de subsistance », furent rendus les 4 et 8 mai 1811. En vertu du premier, il était ordonné à quiconque ferait des achats pour les départements qui « auraient des besoins » de n'y procéder qu'après en avoir informé le préfet. Tout détenteur de denrées alimentaires doit les déclarer immédiatement et en apporter la quantité qui lui sera fixée sur le marché que l'autorité lui désignera. Le deuxième décret complétait ces mesures par l'établissement d'un maximum. Le blé ne pouvait être vendu au-dessus de 33 francs dans les départements. Ce dernier décret fut supprimé le 1^{er} octobre 1812.

Les résultats de l'expérience révolutionnaire avaient laissé dans les esprits un tel souvenir que, excepté l'essai tenté à la fin du premier Empire, pendant plus d'un siècle aucune tentative de taxation des céréales ne fut faite. La production céréalière de la France était protégée par un tarif douanier plus ou moins sévère dont les droits s'élevaient ou s'abaissaient suivant l'importance de la récolte et les besoins de la consommation.

On pouvait croire à jamais disparue de notre législation l'idée de la taxation du blé; en effet, les progrès de la technique agricole, le développement des moyens de communication au cours du xix^e siècle mettaient les populations à l'abri de la famine. Or, au début du xx^e siècle, un événement, toujours à craindre mais difficile à prévoir, bouleversa l'économie mondiale : la

guerre. Aussitôt, chaque pays se replia sur lui-même, les échanges internationaux s'arrêtèrent, chaque nation ne pensa plus qu'à soi et conserva pour sa consommation personnelle les produits de son sol et de ses industries. La crainte de la disette ne fut pas tout de suite éprouvée. Les hostilités commencèrent au début du mois d'août, époque de la moisson. La récolte paraissait bonne. Rien ne faisait prévoir une guerre de quatre années. Tout le monde croyait à une guerre courte. Le paysan, qui avait abandonné sa charrue pour défendre son pays croyait être de retour à la fin de l'année pour « manger l'oie de Noël ». Mais les événements trompèrent les espérances de chacun. Quand, après l'avance rapide des Allemands, Paris fut enfin dégagé et que, de la mer du Nord à la frontière suisse le front se stabilisa, on comprit alors que la guerre serait longue.

En temps de paix, la population française est une grosse consommatrice de pain et par suite de blé. Le pain devait, au cours des hostilités, être l'aliment essentiel du combattant. On allait donc assister à une augmentation de la consommation du blé. D'autre part, la production allait sensiblement diminuer. Pour éviter une hausse du prix du blé, le gouvernement devait avoir recours à une mesure qui n'avait pas été mise en application depuis la période révolutionnaire : la fixation du prix maximum du blé.

Quelles perturbations dans la production du froment la guerre a-t-elle occasionnées ?

Par quels moyens le gouvernement s'est efforcé d'éviter une hausse du prix du blé ?

Quelles ont été les conséquences de la taxation ?

Ce sont autant de points qu'il convient d'étudier.

PREMIÈRE PARTIE

LA TAXATION PENDANT LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

PERTURBATIONS ECONOMIQUES NEES DE LA GUERRE AFFECTANT LE PRIX DU BLE

La France, pays plus agricole qu'industriel, se suffisait à peu près à elle-même avant la guerre. C'était là une situation relativement ancienne. Jusqu'en 1860, l'excédent de ses importations de blé sur ses exportations fut à peu près nul. Cet excédent dépassa en moyenne deux millions et demi de quintaux pour la période 1861-1870. De 1871 à 1880, il y eut plusieurs mauvaises récoltes et l'excédent des importations sur les exportations dépassa sept millions de quintaux par an. De 1880 à 1900, la production et la consommation croissent avec une légère prédominance en faveur de cette dernière. Le déficit s'élève alors à dix millions de quintaux par an. De 1909 à 1910, la production augmente et la moyenne de l'excédent des importations n'est pas supérieure à deux millions et demi de quintaux.

A la veille de la guerre, la France produisait environ quatre-vingt-neuf millions de quintaux. Sa consommation s'élevait à quatre-vingt-quatorze millions de quintaux. Notre pays arrivait ainsi à se nourrir à peu près lui-même. Certaines années même, il se suffisait à lui-même. En général, cependant, il était obligé de

recourir aux importations de blé étranger, ce qui lui était facile. Certains pays en effet produisaient plus de froment qu'ils n'en pouvaient consommer. D'autre part, le développement des chemins de fer et les progrès de la navigation maritime avaient abaissé les frais de transports à tel point que la distance n'entraînait plus en ligne de compte dans le prix d'achat du quintal de blé.

La guerre devait bouleverser cet état de choses et provoquer l'augmentation de la consommation du blé et la diminution de sa production.

Parmi les pays, exportateurs de blé en temps de paix, un certain nombre devait être entraîné dans la tourmente et réserver à leur population les produits de leur sol. Les communications maritimes cessèrent d'être sûres du fait de la guerre sous-marine; en conséquence, le prix du frêt augmenta dans des proportions importantes et rendit onéreuses les importations de blé.

Le fait seul de la mobilisation provoqua un accroissement de la consommation du blé sous forme de pain; car la ration du soldat, surtout en temps de guerre, est certainement plus élevée que la consommation moyenne des civils. A cette cause s'en ajoutèrent d'autres : le gaspillage inévitable pendant les mouvements des troupes et les combats, le gaspillage administratif résultant de méthodes défectueuses dans les réquisitions et les répartitions, la présence sur notre sol des armées alliées qui, alors même qu'elles étaient ravitaillées par leur propre pays achetaient des compléments là où elles se trouvaient.

Parallèlement, la production du blé diminua : avec le service militaire obligatoire et universel, toute la masse de la population mâle de jeune âge ou d'âge moyen est sous les armes. On estime que sur les 5.237.000 hommes qui composent la population active agricole, 3.700.000 ont concouru à la défense de la

Patrie. Pour un travail qui, en période de paix, exigeait les forces de plus de 5 millions d'hommes, les nécessités de la guerre n'ont permis qu'à environ un million et demi d'agriculteurs de demeurer à la terre.

Pour combler ce vide, les femmes, les enfants ont dû occuper la place des absents, les vieillards furent obligés de se remettre au travail.

Si la guerre enlevait à la terre les hommes valides, elle lui prit également les chevaux susceptibles de supporter les fatigues d'une campagne et le bétail nécessaire au ravitaillement en viande des armées.

En outre, dès le début des hostilités, l'ennemi fit irruption sur notre territoire et pendant quatre ans y demeura sur une partie. Or, les terres qui ont été envahies et occupées pendant la guerre comptaient parmi les meilleures.

Tandis qu'en 1913 la moyenne du rendement en blé par hectare fut pour la France de 13 quintaux 28, ce chiffre fut dépassé de beaucoup dans les départements envahis.

	Rendement en blé par hectare (1) (en 1913)
Aisne	18 quintaux 84
Ardennes	18 quintaux 24
Marne	14 quintaux 58
Oise	19 quintaux 39
Somme	17 quintaux 86
Pas-de-Calais	20 quintaux 28
Nord	24 quintaux 06

La guerre devait donc augmenter l'écart qui existait normalement en France entre les produits de la récolte et les besoins de la consommation. En temps de paix, pour combler le déficit de la production, notre pays

(1) L'Agriculture pendant la Guerre, par AUGÉ-LARIBÉ, page 95.

avait recours aux importations de blé. Mais les perturbations créées dès l'ouverture des hostilités dans les échanges internationaux devaient rendre ces opérations difficiles et onéreuses.

La Russie, grande exportatrice de blé, ne put satisfaire aux besoins de ses alliés, le détroit des Dardanelles ayant été bloqué dès le début des hostilités. Par suite, les clients de la Russie durent s'approvisionner en Amérique, mais celle-ci, en présence de demandes croissantes, releva ses prix à des taux qui, jusqu'alors, semblaient ne devoir jamais être atteints. A cette hausse sur place provoquée par des demandes supérieures aux offres, s'ajouta une autre source de hausse : l'élévation du frêt. En juillet 1914, le transport d'un quintal de blé de New-York à Liverpool coûtait entre 99 centimes et 1 fr. 10. En mars 1915, il atteignait 4 fr. 66. Cet accroissement du prix du frêt était dû à la suppression de la concurrence, au risque de guerre et à l'encombrement des ports français.

En présence d'une consommation croissante et d'une production déficitaire, en face d'importations de plus en plus difficiles et coûteuses, le cours du blé allait tendre à s'élever, entraînant une hausse du prix du pain. Or, le gouvernement estima que « la constance du cours du pain et par suite celle du blé avait une importance considérable par son effet moral sur l'opinion publique puisque l'abondance, le prix et la qualité du pain aujourd'hui encore comme jadis chez nos ancêtres, constituent le véritable signe de la richesse et de la prospérité d'un pays. »

CHAPITRE II

LES FAITS

SECTION I

DU DÉBUT DES HOSTILITÉS A LA LOI DU 29 JUILLET 1916.

Dès que la situation extérieure se tendit et que la guerre parut inévitable, le gouvernement prit les mesures nécessaires pour réserver au pays sa production de blé et pour faciliter l'entrée des blés étrangers. Les décrets du 31 juillet 1914 supprimèrent les droits d'entrée sur le froment et sur les farines et interdirent en même temps l'exportation de ces produits.

Pendant les premiers mois des hostilités, la liberté du commerce fut maintenue. L'Intendance procédait par voies de réquisitions pour les seuls besoins de l'armée. On espérait que la récolte de 1914 serait suffisante pour satisfaire les besoins du pays. Mais la difficulté des batailles, l'invasion d'une partie du territoire, la mauvaise qualité du grain firent bientôt apparaître une récolte déficitaire. Laisser au commerce le soin d'importer les quantités de froment nécessaires, c'était provoquer la hausse du prix du pain car le cours du blé étranger était nettement supérieur à celui des blés indigènes. Le gouvernement confia aux Chambres de Commerce, au courant des besoins locaux et des opérations commerciales, le soin d'importer la quantité de froment qui ferait défaut. Cette mesure n'empêcha pas la vente du blé exotique sur le marché français à un prix supérieur au cours intérieur. L'Etat résolut alors de s'improviser commerçant. Afin d'effectuer lui-même les achats de blés

étrangers, il se fit ouvrir un crédit de 150 millions de francs par les Commissions des Finances de la Chambre et du Sénat. Le gouvernement cédait les quantités achetées aux départements, aux communes et aux Chambres de Commerce qui s'engageaient à les revendre aux meuniers sous forme de grains ou aux boulangers sous forme de farine, quand il était intervenu un contrat de mouture entre le meunier et une de ces autorités administratives. Le blé était ainsi vendu au prix de 32 francs les 100 kilogs, au port de débarquement et sur wagon ou péniche.

L'approvisionnement du camp retranché de Paris ayant inquiété le gouvernement, celui-ci invita l'autorité militaire à procéder à des réquisitions de froment au prix de 31 francs pour une quantité de 2.200.000 quintaux. Les départements qui devaient être l'objet de telles mesures, craignant de ne pas avoir suffisamment de blé pour aller jusqu'à la prochaine récolte, se crurent menacés d'être obligés de racheter le manquant à 32, 33 ou 34 francs. Devant les réclamations des intéressés, il fut décidé que l'approvisionnement de Paris serait assuré par du blé exotique; ainsi 2.200.000 quintaux furent restitués à la consommation intérieure.

Devant ces disponibilités, on aurait dû assister au maintien sinon à une baisse du cours du blé. Or, qu'a-t-on pu constater ?

Quelques semaines avant les réquisitions, le quintal de blé valait entre 28 et 30 francs. Du fait des réquisitions le cours oscilla entre 30 et 32 francs et il atteignit 37 francs au lendemain de la suppression des réquisitions; d'une part la soudure paraissait incertaine et difficile à réaliser, d'autre part la récolte de 1915 s'annonçait mal. Pour enrayer ce mouvement spéculatif, le gouvernement adressa le 6 mai une circulaire aux préfets, dans laquelle il annonçait sa volonté de réqui-

sitionner tout le blé existant sur le sol national à 32 fr. les 100 kilogs sans distinction d'origine. En fait, on ne procéda qu'au recensement des stocks; et la simple menace de la réquisition arrêta la hausse des cours.

Dès le mois de mars 1915, le gouvernement déposa un projet de loi relatif au ravitaillement de la population civile en blé. L'accord des deux Chambres ayant été difficile à obtenir, le vote du Parlement n'intervint que le 16 octobre 1915.

Le but de la loi était d'empêcher la spéculation et d'éviter la hausse du prix du pain.

Voici ses dispositions essentielles.

Le Ministre du Commerce est chargé pour la durée de la guerre « d'effectuer les achats de blés et de farines à l'intérieur, aux colonies ou à l'étranger, de faire procéder s'il y a lieu aux réquisitions et de répartir les denrées suivant les besoins de la consommation par voie de cession ». Il procède par voie d'achats pour les blés étrangers. L'article 3 de la loi lui ouvre un crédit de 120.054.000 francs.

Le Ministre réquisitionne les blés indigènes en vertu de la loi de 1877 sur les réquisitions militaires par l'entremise des préfets ou de leurs délégués. Mais ceux-ci doivent s'attacher d'abord à faciliter les opérations amiables conclues directement entre les intéressés, puis, avec la collaboration des commissions de ravitaillement, faire procéder à des achats à caisse ouverte et c'est seulement si l'un ou l'autre de ces procédés n'a pas donné de résultats suffisants qu'il y aura lieu de recourir à la réquisition.

L'indemnité de réquisition est fixée à 30 francs, les 100 kilogs pour les blés pesant 77 kilogs à l'hectolitre et ne contenant pas plus de 2 % de corps étrangers. Il y aura lieu à une augmentation ou à une réduction de 1 % sur le prix de chaque kilogramme en plus ou en

moins constaté à l'hectolitre, ainsi qu'à une réduction sur le même prix pour chaque unité, en plus, de corps étrangers. »

En outre, à partir de la promulgation de la loi et pendant la durée de la guerre, des décrets peuvent fixer le prix des farines qui ne pourra en aucun cas dépasser celui qui résulterait d'une extraction à 74 % du blé pesant 77 kilogs à l'hectolitre. Les meuniers ne pourront plus fabriquer qu'une seule espèce de farine, dite entière, ne comprenant ni remoulage ni son.

Le droit de réquisition est général et s'applique à tous les blés indigènes et exotiques. Toutefois, certaines exceptions sont prévues : les blés exotiques cédés par le gouvernement pour assurer l'alimentation publique, les blés et farines acquis dans le même but par les départements, communes et Chambres de commerce, les blés destinés aux semailles, les blés gardés par les cultivateurs pour nourrir leurs familles, enfin les blés durs employés à fabriquer les pâtes alimentaires échappent à cette réquisition.

Le préfet doit connaître exactement le stock existant dans son département et en contrôler l'emploi pour l'alimentation publique. Mais cette surveillance et le contrôle des opérations concernant les blés et farines « doivent s'effectuer sans apporter aucun trouble au libre commerce des grains, en dehors du droit de réquisition ». Donc, tant que le département administré par le préfet est ravitaillé de façon convenable, celui-ci n'a qu'à laisser agir les particuliers. Les préfets doivent se tenir au courant, par l'intermédiaire des Administrations des chemins de fer, des expéditions de blé et de farine en dehors de leur département. Si celles-ci leur paraissent anormales et difficiles à expliquer par les besoins des régions où elles sont expédiées, ils devront réunir par voie d'enquête des renseignements et en sai-

sir s'il y a lieu l'Administration centrale.

En même temps que la promulgation de la loi du 16 octobre, paraissait au *Journal Officiel* un décret rétablissant le droit de douane sur les entrées de froment. Les milieux dirigeants étaient en effet optimistes et redoutaient une arrivée massive de blé étranger, et escomptaient une reprise du commerce avec la Russie par le forçement des Dardanelles. Ils pensaient que le cours du blé exotique baisserait au cours de la campagne 1915.

Les événements démentirent les espérances des gouvernants. Le détroit des Dardanelles ne fut par forcé. Les cours du blé étranger ne cessèrent pas de s'élever pendant l'année 1916. Enfin, les emblavements d'automne accusèrent un déficit de plus de 475.000 hectares par rapport à l'année précédente. La diminution des surfaces ensemencées en blé était due au trop faible taux de l'indemnité de réquisition; la somme de 30 francs ne remboursait pas aux producteurs les frais engagés par eux pour récolter un quintal de blé. Aussi préféreraient-ils emblaver leur terre en orge ou en avoine, céréales non taxées. Afin d'encourager lors des semailles de printemps la culture du froment, il convenait de relever le cours du blé pour le rapprocher de son prix de revient.

Pour ne pas toucher à la loi de 1915 et pour ne pas remettre en question la taxation de la farine et le prix du pain, le décret du 14 mars 1916 décida que le blé de printemps serait acheté au prix de 33 francs le quintal par l'Administration de la guerre; celle-ci réalisait ainsi un bénéfice car, pour satisfaire à ses besoins, elle n'était pas obligée d'acheter du blé étranger dont le quintal revenait à 40 francs.

Les agriculteurs désireux de profiter du prix fixé par le décret du 14 mars 1916 devaient faire une double déclaration à la mairie

1° Avant le 15 avril, une déclaration de la superficieensemencée en blé de printemps;

2° Avant le 15 octobre, une déclaration de la quantité totale de grains récoltés sur les dites emblavures et destinée à être vendue à l'autorité militaire.

SECTION II

LA TAXATION PROPREMENT DITE

§ 1. — *La fixation du prix maximum par la loi.*

Pendant les deux premières années de la guerre, aucun texte de loi n'avait établi la taxation du blé. Néanmoins, par une confusion, pouvant s'expliquer dans une certaine mesure, beaucoup de personnes croyaient que le prix du blé était taxé à un prix maximum de 30 francs le quintal.

En effet, la loi du 16 octobre 1915 autorisait le gouvernement à acheter des blés à l'étranger et au besoin à réquisitionner les blés indigènes dans les entrepôts pour les répartir et les céder à la population civile; l'indemnité qui pouvait être allouée par les autorités administratives ou par les tribunaux pour les blés réquisitionnés ne pouvait dépasser la somme de 30 francs le quintal. Mais le commerce du blé à l'intérieur restait libre et aucun texte de loi n'avait établi de prix maximum pour les transactions entre particuliers, producteurs, commerçants ou meuniers. Sans doute, le cours du blé sur les marchés était influencé par celui des réquisitions et des cessions, car comment concevoir des transactions à un prix supérieur à 30 francs quand tout acheteur était exposé à la réquisition sur cette base.

En fait, le cours du blé indigène a oscillé jusqu'au mois d'août 1916 entre 30 et 36 francs le quintal.

Ainsi, on peut dire que si le régime créé par la loi du

16 octobre 1915 ne reposait pas sur la taxe légale, il établissait du moins une taxe virtuelle.

La moisson approchant, on estima que maintenir une dualité de prix entre le blé de printemps et le blé d'hiver était à la fois une injustice et une source de fraudes et de difficultés.

La Chambre et le Sénat se mirent d'accord sur une nouvelle législation et la loi du 29 juillet 1916 fut promulguée. Ce texte ne faisait aucune distinction entre le blé semé au printemps et celui semé en hiver.

Jusqu'alors, on pouvait prétendre, en s'en tenant au texte, que le blé n'était taxé que pour les réquisitions et que son commerce restait libre. La loi du 29 juillet 1916 établit la taxe du blé au prix maximum de 33 francs le quintal chez le producteur. Cette fois, il s'agissait bien d'une taxe obligatoire dans tous les cas.

L'article premier dispose que « le blé-froment récolté en France ne pourra être vendu ou réquisitionné chez le producteur à un prix supérieur à 33 francs les 100 kilogs ». L'article 2 prévoit contre les contrevenants, acheteurs ou vendeurs, une amende du simple au décuple de la majoration totale qui aura été stipulée contrairement à la loi. Le prix de 33 francs ne pourra être augmenté que de 1 fr. 50 au plus pour frais de transport et rémunération des intermédiaires.

Le législateur avait cru pouvoir imposer ce prix de 33 francs pendant toute la durée des hostilités et « pendant l'année qui suivrait la démobilisation générale ». Mais l'accroissement du prix de revient et le découragement des cultivateurs se traduisirent par une diminution des emblavures et rendirent nécessaire une modification du prix légal.

Le gouvernement ne voulait pas toucher au prix du blé pour ne pas augmenter le prix du pain.

Au 1^{er} janvier 1917, de déficit de la production

s'était encore aggravé. De plus, l'hiver très rude avait détruit les blés en terre en de nombreux endroits. Il fallait aviser.

Le Parlement vota le 30 janvier 1917 un texte qui, sans abandonner le prix maximum de 33 francs, décidait qu'à partir de la moisson de 1917 et jusqu'à la suppression de la taxe sur le blé, il serait alloué aux agriculteurs une prime de 3 francs par 100 kilogs de blé récolté en France. Il était alloué en outre une prime de 20 francs par hectare supplémentaire cultivé en blé comparativement à la surface ensemencée l'année précédente.

§ 2. — *La fixation du prix maximum par décret.*

La loi de janvier ne reçut pas d'application, car le système des primes nécessitait un grand nombre de formalités auxquelles le gouvernement refusa d'assujettir les agriculteurs.

Le Parlement vota alors la loi du 8 avril 1917. Ce texte ne fixait pas le prix du quintal de blé. Il confiait dorénavant au gouvernement le soin de le faire par voie de décret.

Le Ministre de l'Agriculture ne devait pas tarder à user de son droit. En effet, d'une part les détenteurs de blé, pas trop pressés d'argent, dissimulaient les quantités de froment qu'ils possédaient, escomptant un relèvement de la taxe avant la moisson; d'autre part, le ravitaillement de la population civile devenait de plus en plus difficile : l'intensification de la guerre sous-marine avait diminué sensiblement les importations de blé. Il fallait donc utiliser au maximum les ressources du pays en blé et faire « sortir des greniers le blé qui s'y cachait ». Aussi, dès le 11 avril, paraissait un décret prescrivant le recensement et la déclaration de toutes les céréales

panifiables et fixant à 36 francs le prix du quintal de blé. Les quantités non déclarées au 25 avril 1917 ne devaient être vendues ni réquisitionnées à un prix supérieur à 33 francs. Le quintal de son fut taxé à 21 francs.

La guerre sous-marine rendant les transports maritimes très difficiles, la récolte s'annonçant comme tardive, si l'on voulait atteindre la soudure, il fallait bien faire apparaître les stocks occultes et pour cela offrir à leurs détenteurs un prix rémunérateur. Le décret du 13 juillet 1917 porta le prix du blé de 36 à 50 francs les 100 kilogs. En outre, ce décret essayait de créer une prime en faveur du blé par rapport aux céréales secondaires qui furent toutes taxées à 42 francs uniformément. Pour bénéficier du prix de 50 francs, les agriculteurs doivent déclarer leur récolte sinon les blés seront réquisitionnés avec une réduction de 7 francs. Pour que l'Administration puisse connaître les disponibilités, chaque agriculteur doit tenir un carnet où il inscrira la quantité récoltée, 40 jours au plus après la moisson. Une tolérance de 20 % est consentie sur les chiffres fournis.

Un double de cette déclaration est remis à la mairie et demeure à la disposition des fonctionnaires du service des céréales. Le maire doit grouper toutes les déclarations de sa commune et les adresser à la sous-préfecture dont il dépend afin de permettre l'établissement de la statistique générale.

Mais les stocks occultes pouvaient toujours subsister à l'abri de la tolérance de 20 %; seule, une nouvelle hausse du prix de réquisition était susceptible de les faire apparaître.

Toutefois, cette mesure eut des conséquences heureuses sur les ensemencements d'automne qui accusèrent une augmentation de 400.000 hectares par rapport à 1916. La situation, malgré cela, demeurerait délicate, car les stocks étaient faibles, les arrivages de blé étran-

ger étaient diminués par la guerre sous-marine et par l'affectation aux transports du matériel de guerre d'une partie de la flotte de commerce. On crut pouvoir plus aisément tenir le coup en assurant à l'Etat le contrôle de toutes les céréales panifiables. Le décret du 30 novembre 1917 fut pris dans ce but.

« A dater du 1^{er} janvier 1918, sont réquisitionnées pour le compte de l'Etat, qu'elles soient détenues par un producteur, par un commerçant ou par tout autre détenteur, toutes les céréales en grains ou en herbes énumérées ci-après : blé, seigle, méteil, orge, maïs, sarrasin, sorgho et avoine. La réquisition s'appliquera également aux fèves et aux féverolles. » Ne sont exceptées de la réquisition que les céréales de semence, les quantités nécessaires à la consommation des familles attachées à l'exploitation agricole et, pour les céréales autres que le blé, les céréales nécessaires à la nourriture du bétail. Le commerce existe toujours théoriquement mais « les meuniers, les négociants et les courtiers agissent pour le compte de l'Etat ». Il y avait là une mesure destinée à masquer au public la mainmise de l'Etat sur le commerce des céréales.

Les transports sur route doivent désormais être autorisés par le maire de la commune. Toute céréale déplacée clandestinement est considérée comme non-déclarée et réquisitionnée à 7 francs en dessous du cours des céréales déclarées. Mais l'Etat ne prenait les blés réquisitionnés qu'au fur et à mesure de ses besoins. Or, les blés abîmés se vendaient pour la nourriture du bétail 60 et 80 francs le quintal. Il y avait là une tentation pour le producteur qui, en faisant avarier ses grains, leur conférait une substantielle plus-value. Pour couper court à ce danger, un décret du 21 mars 1918 interdit la vente des céréales avariées à des prix égaux ou supérieurs à ceux des céréales en bon état de conservation.

Aux termes de la loi du 13 juillet 1917, le prix de blé devait rester fixé à 50 francs pendant deux ans, c'est-à-dire jusqu'au 15 juillet 1919. Huit mois s'étaient à peine écoulés que le Ministre du Ravitaillement faisait connaître aux préfets par une circulaire en date du 20 mars son intention de taxer le blé à 75 francs les 100 kilogs.

§ 3. — *Vers un retour à la liberté.*

Le 21 mai 1918, en effet, un décret rendait officiel ce qui, jusqu'ici n'était qu'officieux. Il était entendu que ce prix ne pouvait être appliqué qu'aux céréales récoltées en 1918 et le décret prévoyait formellement les sanctions pénales de la loi du 10 février 1918 contre les producteurs ou acheteurs qui auraient cherché à céder au prix élevé le froment provenant des récoltes antérieures. Le régime de la réquisition générale, institué par le décret du 30 novembre 1917 était maintenu. On exigeait également la déclaration des superficies ensemencées en céréales au 1^{er} juillet et après la moisson la tenue à la fois par l'entrepreneur et le cultivateur d'un carnet de battage.

Le décret du 21 mai 1918 ne correspondait pas à un simple changement de prix, il indiquait la volonté du gouvernement de développer la culture du blé, en accordant aux producteurs de blé une rémunération couvrant le prix de revient.

En effet, la guerre se prolongeait, les surfaces emblavées et la production avaient diminué dans des proportions considérables. Cependant la récolte de 1918 fut bonne; elle était en augmentation de 25.200.000 quintaux en chiffres ronds sur 1917. Elle donna 61.435.840 quintaux.

En présence de ce résultat, le Ministre du Ravitaillement prit le décret du 13 septembre 1918, dans l'ex-

posé des motifs duquel il déclarait : « En raison de la continuité des cours élevés des différents facteurs de la production, il y a intérêt à maintenir à peu de choses près les prix fixés pour 1918. J'estime toutefois qu'il convient de les diminuer de 2 francs à titre d'indication pour bien marquer qu'ils ne sont pas susceptibles d'être relevés à l'avenir et qu'ils sont au contraire appelés à décroître graduellement jusqu'au rétablissement de la situation normale du marché. »

Le prix du blé était donc fixé à 73 francs.

Le 11 novembre 1918, après une lutte de plus de quatre années, l'Allemagne était amenée à demander à la France et à ses alliés un armistice en vue de procéder à l'examen des conditions de paix. Malgré l'arrêt des hostilités, les mesures qui, pendant la guerre, avaient permis au gouvernement d'assurer à la population du « pain bon marché » devaient rester en vigueur pendant plus de deux ans.

La taxe de 73 francs fut maintenue pendant l'année 1919 et 1920. Cependant, au début de 1920, les agriculteurs purent espérer un retour à la liberté, car, dans une circulaire adressée le 2 mars par le Ministre de l'Agriculture aux directeurs départementaux des services agricoles, on pouvait lire ceci : « La suppression de la taxe est aujourd'hui décidée pour 1920. »

Il n'en fut rien. Le taux de la taxe fut seulement élevé et porté à 100 francs par le décret du 12 août pour les blés récoltés en 1920, pesant 77 kilogs à l'hectolitre et contenant moins de 2 % d'impuretés ou de corps étrangers.

Le gouvernement ne rétablit pas la liberté du commerce pour la récolte de 1920, comme il l'avait promis au printemps parce qu'il craignait que le cours du marché intérieur ne se mit à la parité avec le prix du blé exotique, c'est-à-dire à 160 francs.

Ces craintes étaient, en effet, justifiées car à la seule annonce d'un retour au régime d'avant-guerre, des achats de blé furent conclus au prix de 125 francs le quintal alors que la taxe était fixée à 73 francs. Le gouvernement ne pouvait pas espérer briser la spéculation par la constitution de stocks car la récolte mondiale était déficitaire, notamment l'Argentine, normalement exportatrice, interdisait toute exportation de blé. En outre, le frêt était encore élevé. Enfin, les transports étaient défectueux et n'auraient pas permis de transporter des quantités de blé importantes sur les points du territoire où la spéculation aurait provoqué une hausse exagérée des cours du blé.

Puis au cours de l'année 1921, devant les réclamations de plus en plus pressantes des producteurs, le gouvernement décida de supprimer les mesures restreignant le commerce du blé, prises pendant la guerre. Mais il le fit progressivement.

Le 7 mai 1921, une loi rendait entièrement libre à partir du 15 mai 1921 la circulation des céréales indigènes et des farines à l'intérieur du pays. La loi faisait en outre prévoir un prochain retour à la liberté : « Un décret déterminera, avant le 15 mai 1921, les mesures propres à assurer aux cultivateurs l'achat du solde de leur blé, provenant de la récolte 1920, au prix fixé par le décret du 12 août 1920. »

Le 9 mai 1921, un décret donnait encore un peu plus de liberté au régime du blé : désormais, l'achat, la vente et la circulation du blé s'effectuent librement sur tout le territoire. L'Etat ne doit plus intervenir que dans des cas exceptionnels pour les achats de céréales indigènes. Les transactions privées doivent, dans la généralité des cas, redevenir la règle commune. Toutefois, le blé de la récolte 1920 ne peut pas être vendu à un prix supérieur à 100 francs. Enfin, le décret du 15 août lève la

prohibition d'importation du froment (grains et farines) à partir du 1^{er} août.

La date du 1^{er} août 1921 peut donc être considérée comme celle mettant fin à cette période de taxation du blé. On assista alors à une baisse du cours du froment : après la moisson de 1921, les prix ont oscillé entre 73 et 80 francs pour tomber à 67 fr. 50 au début de février 1922.

Après avoir exposé les variations du prix légal du quintal de blé au cours des hostilités et après avoir tenté de mettre en lumière les événements qui avaient rendu nécessaires ces variations, il convient maintenant d'examiner les conséquences de la taxation à l'égard des producteurs, des consommateurs et des intermédiaires.

CHAPITRE III

LES CONSEQUENCES DE LA TAXATION

§ 1. — *Envers les producteurs*

La taxation du blé mettait en jeu des intérêts contraires : ceux des consommateurs et ceux des producteurs. Tout de suite, l'Etat fit son choix : il s'attacha à ne pas léser les premiers et à ne satisfaire les seconds que dans la mesure où les intérêts des consommateurs n'étaient pas atteints.

Une telle politique devait avoir sa répercussion sur la production : elle s'est manifestée par une diminution des surfaces ensemencées; le cultivateur, en effet, fut découragé de s'adonner à une culture dont le prix de vente ne couvrait pas le coût de la production.

Dès l'automne 1914, les superficies emblavées furent légèrement inférieures à celles de 1913, cette diminution étant surtout due à l'occupation d'une partie du territoire; ceux qui étaient restés à la ferme avaient fait un gros effort pour arriver à ce résultat mais la vente du blé était libre et les agriculteurs pouvaient espérer réaliser de beaux bénéfices.

En octobre 1915, le législateur donne aux préfets le droit de réquisitionner à 30 francs le blé, si son cours s'élevait. Le résultat ne se fit pas attendre : l'étendue des terres cultivées en blé à l'automne 1915 diminua. Les conditions de la production étaient de plus en plus difficiles et l'agriculteur, malgré sa bonne volonté, était découragé de voir stable le prix du blé, alors que ce qu'il achetait ou louait coûtait de plus en plus cher.

Au cours de la guerre, l'Etat, par suite de l'accrois-

sement des frais de culture, releva à plusieurs reprises le taux de la taxe mais il le fit toujours trop tardivement et trop faiblement.

Voici un tableau qui permettra de se rendre compte de la diminution de la production :

ANNÉES	SURFACES ENSEMENCÉES	QUINTAUX RÉCOLTÉS
1913	86.910.000 hectares	6.500.000
1914	76.936.065 —	6.060.000
1915	60.630.200 —	5.500.000
1916	55.767.320 —	5.000.000
1917	36.625.570 —	4.191.000
1918	61.435.840 —	4.448.000
1919	49.365.000 —	4.604.000
1920	64.436.000 —	5.094.000

Si, après le vote de la loi du 16 octobre 1915, le blé était menacé de réquisition, au cas où son cours se serait élevé au-dessus de 30 francs, aucune disposition semblable n'avait été prévue pour les céréales secondaires. Aussi les prix de l'avoine dépassèrent bientôt le cours de 30 francs : en février 1916, le quintal était payé 38 francs. Les cultivateurs avaient donc intérêt d'une part à développer la culture d'un produit si rémunérateur et d'autre part à nourrir leurs animaux avec du blé afin de réserver à la vente les céréales secondaires. Pour remédier à un tel état de choses qui risquait de compromettre gravement le ravitaillement de la population civile, la loi du 17 avril 1916 autorisa le gouvernement à taxer par décret les céréales secondaires. Ainsi le cours de l'avoine fut successivement fixé à 29 francs (2 mai 1916), 31 francs (8 avril 1917), 42 francs (13 juillet 1917), 55 francs (23 mai 1918).

En outre, afin de réserver le blé à la population humaine, la loi du 25 avril 1916 interdit, sous peine de

sanctions pénales, d'employer pour l'alimentation des animaux :

- 1° Le blé propre à la mouture;
- 2° La farine de froment propre à la panification;
- 3° Le pain de farine de froment propre à la consommation humaine.

Le 27 juin 1916, un décret interdisait la vente du blé au détail afin d'empêcher le détournement pour la nourriture des animaux. La taxation du blé n'a pas seulement limité la rémunération du cultivateur, mais elle a aussi porté atteinte à sa liberté, dont il est si jaloux : en une telle matière, l'application des lois et décrets s'accompagne nécessairement de mesures d'interdiction et de contrôle.

Ce fut à l'occasion du relèvement de la taxe en faveur des blés de printemps que le décret du 14 mars 1916 imposa la déclaration des terres ensemencées au printemps et des récoltes qu'elles avaient fournies.

Les inquiétudes éprouvées pour le ravitaillement national, à cause de la diminution progressive des surfaces cultivées en froment firent envisager comme inévitable une déclaration générale et obligatoire.

Pour la préparer, un décret du 8 avril 1917 prescrivit sur toute l'étendue du territoire un recensement des céréales panifiables. « A cet effet, les cultivateurs sont tenus de déclarer à la mairie de leur résidence au plus tard avant le 25 avril 1917 la quantité qu'ils détiennent. »

Les mairies faisaient procéder, le cas échéant, aux vérifications nécessaires. Dans sa déclaration, l'agriculteur devait faire toute une série de discriminations : stocks battus, stocks en gerbes, quantités réservées pour la consommation familiale et pour l'alimentation du bétail.

Afin de simplifier ces formalités et de diminuer les

pertes de temps qu'elles occasionnaient, le décret du 13 juillet 1917 organise le carnet de récolte. En même temps, des instructions sévères étaient données aux préfets pour contrôler l'exactitude des déclarations faites : en effet 1917 est l'année sombre de la guerre.

Le gouvernement avait de grandes inquiétudes sur le ravitaillement de la population civile : le blé se cachait et la récolte s'annonçait mauvaise. Aussi le Ministre du ravitaillement invita-t-il, par circulaires, les préfets à organiser de toute urgence des visites domiciliaires afin de déceler le blé dissimulé.

Au cours de l'année 1918, les prescriptions concernant les recensements et les contrôles se multiplièrent. L'arrêté du 30 janvier créa sous l'autorité directe du contrôleur général des battages un service de contrôle des stocks, de la production et de la consommation des céréales.

Le décret du 2 avril 1918 imposa, comme contrepartie du relèvement de la taxe portée à 75 francs, la sincérité absolue des déclarations de récoltes et la possibilité pour le service du ravitaillement de connaître d'une façon complète les ressources disponibles. « Il sera procédé par les contrôleurs régionaux des stocks de céréales, au cours de leurs investigations, au recensement et à la vérification sur place des quantités de céréales détenues par les particuliers sur le territoire de chaque commune. » L'article 2 ajoutait : « Devant le refus de laisser procéder aux opérations ci-dessus déterminées, il pourra être fait appel à la force publique. » Mais ce contrôle était difficilement réalisable car soumettre tous les greniers à un « exercice » généralisé, c'était là une opération très longue et exigeant un personnel nombreux. De plus, ce personnel devait opérer avec doigté, les succès militaires de 1917 ayant atteint le moral du pays.

Aussi une circulaire ministérielle du 22 juillet 1918 recommanda aux inspecteurs du « tact » et de la « discrétion » et leur prescrivit de limiter leur action à des actes « particulièrement inexcusables ».

A l'usage, le carnet de récolte parut trop compliqué; le décret du 21 mai 1918 le supprima et le remplaça par la déclaration des surfaces ensemencées en blé. Le service du contrôle des stocks devait faire l'évaluation complète de la production, en déterminant les rendements d'après les résultats des battages.

La guerre terminée, ce ne fut que le 9 mai 1921 qu'un décret rendit libres la vente, l'achat, la circulation du blé.

La taxation a ainsi lésé le producteur dans ses intérêts et dans son indépendance, à laquelle il est si fermement attaché.

§ 2. — *Envers les consommateurs*

Pendant tout le cours de la guerre, la préoccupation dominante du gouvernement en matière annonnaire fut d'assurer le pain à bon marché à la population civile, car « le pain entre pour 70 % dans la nourriture du peuple français. » Le législateur s'est toujours efforcé de maintenir ce produit au prix d'avant-guerre, c'est-à-dire à 45 centimes, même à l'époque où l'on pouvait craindre une insuffisance de blé. M. Patureau-Bonnet disait en 1917 à la tribune de la Chambre : « Il ne faut pas toucher à la politique du pain à 45 centimes. Ce serait grave à l'heure actuelle. C'est toujours sur des crises de ce genre que se sont produites les révolutions. C'est le renchérissement du pain et sa raréfaction qui a contribué ces derniers jours à provoquer la révolution russe. »

Le cours du pain oscilla entre 0,45 et 0,55 jusqu'au

25 août 1920, date à laquelle un décret fixa à 1 fr. 20 le maximum qu'il ne pourrait pas dépasser.

Mais l'intérêt des consommateurs est intimement lié à celui des contribuables. Or la politique annonnière de l'Etat devait peser lourdement sur les finances publiques. Le 26 juillet 1920, le rapporteur Perchot déclarait à la tribune du Sénat que la taxation du blé avait coûté aux finances de l'Etat 7 milliards.

L'Etat fut en effet autorisé à céder aux meuniers les blés à un prix inférieur au prix de revient, afin de maintenir dans l'intérêt de la résistance nationale le pain à un taux réduit.

Au fur et à mesure des relèvements successifs de la taxe du blé, la charge qui incombait à l'Etat augmenta. Tandis que le blé fut payé aux agriculteurs successivement 33 francs, 50 francs et 75 francs le quintal, les meuniers continuèrent à l'acheter à l'Administration au taux de 33 francs. La différence de prix était donc supportée par les Finances publiques. Celles-ci étaient encore bien plus lourdement grevées lorsque l'Etat achetait du blé exotique, lui revenant à 52 francs le quintal en 1916, puis à 78 francs en 1917, et qu'il cédait aux minotiers au prix de 33 francs.

En 1920, les hostilités ayant cessé, le gouvernement estima qu'il convenait de réduire le plus possible la perte de l'Etat, en rétablissant l'équilibre entre le prix de vente du pain et le prix de vente des denrées employées à sa fabrication. Aussi, à partir du 1^{er} mars 1920, le quintal de blé fut cédé à 76 francs aux meuniers. En même temps, le pain put être taxé en tenant compte du prix de la farine (93 francs).

Le taux qui fut adopté fut en général 1 franc dans les campagnes et 1 fr. 05 dans les villes. Pour atténuer les répercussions de cette hausse sur certaines catégo-

ries d'individus, le décret prévoyait la distribution de tickets de pain à prix réduit.

Le 1^{er} août 1921 prit fin cette politique qui empêcha la hausse du cours du pain pendant la guerre, mais dont les conséquences pesèrent pendant longtemps sur les contribuables.

La formule « le pain à bon marché » n'a pas toujours signifié que cet aliment était en quantité illimitée à la disposition du consommateur. Jusqu'en 1917, la consommation reste libre; mais au cours de cette année, devant les difficultés du ravitaillement, le système de la carte de pain fut mis à l'étude. Le 30 novembre 1917, le gouvernement rendit obligatoire, par décret, le rationnement du pain dans les villes comptant au moins 20.000 habitants et désignées par décision ministérielle après avis des conseils municipaux intéressés et du Préfet. La ration de chaque habitant variait avec la profession et l'âge entre 600 grammes pour les travailleurs des métiers de force et 200 grammes pour les enfants. Mais ce mécanisme prêta à la fraude, « beaucoup cherchant à s'inscrire à des catégories bénéficiaires d'une consommation supérieure à celles qu'ils pouvaient normalement réclamer. » Aussi le gouvernement prit, le 23 janvier 1918, un décret organisant un rationnement uniforme pour tout individu : 300 grammes de pain par habitant. La consommation des grandes villes était à peu près réglementée mais le reste du pays échappait au système. On revint alors au système du décret du 30 novembre 1917, en fixant toutefois des chiffres de rations moins élevés :

Enfants de moins de 2 ans	100 gr.
Enfants de moins de 13 ans	200 gr.
Adultes jusqu'à 60 ans	300 gr.
Vieillards au-dessus de 60 ans.....	200 gr.
Travailleurs	400 gr.

La réglementation de la consommation du pain dura jusqu'au 1^{er} juin 1919.

Le gouvernement préféra donc grever l'avenir plutôt que de mécontenter les consommateurs, car il savait que le moral du pays était la première condition de la Victoire.

§ 3. — *Envers les intermédiaires*

Les courtiers en grains, les minotiers, les boulangers n'échappèrent pas plus que le producteur, et en dernière analyse que le consommateur à la réglementation générale.

A. — *Les courtiers en grains.*

Pendant les premiers mois de la guerre, le commerce, concurremment avec l'Etat, assura l'importation des quantités de blé nécessaires à parfaire le déficit de la production. Mais le frêt augmentant, le prix du quintal de blé s'éleva jusqu'aux cours de 38 et 40 francs. Le gouvernement, craignant que cette hausse n'entraîna celle du blé indigène, annonça, dans une circulaire du 16 mai 1915 adressée aux préfets, sa volonté de réquisitionner au cours de 30 francs tout le blé existant sur notre sol. Aussitôt, dans la crainte d'une perte éventuelle de 8 francs par hectolitre, l'importation libre s'arrêta.

Dès lors les opérations des courtiers en grains furent limitées au seul marché national. Mais leur activité dans ce domaine ne devait pas tarder non plus à être entravée. Bien que la loi du 16 octobre 1915 ait menacé de la réquisition au prix de 30 francs, les transactions qui dépassaient ce taux, de nombreux contrats furent conclus à un cours supérieur, allant parfois jusqu'à 36 francs. Pour faire disparaître cet état de fait,

la loi du 29 juillet 1916 interdit alors de vendre le blé à un prix dépassant 33 francs et ce prix ne pouvait pas être augmenté de plus de 1 fr. 50 pour frais de transport ou rémunération des intermédiaires. Puis le décret du 31 juillet 1917 réserva la profession de négociant en grains aux seuls commerçants français ou de nationalité alliée, inscrits à la contribution des patentes avant le 1^{er} juillet 1917.

Ces négociants étaient d'ailleurs soumis pour toutes les opérations qu'ils ne passaient pas dans le contact immédiat de leurs magasins à un contrôle d'un organisme nouvellement créé, l'Office des céréales : l'agent répartiteur départemental, principal rouage de cette nouvelle organisation, désignait au négociant ses clients.

Le décret du 30 novembre 1917 déclara que « les négociants et les courtiers agissaient pour le compte de l'Etat ». Ce fut là le dernier stade d'une réglementation de plus en plus rigoureuse, dont le terme fut la suppression du commerce. Le négoce des grains ne recouvra sa pleine liberté qu'à partir du 1^{er} août 1921.

B. — *Les meuniers.*

L'élévation de la taxe du blé aurait dû, normalement, provoquer une hausse de la farine; le gouvernement empêcha cette conséquence de se réaliser, afin que le prix du pain ne dépassât pas le cours d'avant-guerre. Un tel résultat ne fut atteint que par une série de mesures. Le taux du blutage de la farine fut relevé chaque fois qu'une loi ou un décret modifia la taxe du blé : le taux d'extraction fut successivement fixé à 74 % (16 octobre 1915), à 77 % (loi du 25 avril 1916), 80 % (29 juillet 1916), 85 % enfin (3 mai 1917).

Pour dédommager le meunier de la hausse de ses frais de fabrication, le gouvernement n'hésita pas à

augmenter le prix du son, car il n'avait pas les mêmes raisons de maintenir bas les cours de ce produit : la taxe du son fut relevée en même temps que celle du blé : 15 francs (loi du 16 octobre 1915), 18 francs (loi du 29 juillet 1916), 24 francs (3 mai 1917), 40 francs (22 juillet 1918).

Enfin, comme nous l'avons vu plus haut, l'Etat céda aux meuniers le blé à un prix inférieur à celui auquel il l'achetait. Grâce à cet ensemble de mesures, la farine ne fut jamais vendue aux boulangers à un prix supérieur à 51 francs.

La paix signée, afin de manifester sa volonté d'abandonner la politique de taxation, le gouvernement fixa le prix maximum du quintal de farine à 93 francs.

Cette réglementation s'accompagna également pour les meuniers de mesures de contrôle, sans quoi les minotiers auraient eu intérêt à faire deux farines : l'une, blutée à un taux supérieur au taux légal, qu'ils auraient écoulée chez ceux qui auraient payé le taux légal ; l'autre, extraite à 65 %, qu'ils auraient vendue au prix fort à des boulangers choisis et discrets. Cette fraude fut d'ailleurs pratiquée. Le 9 mars 1917, M. V. Boret disait à la Chambre : « Les seuls qui se sont plaints, ce sont les meuniers honnêtes, car les meuniers malhonnêtes, qui n'ont pas respecté la loi, ont rendu intolérable la situation de ceux qui ont voulu être consciencieux et respectueux de votre volonté. »

C. — *Les boulangers.*

Ces intermédiaires sont peut-être les seuls citoyens dont les habitudes ne furent pas trop bouleversées par la réglementation de la guerre.

En effet, un texte de la période révolutionnaire portait atteinte à la liberté de leur profession : l'arti-

cle 30 de la loi des 19-22 juillet 1791 donnait provisoirement à l'autorité municipale la faculté de taxer le pain.

Et pourtant, les boulangers ne furent pas plus ménagés que les autres.

D'après la loi du 16 octobre 1915, les boulangers devaient se rendre sur convocation en un lieu désigné par le préfet pour y prendre livraison des quantités qui leur revenaient contre paiement des marchandises au comptant.

Le décret du 3 mai 1917 leur conféra le monopole de la vente au détail de la farine. En même temps, il obligea les boulangers à déclarer à la mairie de leur domicile les meuniers auprès desquels ils comptaient s'approvisionner.

Le prix du blé ayant été fixé à 50 francs par le décret du 13 juillet 1917, ce même texte autorisa les préfets à relever le cours du pain de 5 centimes par kilog. Mais les boulangers vendaient malgré tout à perte. Aussi ce décret créa le système de la ristourne : l'État s'engageait à leur rembourser la somme nécessaire pour maintenir le prix du pain au maximum fixé par le texte, c'est-à-dire à 5 centimes en plus de la taxe existante. A cause des formalités et des difficultés de contrôle d'une telle mesure, le décret du 28 octobre 1917 autorisa les meuniers à faire aux boulangers l'avance de la ristourne. Ce système fut supprimé le 30 novembre de la même année.

Le décret du 30 novembre 1917, qui réglementait par ailleurs la consommation du pain, décidait que les boulangers ne seraient approvisionnés en farine que dans la proportion des tickets de pain qu'ils pourraient représenter.

Qu'il s'agisse des producteurs, des consommateurs ou des intermédiaires, la réglementation organisée par

l'Etat en matière annonnaire a atteint les uns et les autres dans leurs intérêts et dans leur liberté. Certes, les circonstances peuvent dans une certaine mesure justifier les moyens pris par le gouvernement pour atteindre le but que, dès la déclaration de guerre, il s'était fixé : assurer l'ordre et le calme à l'intérieur du pays. Si les prix du blé, de la farine et du pain n'avaient pas été taxés, on ne peut savoir ce qui serait arrivé ; mais la révolution russe nous a montré une fois de plus que la disette de pain est souvent le prétexte à la manifestation du découragement et du mécontentement de la population.

DEUXIÈME PARTIE

LE PRIX MINIMUM

CHAPITRE PREMIER

LE BLE EN FRANCE DE 1921 A JUILLET 1933

§ 1. — *De 1921 à 1932*

Les hostilités terminées, la France devait panser ses plaies et s'efforcer de retrouver le plus rapidement possible son équilibre économique d'avant-guerre. Les pertes subies par l'agriculture étaient particulièrement élevées; un grand nombre de paysans avaient été tués; le cheptel français avait été disséminé par suite des réquisitions répétées faites en vue de pourvoir aux besoins de l'armée. Les champs avaient été plus ou moins abandonnés et la fertilité de ceux que l'on avait continué à cultiver était épuisée à cause du manque d'engrais.

La population agricole se mit courageusement au travail. Répondant à l'appel du gouvernement, les paysans portèrent leurs efforts sur la culture du froment : au lendemain de la guerre, en effet, la France dut importer des quantités de blés considérables; certaines années même rappelèrent des périodes de la guerre. Ainsi, en 1925 le Ministre de l'Agriculture eut des craintes sur le ravitaillement du pays en pain : certains quartiers de Paris furent sans farine pendant quelques

heures. Le gouvernement ne disposait que de 11.000 quintaux dans les Magasins de l'Intendance et il faut 18.000 quintaux pour la consommation d'une seule journée de Paris. C'était alors l'époque de la baisse du franc. Toute importation aggravait la dépréciation de notre monnaie. Le gouvernement lança dans le pays sa fameuse formule « l'épi doit sauver le franc ». Quelques années passèrent et brusquement il semble que le problème se soit transformé : en 1929, la production est excédentaire : près de 92.000.000 quintaux. Le quintal de blé valait alors environ 160 francs. Mais cet excédent de récolte fit rapidement baisser les cours à 115 francs. Pour calmer les plaintes des agriculteurs, le gouvernement présenta un texte qui fut voté par le Parlement le 1^{er} décembre 1929. Cette loi organisait l'exportation moyennant le paiement d'une prime. La température acheva l'œuvre gouvernementale d'assainissement du marché : en effet, pendant deux années consécutives, la récolte fut fortement déficitaire :

1930	62.900.980 quintaux
1931	76.500.000 quintaux

A la veille de la récolte 1932, le prix du quintal de blé était aux environs de 160 francs. En quelques semaines, les cours s'effondraient; cette baisse rapide devait créer dans le monde agricole un grand malaise.

Il convient, avant d'aborder l'étude des mesures prises par les pouvoirs publics pour limiter les effets de cette crise, d'en rechercher les causes.

§ 2. — Causes de la crise

Les conditions atmosphériques rendent très précaires les prévisions qui peuvent être faites au sujet de l'importance d'une récolte : quelques semaines de soleil

ou de mauvais temps à l'époque où le blé mûrit peuvent bouleverser complètement dans un sens ou dans l'autre les statistiques établies avant la moisson. Ainsi, en 1932, d'après les dires des techniciens, la récolte s'annonçait mal : on pronostiquait une nouvelle année déficitaire; or, quelques jours de beau temps suffirent à changer le déficit annoncé en une récolte excédentaire, comme on n'en avait jamais vu depuis la guerre.

Cette surproduction a eu pour cause non seulement la clémence de la température, mais aussi le perfectionnement des méthodes techniques et la substitution des blés à grand rendement aux espèces riches en gluten employées jusqu'à la guerre par les paysans. Sans accroître les surfaces emblavées, les cultivateurs ont obtenu un rendement plus important par la mise en œuvre de procédés cultureux meilleurs.

D'après M. Brétignière, professeur d'agriculture, les rendements à l'hectare ont ainsi évolué dans ces dernières années :

1911	13 quintaux 76
1928	14 quintaux 60
1929	17 quintaux
1931	13 quintaux 83
1932	16 quintaux 90

Si l'on examine les surfaces emblavées, on constate, en 1932, une diminution de 20 % environ par rapport à la superficie cultivée en 1913.

1913	6.500.000 hectares
1932	5.400.000 hectares

Au poids de la grosse récolte, cause principale de la crise, s'est ajoutée une série de circonstances qui ont concouru à la chute des cours.

Toute notre récolte est venue peser en même temps sur le marché. La moisson du Midi et la moisson des régions du Nord sont arrivées presque simultanément.

Des besoins très intenses d'argent ont fait précipiter les offres des producteurs : beaucoup s'empressèrent de vendre leur blé, dès les premiers mois de la récolte.

En face, les acheteurs se tinrent sur une prudente réserve : escomptant une baisse plus accentuée des cours, ils ne mirent aucun empressement à constituer leur stock, ils n'achetèrent que les quantités nécessaires à leur approvisionnement pour quelques jours seulement : il en résulta un encombrement du marché.

A ces causes matérielles de baisse, sont venues se greffer des causes psychologiques : certaines campagnes de presse cherchèrent à affoler les producteurs par l'annonce de fausses nouvelles et de statistiques tendancieuses. Des journaux commerciaux semèrent la panique parmi les agriculteurs en annonçant des chiffres absolument fantaisistes : 105 et même 120 millions de quintaux, alors que, d'après les chiffres officiels, la récolte s'élevait à 92.200.000 quintaux.

D'autre part, les producteurs de blé n'ont pas eu le sentiment que le gouvernement cherchait à enrayer la baisse des cours avec autant d'énergie qu'il eut été nécessaire.

M. Rémond, président de l'Association générale des producteurs de blé, s'exprimait ainsi, dans une lettre qu'il adressait au mois de mars 1933 au Président du Conseil : « Les paysans ont cette impression très nette que les gouvernements, depuis le début de la campagne, étaient favorables, en fait, à la baisse massive du blé et de tous les produits agricoles... C'est peut-être moins l'excédent qui pèse sur notre marché que le découragement des producteurs qui le bouleverse. Crise morale, autant, sinon plus grave encore que la crise matérielle. »

Enfin, les producteurs n'étaient pas suffisamment organisés pour faire face à la situation que créait une récolte excédentaire.

Pendant les deux campagnes 1930-31 et 1931-32, nos récoltes étant déficitaires, toute la politique agricole a eu pour unique objectif d'empêcher l'entrée massive des blés exotiques en France et le recul des cours qu'elle aurait déterminée : c'est ainsi qu'une législation protectrice a permis de maintenir les cours français à 100/110 francs au-dessus des cours mondiaux pendant ces deux années déficitaires.

La défense du marché du blé contre la concurrence mondiale a fait négliger son organisation intérieure. Or, la guerre avait modifié complètement les conditions du commerce du blé. Avant 1914, une récolte même excédentaire trouvait, sans trop de difficultés, à se placer, et, en tous cas, ne provoquait pas de changements brusques de cours. A ce moment, il existait un grand nombre de négociants en grains et de meuniers. Ils emmagasinaient une partie de la récolte dans les périodes de baisse et revendaient dans les périodes de fermeté; ils régularisaient ainsi les cours.

Au surplus, les marchés locaux étaient plus nombreux et plus importants. Les cours s'y établissaient sur de nombreuses affaires et après des discussions de prix auxquelles prenaient part, avec les cultivateurs, des négociants amenés à revendre à la meunerie.

La guerre a favorisé le développement de la grande meunerie et a détruit, en partie, le commerce du blé.

Désormais, presque jamais, l'agriculteur ne parvient à discuter le prix auquel il vend son grain. Au moment de la récolte, les meuniers se mettent d'accord avec les courtiers sur un cours d'achat. Puis ceux-ci se répandent dans le pays, établissant une liaison constante entre les acheteurs et les vendeurs. Comme ils ont intérêt à ménager les gros acheteurs, c'est-à-dire les grands moulins, ils sont fidèles au pacte et finalement

les bases d'achat de ces derniers deviennent celles des cours.

C'est dans ces conditions défavorables que la campagne 1932-33 fut abordée.

Jusqu'à la moisson, rien ne faisait prévoir une récolte excédentaire. Aussi les cours se maintinrent fermes jusqu'au début du mois d'août; au marché réglementé de Paris, le blé est coté 165 francs dans le courant du mois de juillet. A la dernière cote de ce même mois, on enregistre même une hausse de 10 francs. Mais, à la première cote du mois d'août, le quintal de blé ne vaut plus que 132 francs et 3 jours après 115 francs. Cette baisse si rapide des cours a été provoquée non seulement par l'abondance de la récolte, mais aussi par la spéculation.

Examinons l'attitude du gouvernement en face de cet effondrement des cours.

§ 3. — *Mesures prises d'août 1932 à juillet 1933 pour remédier à la crise*

Dès que les conséquences de l'abondance de la récolte se firent sentir, le gouvernement se préoccupa d'arrêter la chute du prix du blé. D'août 1932 à juillet 1933, il prit une série de mesures.

Le Ministre de l'Agriculture prit deux décrets, l'un le 2 août, l'autre le 4 août, qui fixaient le pourcentage minimum de blé indigène, incorporé dans la farine, d'abord à 85 % puis à 97 %. Le décret du 25 mars 1933 interdit aux meuniers d'employer des blés étrangers dans leur mouture.

Le 27 septembre 1932, un décret fixait le taux de blutage à 66 %. Cette mesure était séduisante puisque, pour obtenir la même quantité de farine, il fallait mettre en œuvre 110 kilogs de blé au lieu de 100. Comme

on pensait que la récolte était excédentaire de 10 %, on pouvait espérer que cette solution allait résoudre le problème. En fait, cette mesure s'est révélée inopérante, le contrôle étant insuffisant; elle fut rapportée quelques mois plus tard par le décret du 11 décembre 1932.

Une autre mesure envisagée par l'Etat fut l'achat de blé par l'Intendance. Des ordres furent donnés pour que l'autorité militaire acheta 40.000 quintaux, mais quelle influence cela pouvait avoir sur une production de plusieurs millions de quintaux. D'autre part, dans de nombreux cas, les officiers de l'Intendance payèrent le blé à un cours inférieur à celui pratiqué dans le commerce.

Ne pouvant obtenir l'allègement du marché ni par un développement assez rapide de la consommation, ni par l'exportation, mesure dont l'application fut jugée impossible par le gouvernement dès le début de la campagne, on s'est orienté vers l'organisation du report d'une certaine quantité de blé.

Le décret du 12 octobre 1932 accordait une prime de 10 francs par quintal reporté, mais le manque de confiance et le découragement étaient tels qu'aucune souscription ne fut accueillie. Les producteurs ne voulaient pas courir le risque de vendre encore moins cher sur la campagne prochaine le blé reporté.

C'est alors qu'ils demandèrent une garantie de prix pour les quantités reportées.

Le Ministre de l'Agriculture et le Gouvernement d'alors opposèrent leur « veto » formel au vote d'une telle mesure. Ils firent repousser par la Chambre des Députés, le 8 décembre 1932, une proposition de loi de M. Baudoin-Bugnet instituant cette garantie.

Le gouvernement se décida cependant à rédiger un projet d'achat à paiement différé; ce projet devint la loi du 26 janvier 1933,

Ce texte et les décrets pris pour son application donnaient aux producteurs la garantie de prix qu'ils réclamaient, en autorisant le Ministre de l'Agriculture à constituer un stock de sécurité par des achats de blé à terme : on a voulu que ce prix fut tel qu'il garantît le vendeur contre une baisse éventuelle des cours à l'expiration du contrat de report et du marché. Le décret du 9 février 1933 prévoit que le prix de base servant à l'établissement du marché serait celui de la cote officielle du jour de la passation de ce marché, sans qu'il put être inférieur à 109 francs, cours de la cote officielle à la date du 10 février 1933. Ce prix minimum ayant paru insuffisant, un décret du 8 mars l'a élevé à 115 francs.

Pour procéder à ces opérations de report, la loi du 26 janvier ouvrait au Ministre de l'Agriculture un crédit de 300 millions, ce qui permettait, au cours de 115 francs, d'acheter une quantité effective de 2.600.000 quintaux. En réalité, les marchés étant résiliables sans livraison à l'Intendance, le règlement, en cas de baisse, devait se faire par le paiement d'une simple différence. Dans ces conditions, le crédit de 300 millions de francs permettait de reporter une quantité de blé supérieure à 2.600.000 quintaux. En évaluant à 5 millions de quintaux le stock de blé qu'il convenait de reporter, le crédit prévu pouvait garantir les producteurs contre une baisse de 55 francs. Le 14 avril, une loi consacrait le principe d'un report de 5.000.000 de quintaux.

D'après les calculs du Ministre de l'Agriculture, ce chiffre correspondait d'ailleurs à peu près à l'excédent de la récolte qui pesait sur le marché du blé.

Le 20 janvier 1932, à la tribune du Sénat, il estimait la dernière récolte à 92 millions de quintaux environ. A ce chiffre, il fallait ajouter 1.500.000 quintaux de blé marocain, algérien, tunisien et une très légère incorpo-

ration de blés exotiques, environ 600.000 quintaux, au total 94 millions de quintaux. En face, nos besoins s'élevaient chaque année à 6.500.000 quintaux par mois pour l'alimentation humaine, soit 78 millions de quintaux par an, plus 10.500.000 quintaux pour les semailles. L'excédent de la récolte 1932, d'après le Ministre de l'Agriculture, était donc de 6 millions de quintaux.

Le marché du blé devait être soulagé de cette quantité grâce au report et à la dénaturation. En effet, la loi du 14 avril 1933 ouvrait au Ministre de l'Agriculture un crédit de 20 millions pour le paiement de primes en vue de la dénaturation.

Enfin, cédant aux vœux de nombreux groupements agricoles, le Ministre de l'Agriculture adressait aux préfets, le 20 mars 1933, une circulaire les invitant à suspendre provisoirement pour une expérience de trois mois, le fonctionnement des commissions chargées de déterminer le prix-limite des farines afin de laisser jouer la libre concurrence à la vente des farines et du pain. On espérait ainsi obtenir une amélioration de la qualité du pain et par conséquent le développement de sa consommation.

Voici ce que le sénateur Joseph Faure disait à ce sujet au mois de mars 1933 : « On annihile tout effort de la part du minotier et du boulanger pour livrer des produits d'une meilleure qualité. On dit : c'est la taxe, et l'on vend souvent un pain, qui, au dire de beaucoup, laisse à désirer. Cela en paralyse la consommation et tend à accroître la crise du blé. »

CHAPITRE II

PREPARATION DE LA LOI DU 10 JUILLET 1933

Le gouvernement s'était efforcé, dès le mois d'août 1932, d'arrêter la baisse du cours du blé. Les mesures qu'il prit ne donnèrent pas le résultat cherché : le prix du froment continua à baisser et, le 15 juin 1933, on enregistrait le cours de 80 francs, soit 16 francs-or. « On n'avait pas vu de tels prix depuis 45 ans. »

Les agriculteurs avaient espéré que la récolte 1932 les dédommagerait des pertes qu'ils avaient subies au cours des années 1930 et 1931; la culture du blé constitue en effet la source principale des recettes dans les trois quarts des exploitations françaises; c'est elle qui permet généralement le paiement de toutes les grosses dépenses. Aussi, la baisse des cours frappaient durement les paysans dans leurs facultés de paiement et les forçait parfois à renoncer à acheter les engrais et les instruments de culture les plus élémentaires. La diminution des sommes encaissées par le producteur n'était pas compensée par une réduction correspondante des prix des marchandises et machines qu'il achetait et des frais généraux qu'il supportait et les réserves constituées pendant la courte période de prospérité qui avait suivi la guerre commençaient à s'épuiser.

Tous les jours, le malaise s'accroissait. C'était une véritable panique.

Certains producteurs découragés vendaient à n'importe quel prix le froment qui leur restait. D'autres, redoutant une baisse encore plus accentuée dans l'avenir, se laissaient aller à vendre leur prochaine récolte

à des cours qui se rapprochaient chaque jour un peu plus de ceux pratiqués sur le marché mondial.

Dans les campagnes, le mécontentement grandissait. Dans certains départements, des manifestations se produisirent. Car, si, à la rigueur, les cultivateurs comprennent qu'une mauvaise récolte ne peut pas les enrichir, ils ne peuvent pas comprendre qu'une bonne récolte les mette en perte.

Etant donné l'inefficacité des mesures prises successivement au cours de l'année 1932 au fur et à mesure que se développait la crise agricole, le gouvernement déposa, le 13 avril 1933 sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant « à l'organisation et à la défense du marché du blé ». Le gouvernement ne faisait d'ailleurs que répondre avec un retard de six mois, il est vrai, au vœu de la Chambre, exprimé dans un ordre du jour voté le 17 novembre 1932, à la fin des interpellations sur la politique agricole. « La Chambre décide qu'il y a lieu de renforcer et de compléter les diverses dispositions prises ou projetées par le gouvernement par un ensemble de mesures urgentes qui sont :

« 1° La stabilisation des cours des blés jusqu'à la prochaine récolte, à un cours qui, raffermissant les cours actuels, soit mieux en rapport avec les prix de revient de la culture.

« 2° La création immédiate d'un Office national des céréales panifiables qui, sous le contrôle direct du Ministre de l'Agriculture, sera seul chargé de diriger toutes opérations d'importation et d'exportation des céréales et des farines panifiables, d'organiser suivant les nécessités de la situation, le stockage, le warrantage et le financement individuel et collectif des récoltes, de fixer les taux d'incorporation des céréales exotiques dans les moutures pour les farines panifiables, de dresser des statistiques de production et de vente des céréales et de

leurs dérivés, de constituer des stocks de sécurité, de compensation ou de report, en procédant à des achats directs sur les marchés régionaux à l'aide de crédits nécessaires demandés au Parlement, en un mot de régulariser par tous moyens appropriés les cours des céréales et de leurs dérivés; enfin d'établir et de contrôler le rapport normal qui doit exister entre ces cours et le prix du pain. »

Cet ordre du jour était donc fortement marqué de l'empreinte socialiste, les auteurs de ce texte étaient d'ailleurs MM. Léon Blum et François-Albert.

A la suite du vote de la Chambre des Députés, il semblait acquis que le gouvernement allait dans un bref délai soumettre au Parlement un texte organisant un Office du blé. Les jours passèrent et, à la réflexion, il apparut qu'un tel organisme présentait certains dangers. S'il ne s'était agi que de créer un organe d'information et de coordination sous la direction des représentants de la profession, avec l'appui de l'administration et le concours des industries de transformation intéressées, peut-être l'inconvénient n'aurait-il pas été trop grand. Mais si, comme le voulaient les promoteurs de l'ordre du jour, cet office devait être un organisme d'Etat, ayant le monopole de l'achat, de l'importation et de la vente du blé, alors toutes les craintes étaient permises et toutes les oppositions justifiées. Car, en dehors des responsabilités financières que l'Etat aurait couru et dont l'ensemble des citoyens aurait supporté le poids, les agriculteurs eux-mêmes auraient toujours eu à redouter qu'il soit fait de ce monopole un usage contraire à leurs intérêts.

Aussi le gouvernement ne voulut pas faire courir aux finances publiques les dangers d'une telle expérience.

Il se contenta de reprendre certaines dispositions

contenues dans les lois antérieures, telles que le stockage, le report, la dénaturation. Sur certains points cependant, le projet de loi innovait : évaluation des disponibilités, création d'un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce, exportation. Mais il ne comprenait aucune disposition organisant un office du blé, sous une forme ou sous une autre, ou fixant un prix limite du blé. Il donnait seulement pouvoir au Ministre de l'Agriculture, lorsque le cours des blés atteindrait un certain taux, de déclencher des opérations de nature à faire remonter ce cours ou à le maintenir.

Le projet gouvernemental, accompagné d'un certain nombre de propositions de loi, ne vint en discussion que le 22 juin. C'est dans l'enchevêtrement des textes, des contre-projets et d'une centaine d'amendements que la Chambre examina précipitamment sous la pression des événements les mesures qui lui étaient proposées. Les dispositions contenues dans le projet primitif du gouvernement furent retenues dans leur ensemble, mais alors que la proposition socialiste de création d'un office des blés était repoussée, la Chambre adoptait l'amendement Triballet portant taxation du blé. Dans une séance précédente, le Ministre de l'Agriculture avait rejeté le principe du prix minimum, invoquant les difficultés financières du gouvernement; car il estimait que « le vote du prix minimum ne devait pas être un geste symbolique mais au contraire qu'il devait être émis dans des conditions telles qu'on aurait la certitude que ce prix serait maintenu ». Cependant, pour un grand nombre de députés, une telle mesure ne fut qu'un « geste symbolique », car ils ne voulaient pas partir en vacances sans apporter à leurs électeurs une réglementation destinée à calmer leur mécontentement.

Adoptée par la Chambre le 23 juin, la taxation du

prix du blé vint en discussion au Sénat le lendemain, non sur le projet du gouvernement, mais sur une proposition Fernand David et Joseph Faure que l'Assemblée décida d'examiner d'urgence. Le texte, voté par le Sénat, semblable à celui adopté par la Chambre, faisait l'objet, le 28 juin, d'une nouvelle délibération de la Haute Assemblée après son incorporation dans le projet du gouvernement.

La loi fut votée hâtivement, le Ministre de l'Agriculture étant pressé d'avoir un texte pour calmer l'agitation croissante des paysans.

Quelques mois plus tard, de nouvelles dispositions législatives furent votées; les moyens financiers et les moyens de contrôle mis à la disposition du Ministre au mois de juillet s'étant révélés insuffisants.

Le 28 décembre, le Parlement votait un nouveau texte, complétant ou modifiant sur certains points celui qu'il avait adopté quelques temps auparavant.

Le prix minimum ne devait être qu'une mesure temporaire. Il n'était applicable que du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934. Au cours des mois qui suivirent, les agriculteurs ne purent pas écouler tout leur stock et comme ils avaient des besoins d'argent, ils finissaient par accepter les offres qui leur étaient faites au-dessous du cours légal.

Le Parlement estima qu'il devait de nouveau intervenir et vota, le 17 mars 1934, une loi qui fixait les conditions d'écoulement des quantités de blé qui resteraient après le mois de juillet 1934 entre les mains des producteurs et des négociants.

Ainsi, on constate qu'à environ vingt ans d'intervalle, les pouvoirs publics ont commis, à propos de la même question, le blé, la même erreur. Ils se sont refusés en 1932, comme en 1914, à adopter dès le début une politique d'ensemble, ils ont légiféré au jour le jour, au

gré des circonstances; c'est peut-être parce qu'ils escomptaient que la température dénouerait toute seule la crise.

Les gouvernants ont, en effet, espéré jusqu'au dernier moment un déficit de la récolte 1933, ce qui aurait évidemment mis fin à la mévente du blé; l'exemple du passé pouvait justifier leur espoir. Ainsi, dans l'exposé des motifs du projet de loi tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé, on lit ceci : « L'examen des tableaux statistiques de la récolte des blés en France depuis un siècle, montre que notre pays est normalement importateur de cette céréale, car il est en effet très rare que deux récoltes successives aient dépassé les besoins de la consommation; en général, une forte récolte ne se constate pas deux années de suite. Sans doute les progrès réalisés en ces derniers temps dans les méthodes de culture du blé sont peut-être susceptibles de modifier cet état de choses, mais jusqu'à plus ample informé, il convient, pour asseoir la méthode à suivre en cette matière, de s'en tenir à l'expérience acquise et aux leçons du passé, d'autant plus que les surfacesensemencées en blé ont diminué de 1.200.000 hectares depuis la guerre, soit près de 20 % et que la crise agricole a, au moins cette année, entraîné une réduction importante de l'emploi des engrais. » (1).

De même en 1914, on croyait que la guerre serait courte et l'on espérait au début de chaque année la fin des hostilités à brève échéance.

Une des conséquences de « cette politique à la petite semaine » est que certaines mesures qui avaient été rejetées lors de la discussion de la loi de juillet 1933 et qui semblaient dès lors ne plus devoir être envisagées ont été reprises dans la loi du 28 décembre 1933

(1) Doc. Parl. Dep. Annexe 1797, p. 950.

ou dans celle du 18 mars 1934 : par exemple, lors de la discussion de la loi de juillet 1933, si le Parlement refusa de voter la taxe à la production et de fixer le maximum du taux de blutage à 65 % sous la pression des circonstances, il fut obligé d'adopter par la suite ces dispositions.

Pendant la guerre, le gouvernement, avant de se décider à taxer le blé, s'efforça d'atteindre ce résultat d'une manière indirecte : la loi du 16 octobre 1915 autorisait les préfets à réquisitionner le blé pour les besoins de la population civile si le cours de cette céréale s'élevait au-dessus de 30 francs. De même en 1933, les pouvoirs publics espérèrent stabiliser le cours du blé de la récolte 1932 aux environs de 115 francs en garantissant ce prix aux quantités qui avaient fait l'objet d'un contrat de report.

S'il existe jusqu'à un certain point une analogie entre la méthode suivie par le Parlement pendant la guerre et au cours de ces dernières années pour régler le prix du blé, il y a pourtant une différence dans le but poursuivi par le législateur. La taxation du cours du blé, pendant les hostilités, a eu pour objet de maintenir le prix du pain à son taux d'avant-guerre. Pour atteindre cette fin, le moyen consista à fixer le prix maximum du blé. Cette politique découragea la production et chaque année les surfaces ensemencées diminuèrent. En 1933, ce n'est pas l'intérêt du consommateur que les pouvoirs publics ont pris en considération, mais celui du producteur de blé. Ils veulent protéger les cultivateurs contre la baisse catastrophique du prix du blé, dont le cours à l'intérieur tend à se mettre en équilibre avec celui du marché mondial. Ils désirent lui assurer un prix de vente rémunérateur et ils pensent arriver à ce résultat en fixant un prix minimum. Mais le législateur s'est rendu compte qu'il ne suffit pas

d'inscrire dans le texte d'une loi que désormais le prix payé par l'acheteur ne pourra être inférieur à tel taux, pour assurer la vente du blé au cours légal. C'est pourquoi il a édicté une série de mesures propres à faire respecter le prix minimum et à résorber l'excédent de la récolte.

CHAPITRE III

LA TAXATION

La chute des cours du blé fut provoquée en 1932 par l'abondance de cette céréale. Au moment du vote de la loi du 10 juillet 1933, on estimait que la récolte 1933 serait également bonne. Aussi la loi, après avoir fixé le prix au-dessous duquel le blé ne pourra être vendu, prévoit tout un ensemble de mesures qui tendent les unes à l'organisation proprement dite du marché du blé, les autres au soutien du cours légal.

SECTION I

LE PRIX MINIMUM

Du 15 juillet 1933 au 15 juillet 1934, le quintal de blé ne pourra pas être vendu au-dessous de 115 francs

Tel est le principe contenu dans la loi du 10 juillet 1933.

Pendant les débats parlementaires, certains députés avaient proposé de fixer le prix minimum du quintal de blé à 135 francs, car, disaient-ils, ce chiffre correspond au cours du froment avant la guerre. Le Parlement ne se laissa pas convaincre par cet argument et fixa le prix minimum des 100 kilogs de blé à 115 francs pour plusieurs raisons : les groupements agricoles d'une part étaient en général partisans de ce chiffre. Le décret du 8 mars 1933, d'autre part, garantissait le cours de 115 francs aux agriculteurs qui avaient reporté leur blé. Or, si à la date du 30 septembre 1933, la moyenne des cinq dernières cotations atteignait ou dé-

passait 119 francs, les contrats de report seraient résiliés de plein droit. Le Ministre de l'Agriculture pensait que le prix légal du blé étant fixé à 115 francs, les charges financières de l'opération de report seraient moins lourdes et même peut-être nulles.

Afin d'encourager les agriculteurs à ne pas précipiter leurs offres dès la moisson, la loi prévoit une « majoration de 1 fr. 50 par quintal le 1^{er} de chaque mois, la première majoration étant applicable le 1^{er} septembre ». Ainsi, au 1^{er} juillet, le prix légal est non plus de 115 francs, mais 131 fr. 50.

Seul le blé de qualité saine, loyale et marchande et pesant au moins 76 kilogs à l'hectolitre sera payé au cours de 115 francs. En effet, l'article 1^{er} de la loi dit : « Ce prix donnera lieu à réfaction ou majoration dans les conditions fixées par un arrêté du Ministre de l'Agriculture, qui fixera l'augmentation proportionnelle du prix pour les blés d'un poids spécifique supérieur à 76 kilogs l'hectolitre ou la diminution proportionnelle pour ceux d'un poids spécifique inférieur ou contenant des impuretés. »

L'arrêté du 14 juillet fixa à 0 fr. 50 la majoration pour tout excédent de poids de 500 grammes, mais le pourcentage d'impuretés primitivement fixé étant trop faible, le Ministre de l'Agriculture décida, par l'arrêté du 27 mars 1934 que « la présence dans le blé d'impuretés autres que le blé cassé ne donne pas lieu à réfaction de prix tant que le pourcentage desdites impuretés n'excède pas 2 %. Au delà de ce taux et seulement pour la fraction excédant cette tolérance, il y a lieu à une réfaction du prix, calculée à raison de 1 fr. 25 par kilogramme d'impuretés. »

« D'autre part, la présence dans le blé de grains de blé cassés ne donne pas lieu à réfaction du prix tant que le pourcentage desdits grains et des autres impu-

retés n'excède pas 5 %. Au delà et seulement pour la fraction excédant cette tolérance, il y aura lieu à une réfaction de prix calculée à raison de 0 fr. 50 par kilogramme de grains cassés.

« Au delà d'un pourcentage total d'impuretés de 15 % dont 5 % au plus d'impuretés autres que le blé cassé, le blé ne sera pas considéré comme loyal et marchand. »

D'après la loi du 11 juillet 1933, le prix minimum est exclusif de tout frais de transport. Le législateur a en effet estimé que le fait de laisser une latitude assez grande pour la fixation du prix de transport de la ferme à la gare ou au moulin aurait été un moyen facile de ne pas respecter le prix minimum, le vendeur étant dans l'impossibilité de demander des justifications sur le lieu de destination de l'objet de la vente.

On aurait acheté du blé dans une région quelconque, on l'aurait envoyé à Marseille, par exemple, et la justification aurait pu servir pour d'autres achats de blé, qui auraient été dirigés vers des régions beaucoup plus proches.

En outre, à cause de l'excédent de blé de l'année 1932 et de l'abondance de la récolte 1933, il n'y eut pas de départements déficitaires pendant les premiers mois de la campagne. Donner des facilités pour le transport des blés vendus n'aurait provoqué qu'un déplacement de blé, sans en résorber l'excédent.

Voulant cependant réparer dans une certaine mesure son erreur, le Parlement décida, dans la loi du 28 décembre 1933, que désormais l'agriculteur pourrait « assurer, par les moyens propres de son exploitation ou par des moyens équivalents, le transport du blé au lieu de livraison dans les conditions consacrées par les usages agricoles locaux ».

D'autre part, afin de faciliter l'écoulement des blés stockés des départements excédentaires vers les régions déficitaires, le Ministre de l'Agriculture accorda, par le décret du 1^{er} mars 1934, aux groupements agricoles, le remboursement de 60 % de la partie du prix du transport excédant deux francs par quintal, lorsque les blés seraient expédiés directement par voie ferrée à une minoterie située à une distance supérieure à 50 kilomètres du lieu de stockage.

Le législateur croyait que la fixation d'un prix minimum serait le signal non seulement de l'arrêt de la chute des cours du blé, mais aussi de leur reprise. C'est pourquoi il avait inscrit, dans la loi de juillet, que le prix de 115 francs était exclusif de tous frais de courtage et commission; mais le taux légal étant devenu un cours maximum, les intermédiaires ne pouvaient plus travailler. Aussi la loi de décembre 1933 autorisa l'agriculteur à consentir une commission unique qui ne pourrait excéder 2 francs par quintal à tout intermédiaire ou à tout acheteur inscrit au rôle des patentes, à la condition qu'il ne s'agisse ni d'un meunier ni d'un boulanger.

Les moyens financiers mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture pour assurer la défense du marché du blé s'étant révélés insuffisants, la loi du 28 décembre frappa d'une taxe de 3 francs tout quintal de blé entrant au moulin et mis en mouture pour la fabrication de farine destinée à l'alimentation humaine.

Il a semblé juste de faire participer le producteur aux dépenses occasionnées par le régime destiné à le protéger tout spécialement. Le Parlement votait ainsi au mois de décembre une mesure qui était contenue dans le projet de loi primitif.

Dans certaines régions, surtout dans celles de poly-

culture, le paysan ne produit que la quantité de blé nécessaire à la consommation familiale. Alors, il échange son blé soit avec le meunier contre de la farine, afin de « cuire » lui-même son pain, soit avec le boulanger contre du pain. Cette catégorie de producteurs n'est donc pas directement intéressée à la protection du marché du blé; aussi la loi de décembre 1933 exonéra de la taxe à la production les cultivateurs qui conduisent au moulin du froment récolté par eux, dont la farine est destinée à faire du pain pour leur consommation familiale, à la condition toutefois que l'opération de mouture se fasse dans un moulin à meules ou dans un moulin à cylindres travaillant moins de 3.000 quintaux de blé par an; le froment échangé directement contre du pain était taxé, car cette pratique du troc était réapparue dans certaines régions où les agriculteurs avaient des difficultés à vendre leur récolte. En fait, peu de producteurs bénéficièrent de l'exonération de la taxe, car les moulins broyant moins de 3.000 quintaux sont de moins en moins nombreux; en général, ce sont des moulins à meule, lesquels sont remplacés de plus en plus par des moulins à cylindre ayant une capacité d'écrasement supérieure au chiffre fixé par la loi. D'où de nombreuses plaintes de la part des paysans qui estimaient avoir un droit égal à celui du bouilleur de crû, de l'éleveur de porc ou du vigneron, lesquels sont exonérés de la taxe sur l'alcool pour la quantité réservée à la consommation familiale, du droit d'abatage pour les porcs destinés aux besoins de leur famille, de l'impôt pour le vin de la récolte qu'il consomme.

La loi du 17 mars 1934 donna satisfaction aux revendications des agriculteurs : les producteurs de blé continueront d'être exonérés de la taxe à la mouture de 3 francs pour les blés dont la farine sera destinée à faire du pain pour leur consommation.

Cette exonération n'est plus soumise à l'importance de travail des moulins; elle joue aussi bien pour du blé traité dans un moulin de moins de 3.000 quintaux que dans un moulin de plus de 3.000 quintaux. Elle est seulement limitée à 300 kilogs de blé par an et par personne vivant ou travaillant sur l'exploitation.

De même il y a exonération lorsqu'au lieu de conduire son blé directement au moulin, le cultivateur l'échange chez le boulanger avec du pain ou de la farine.

Ainsi, le prix minimum se trouve diminué, dans la plupart des cas, du montant de la taxe à la production, c'est-à-dire de trois francs. Or, dans de nombreuses régions, le prix des baux est calculé en quintaux de blé mais il est stipulé payable en argent; pour éviter que les cultivateurs payent leur fermage d'après un prix du blé supérieur de 3 francs au prix de vente réel, la loi du 28 décembre a décidé que, « dans les cas où dans un contrat le prix calculé en quintaux de blé sera stipulé payable en argent, il sera déduit 3 francs par quintal ».

Quand la volonté du Parlement de fixer un prix minimum a été connue, il s'est produit un mouvement spéculatif très net à la Bourse de Commerce de Paris. Le volume des affaires qui était le 19 juin de 70.000 quintaux environ passa brusquement le 21 juin à 161.000 quintaux pour retomber le lendemain à 50.000 quintaux.

En même temps les campagnes étaient parcourues par des personnes qui cherchaient à acheter des blés aux cultivateurs. Ceux-ci qui, d'une façon générale, ne sont pas au courant de tout ce qui se passe au Parlement, ont traité pensant qu'il n'y avait rien de changé dans « l'histoire économique du blé ». Leurs interlocu-

teurs, plus avertis ou plus perspicaces, envisageaient l'éventualité de la taxation du prix minimum du blé.

Ainsi, les premiers débats parlementaires sur le projet de loi taxant le blé ont été accompagnés d'une sorte de période suspecte pendant laquelle des marchés ont été conclus au prix de 80, 90 ou 100 francs. La taxation du cours du blé à 115 francs permettait à ces spéculateurs de réaliser de beaux bénéfices au détriment des agriculteurs. Ce fut pour empêcher une telle situation d'avoir de semblables conséquences que la loi du 10 juillet 1933 a déterminé dans quelles conditions pourrait avoir lieu la résiliation des contrats conclus à partir d'une certaine date.

Tous les marchés libres passés entre agriculteurs et meuniers de quelque nature qu'ils soient, de blé, de farine ou de produits dérivés, pourront être résiliés sans indemnité à la demande de l'une quelconque des parties à la condition que la livraison des marchandises n'ait pas encore été faite au 15 juin. La demande initiale en résiliation devra être formée dans le délai d'un mois après la promulgation de la loi. En ce qui concerne le marché réglementé, il faut considérer la date à laquelle le marché a été passé.

Si les opérations sont postérieures au 15 juin 1933, elles seront annulées purement et simplement.

Si elles sont antérieures au 15 juin 1933, elles seront liquidées conformément aux règlements des marchés réglementés, comme en cas de taxation générale, c'est-à-dire qu'elles seront liquidées sur des cours fixés par la Chambre syndicale, en prenant pour base la moyenne des cours cotés pendant les quinze dernières bourses qui ont précédé la taxation générale.

La loi de juillet 1933 a eu des répercussions sur la valeur des stocks détenus par les meuniers et constitués avant le vote de la taxation du blé. Était-il possible au

Parlement, au moment où il voulait protéger l'agriculture contre la spéculation, de laisser des spéculateurs réaliser une fortune considérable d'une façon scandaleuse, en leur permettant de revendre les stocks, constitués à des cours bas, à des prix avoisinant ou atteignant même 115 francs ?

Certains parlementaires auraient désiré que le Ministre de l'Agriculture, en collaboration avec celui des Finances, fit procéder à un recensement des stocks existants en meunerie le 1^{er} juillet, afin de frapper le blé acheté depuis le 15 juin 1933 ou même, d'après certains, depuis le 1^{er} mai, d'une taxe correspondant aux deux tiers de la différence entre le prix d'achat et le prix légal. Une semblable mesure soulevait de telles difficultés d'application que le Parlement rejeta toutes les propositions faites dans ce sens.

Mais il fallait, malgré tout, frapper le bénéfice anormal réalisé par les minotiers grâce à l'établissement du prix minimum. Le législateur décida d'atteindre ce but, lors du calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, par une surtaxe égale au double du tarif de l'impôt en vigueur. Le résultat d'une ou plusieurs opérations industrielles ne pouvant être isolé dans une comptabilité industrielle, le bénéfice anormal sera déterminé forfaitairement.

Le contrôleur des Contributions directes déterminera pour chaque minoterie quel a été pour les trois derniers exercices le rapport entre le bénéfice net et le chiffre d'affaires réalisé. Le coefficient moyen ainsi obtenu sera appliqué au chiffre d'affaires réalisé en 1933. Le résultat de cette opération donnera la mesure du bénéfice considéré comme normal. Le surplus du bénéfice sera frappé de la surtaxe.

La loi du 10 juillet 1933 fixe donc le prix au-dessous duquel le blé ne pourra être vendu, mais cela n'est

pas suffisant : le prix minimum, en lui-même, ne peut avoir qu'un effet moral passager. Pour que la loi du minimum tienne, il est indispensable d'organiser le marché et de soutenir les cours.

SECTION II

MESURES D'ORGANISATION PROPREMENT DITE

§ 1. — *Cotation des blés et farines*

En vertu de la loi du 18 juillet 1866, seuls les courtiers assermentés étaient chargés d'établir les cotes officielles.

Dans la plupart des marchés, les cours étaient relevés par une commission dont la majorité, sinon l'unanimité des voix, appartenait au négoce. Par endroits, certaines Chambres d'Agriculture avaient réussi à obtenir la présence d'un délégué agricole à la commission.

Mais, dans les marchés les plus importants, qui exercent la plus grande influence sur les cours, celui de Paris notamment, les cours étaient constatés seulement par les courtiers assermentés, relevant du Tribunal et de la Chambre de Commerce.

Les courtiers assermentés ayant toujours refusé d'admettre parmi eux des représentants des Chambres d'Agriculture, la cote officielle était livrée à l'influence unilatérale des milieux commerciaux et les acheteurs exploitaient, trop souvent, cet élément favorable.

Aussi l'Association générale des producteurs de blé obtint l'incorporation, au projet de loi sur le blé, d'un texte réformant complètement le mode d'établissement des cotes officielles.

La loi du 10 juillet 1933 dispose que désormais la cotation du blé et des farines sera, par dérogation à la loi de 1866, retirée aux courtiers assermentés et confiée officiellement à des commissions de cote.

Ces commissions seront composées par moitié de délégués agricoles nommés par les Chambres d'Agriculture et de délégués commerciaux nommés par les Chambres de Commerce.

La loi précise les conditions dans lesquelles ces commissions devront fonctionner.

Pour décentraliser les cotes officielles, pour les faire échapper à l'influence des gros acheteurs locaux puissamment organisés, la loi s'est efforcée, à très juste titre, de retirer aux cotations le caractère de cote « de place » et de leur conférer un caractère régional. Restreindre la base de la cotation aux opérations traitées seulement sur un marché, fut-il fréquenté, eut constitué l'erreur dans laquelle on vivait jusqu'alors. Il fallait, au contraire, tenant compte de l'usage du téléphone et des facilités de communication dont disposent les acheteurs, étendre au maximum de transactions traités dans une large région, la base de chaque cote officielle.

Au surplus, l'expérience montre que les cours pratiqués, même dans le marché le plus important de chaque département, dépendent étroitement des acheteurs locaux ou de la présence sur le marché ou de l'absence de l'acheteur de la grande meunerie.

L'intérêt agricole exige que, pour échapper aux manœuvres, la base des cotations soit élargie et que les cotes officielles ne soient instituées que par grandes régions groupant plusieurs départements, en tenant compte le plus possible des conditions commerciales, c'est-à-dire par exemple du rayon d'approvisionnement des grandes contrées ou des relations commerciales existant entre tel ou tel grand marché régional.

Voilà pourquoi la loi a stipulé formellement que les nouvelles cotations seraient ainsi établies.

Afin de donner aux commissions de cotes régionales le maximum de facilités pour établir les cotes officielles, la loi prévoit en outre que des décrets pourront fixer les conditions dans lesquelles les affaires du blé ou de farine devront être traitées afin que les commissions soient exactement renseignées sur les cours pratiqués.

La réforme des cotes officielles du marché libre permet aux Chambres d'agriculture, de défendre directement, sur le marché du blé et de la farine, les intérêts agricoles dont elles ont la charge et de soustraire l'établissement des cours à l'influence prépondérante et dangereuse de la meunerie concentrée.

§ 2. — *Stockage des blés et ventes échelonnées*

A l'abondance de la récolte 1932 s'est ajoutée une autre circonstance qui a aggravé la chute des cours : les besoins d'argent de la culture étaient grands au lendemain de la moisson, les cultivateurs avaient précipité leurs ventes et sur le marché une grande quantité de blé avait été offerte; en face, les acheteurs avaient eu une attitude très prudente. Pour éviter le retour d'événements semblables, qui auraient gravement compromis le maintien du cours du blé au-dessus du prix minimum, la loi du 30 juillet 1933 a autorisé par son article 14 le Ministre de l'Agriculture à organiser, dans la limite des crédits qui lui étaient ouverts, le stockage, c'est-à-dire la vente du blé échelonnée sur toute l'année, afin que les offres soient proportionnées aux demandes. La loi ne faisait d'ailleurs que maintenir les mesures existant déjà en vertu de la loi du 30 avril 1930; seulement la loi du 10 juillet 1933 rend permanent le stoc-

kage; celui-ci fonctionnera donc même si la récolte est déficitaire, il est en effet indispensable de permettre aux petits agriculteurs de ne pas vendre leur production dès la moisson et de tirer le meilleur parti de leur récolte, afin d'éviter l'effondrement des cours par des offres massives à l'époque des battages.

En général, les agriculteurs ne sont pas organisés pour procéder individuellement au stockage de leur blé car souvent ils n'ont pas les locaux nécessaires à la conservation du grain pendant plusieurs mois; en outre la précipitation des offres sur le marché est due aux besoins d'argent qu'a le cultivateur pour payer ses grosses dépenses : fermage, batteuse, engrais, semences, etc...; il faut donc prévoir un organisme qui fera aux producteurs des prêts jusqu'à l'écoulement de la récolte. C'est pourquoi le Ministre de l'Agriculture a, par décrets, confié aux groupements agricoles le soin de procéder au stockage du blé. Sans doute les particuliers conservent la faculté de stocker pour leur propre compte leur récolte; mais ils ne peuvent pas bénéficier des avantages accordés aux quantités stockées par les coopératives et syndicats agricoles, en ce qui concerne par exemple l'écoulement de leur blé et le remboursement des frais de transport.

Le décret et le cahier des charges du 17 août 1933 fixent les conditions du stockage.

Seuls les groupements agricoles légalement constitués et agréés par le Ministre de l'Agriculture sont autorisés à stocker. Les contrats de stockage sont en quelque sorte à deux degrés, d'une part le groupement agricole prend vis-à-vis du Ministre de l'Agriculture l'engagement de constituer un stock de blé correspondant à une certaine quantité de quintaux, de l'entretenir pendant un an ou pendant neuf mois pour partie ou en totalité dans les magasins collectifs, de le réduire régulière-

ment par trimestre, par quart ou par tiers suivant la durée de l'engagement de la coopérative ou du syndicat agricole.

D'autre part, les agriculteurs, désireux de profiter de la loi s'engagent, vis-à-vis du groupement agricole dont ils sont membres, à livrer immédiatement ou aux dates fixées, suivant que le blé est stocké en totalité ou en partie dans les magasins coopératifs, les quantités pour lesquelles ils ont souscrit un contrat de stockage. Le froment ainsi livré doit être de bonne qualité, saine, loyale et marchande.

Pour rémunérer les frais de toute nature occasionnés par une telle opération, les coopératives de stockage ont droit à une prime d'entretien comprenant, du jour du contrat à celui de la vente, l'intérêt du capital engagé calculé d'après le taux des avances sur titre de la Banque de France et une allocation de 5 francs par an et par quintal.

Après avoir déclaré la quantité totale qu'ils désirent stocker, les agriculteurs peuvent obtenir de la coopérative de stockage des avances d'argent variables, suivant que le blé est livré au centre de stockage, ou que le grain est conservé chez le producteur.

En fin de campagne, les cultivateurs toucheront la différence entre les sommes déjà reçues à titre d'avances et le prix moyen de vente des blés de la coopérative.

Il ne suffit pas de stocker les blés, il faut assurer leur écoulement et éviter que les meuniers ne travaillent que du blé libre, c'est-à-dire du blé n'ayant fait l'objet d'aucun engagement de vente échelonnée, afin que les groupements soient assurés de récupérer leurs avances. Pour obtenir ce résultat, le Ministre de l'Agriculture a, depuis la promulgation de la loi de juillet, pris soit par décrets, soit par arrêtés une série de mesu-

res obligeant les meuniers à employer sous certaines conditions le blé stocké.

Le décret du 4 décembre 1933 oblige à partir du 1^{er} janvier 1934 tous les meuniers, qui ont travaillé du blé étranger du 1^{er} août 1931 au 16 avril 1933, à employer au moins 20 % de blé stocké pour la fabrication des farines panifiables.

Les intéressés justifieront de l'exécution de cette obligation par la présentation de l'attestation, dite du Modèle A-1, délivrée par le groupement agricole qui a vendu le blé. Mais les coopératives de stockage ne pourront délivrer les attestations que dans la limite des quantités de blé qu'elles sont tenues de vendre trimestriellement.

L'emploi d'un pourcentage minimum de blés stockés pouvait léser gravement les minotiers éloignés d'une coopérative de stockage ou bien les petits meuniers ne travaillant qu'à façon. Aussi le décret dispense de la mise en œuvre d'au moins 20 % de blé stocké tout meunier qui justifiera que les quantités qu'il devait moudre ont été écrasées, « à la suite de convention de gré à gré, par un autre meunier en sus des obligations personnelles de ce dernier ».

« Dans ce cas, le groupement délivrera une attestation du modèle B-1 ».

Le décret du 23 janvier 1934 modifia le décret du 4 décembre. Le pourcentage minimum de blés stockés que les meuniers devront mettre en œuvre est fixé ainsi :

A dater du 1^{er} février 1934, 25 %.

— — mai — 35 %.

— — août — 30 %.

Tout exploitant d'un moulin, dans lequel il aura été écrasé moins de 3.000 quintaux de blé pendant l'année 1932 et dans lequel il n'aura pas été mis en mouture de blé exotique du 1^{er} août 1931 au 16 avril 1933, est dis-

pensé de l'obligation du pourcentage minimum.

Les dispositions du décret du 4 décembre 1933 relatives aux certificats A-1 et B-1 sont maintenues. Toutefois les groupements de stockage ne pourront délivrer chaque mois, des attestations que pour une quantité au plus égale au neuvième du montant des contrats qu'ils ont souscrits. Cette proposition pourra être majorée par arrêté du Ministre de l'Agriculture, pour les coopératives qui n'auraient pas écoulé, dans les mois précédents, les quantités de blé qu'elles étaient autorisées à vendre en application du contrat de stockage.

Afin d'éviter le retour des fraudes auxquelles le trafic des attestations B-1 avait donné lieu, le décret du 23 janvier 1934 autorise le Ministre de l'Agriculture à suspendre la délivrance de ces attestations aux meuniers du département, dont le Président de la Chambre d'Agriculture et l'Office agricole auraient demandé la suppression. Les meuniers devront alors s'acquitter personnellement des obligations du pourcentage minimum.

Dans 44 départements, l'approvisionnement de certains meuniers est assuré exclusivement par des apports de cultivateurs, bénéficiaires de l'échange. Il leur est difficile d'acheter des blés de stockage. D'autre part en supprimant le certificat B-1, on cherchait à faire écouler plus rapidement et plus sûrement les blés de stockage. C'est pour tenir compte et de la situation des meuniers d'échange et des facilités nouvelles à donner pour l'écoulement des blés de stockage que le décret du 24 avril 1934 dispose que les attestations B-1 pourront subsister lorsque le blé écrasé proviendra du département dans lequel est situé le moulin exploité par le meunier remplacé.

Le décret du 24 juin 1934 fixe à 50 % le pourcentage minimum de blé stocké que les meuniers devront obligatoirement mettre en œuvre à dater du 1^{er} juillet.

Désormais les attestations de blé stocké seront délivrées non plus par chaque groupement, mais par un organisme central : le Comité des permis d'importation. Cet organisme tient le compte du stock de chaque groupement et ne délivre des attestations que jusqu'à concurrence de la tranche mensuelle de chacun. Ainsi l'échelonnement des ventes sera rigoureusement respecté. Afin de faciliter le déplacement des blés stockés, le gouvernement a par un décret du 2 mars 1934 prévu le remboursement des frais de transports jusqu'à concurrence de 60 % pour les quantités vendues à des moulins situés à une distance supérieure à 50 kilomètres du lieu de stockage.

Telles sont les mesures que le gouvernement a successivement prises pour assurer l'écoulement des blés stockés et par conséquent pour permettre aux groupements de stockage de rembourser les prêts que les organismes financiers leur consentent en vue du financement de la récolte.

Lors du vote de la loi du 10 juillet 1933, le blé de la récolte 1932 n'avait pas été consommé en totalité. Il y avait d'abord le froment qui avait fait l'objet de contrats de report en application de la loi du 22 janvier 1933, ce qui représentait 5.500.000 quintaux. Aux termes de la loi, ce blé reporté était immobilisé jusqu'au 30 septembre 1933; à cette date les agriculteurs pouvaient en disposer librement. Mais il était à craindre que les meuniers n'achetassent pas le vieux blé ainsi libéré, le grain de la récolte 1933 étant de qualité supérieure. C'est pourquoi le 18 août 1933 le Ministre de l'Agriculture prend un décret qui impose à tous les meuniers qui ont broyé du blé étranger pendant les campagnes 1931-1932 et 1932-1933, l'emploi d'un pourcentage minimum du blé de la récolte 1932 reporté conformément à la loi.

Ce pourcentage est fixé à 35 %. Les groupements agricoles, qui ont concouru au report, délivreront des attestations, dites du modèle « A » qui permettront aux meuniers de justifier le respect de la règle du pourcentage minimum. « Sera dispensé d'effectuer lui-même la mise en mouture du blé reporté, tout meunier qui justifiera que les quantités qu'il devait mettre en œuvre ont été écrasées à la suite de convention de gré à gré par un autre meunier en sus des obligations personnelles de ce dernier.

« Dans ce cas la coopérative délivrera une attestation du modèle « B ».

A côté des blés de la récolte 1932 reportés, il restait encore en culture du froment de l'année 1932 pour lequel la loi du 10 juillet 1933 ne créait aucune obligation d'emploi. Il en résultait que leur vente était complètement bloquée en raison de la préférence accordée au blé nouveau. C'est pourquoi, lors de la discussion de la loi du 28 décembre 1933, on inscrivit dans le texte législatif l'article 3 qui autorise les minotiers dans l'impossibilité de se procurer, dans leur département, du blé de report, à incorporer 35 % de blé de la récolte 1932, à condition qu'il s'agisse de froment ayant fait l'objet d'une déclaration à la mairie conformément à l'arrêté du 18 juillet 1933.

Seules pourront être prises en considération dans le calcul du pourcentage les quantités pour lesquelles un versement de 5 francs par quintal aura été effectué par le meunier acheteur à la recette ruraliste des contributions indirectes de la circonscription dans laquelle est situé le moulin.

Le décret du 18 août 1933 autorise le remboursement de 60 % des frais engagés pour le transport des blés reportés achetés par un meunier ayant son moulin situé à plus de 50 kilomètres du lieu d'achat.

§ 3. — *L'admission temporaire*

L'admission temporaire permet l'importation en franchise de la matière première, c'est-à-dire du blé, à condition qu'elle soit transformée en produit fabriqué, c'est-à-dire en farine, et exportée dans un certain délai.

La réexportation, qui doit suivre la transformation industrielle de la marchandise importée, peut se faire de deux manières : à l'identique ou à l'équivalent. Dans le premier cas, les produits réexportés doivent être composés des matières mêmes qui ont bénéficié de la franchise des droits. Lorsque la réexportation a lieu à l'équivalent, il suffit que les matières premières rentrant dans la composition des produits réexportés représentent en quantités celles qui ont été admises temporairement, sans être nécessairement les mêmes.

L'admission temporaire a toujours fait de la part des agriculteurs l'objet de vives critiques : dans les périodes de mauvaise récolte, ils l'accusent de laisser par des fissures s'effectuer des sorties anormales de farines. Les années où la récolte est abondante, on assure qu'elle permet des importations sans l'acquittement des droits.

Aussi, lors de la discussion de la loi du 10 juillet 1933, la question de l'admission temporaire a été très débattue : fallait-il la supprimer purement et simplement, ou bien si on la maintenait, ne devait-on pas rendre obligatoire la réexportation à l'identique; ou bien suffisait-il de suspendre provisoirement l'admission temporaire, afin de permettre au Ministre de l'Agriculture d'étudier une réglementation plus sévère de la réexportation à l'équivalent. Ce sont autant de thèses qui ont été soutenues au cours des débats.

Examinons quels ont été les arguments invoqués par les uns et par les autres et quelle a été la solution adoptée.

Certains ont réclamé la suppression pure et simple de l'admission temporaire prétendant que sous son couvert des quantités importantes de blé sont importées et demeurent en France, venant ainsi accroître l'encombrement du marché.

Le Ministre de l'Agriculture n'a pas cru devoir accepter la suppression de l'admission temporaire, car il aurait fallu prévoir une exception en faveur du port de Strasbourg pour plusieurs raisons : si l'on avait agi autrement, il y aurait eu de grandes facilités de fraudes, les opérations d'admission temporaire pouvant se faire à Kehl. D'autre part Strasbourg aurait encouru un préjudice considérable, les minoteries de cette ville travaillant à façon pour la Suisse. De même la batellerie du Rhin aurait subi un grave dommage par la suppression d'une partie de son activité.

Enfin Strasbourg est, de par la Convention internationale de Mannheim du 17 octobre 1868, un port franc, dont le régime est incompatible avec la suppression de l'admission temporaire.

Or, il aurait suffi de laisser subsister le régime de l'admission temporaire en faveur du port de Strasbourg, alors qu'il aurait été supprimé dans tous les autres ports, pour rendre illusoire le bénéfice attendu de cette mesure.

De plus la suppression de l'admission temporaire aurait fait subir à l'économie nationale une perte de 300 millions de francs environ, car on peut estimer à 25 francs par quintal les frais qui grèvent la transformation du blé en farine, y compris le frêt de la matière première et des produits fabriqués et on peut évaluer en moyenne le trafic annuel à 8 millions de quintaux.

Enfin la suppression de l'admission temporaire aurait réduit au chômage les ouvriers des minoteries qui auraient été atteintes par cette mesure et elle aurait

diminué le trafic des compagnies de chemin de fer et de navigation. Voici en effet les précisions que M. Tasso a données à la tribune de la Chambre : « Les salaires payés en 1932 par la meunerie d'exportation dépassent 80 millions de francs; elle fait vivre des milliers d'ouvriers, environ 8.000 à Marseille. Le tonnage moyen des farines et semoules exportées pendant les trois dernières années est d'environ 4 millions de quintaux. Ce tonnage représenterait environ 33.000 wagons de 10 tonnes, soit 660 trains complets de 50 wagons, soit plus de deux trains par jour ouvrable. Et le frêt fourni aux compagnies de navigation par la meunerie d'exportation est d'environ 35 millions de francs par an. »

Si certains étaient partisans de la suppression de l'admission temporaire, d'autres cependant désiraient la maintenir, en lui apportant toutefois une modification profonde. En effet, jusqu'à la loi du 10 juillet 1933, on admettait les sorties de produits, équivalents en poids, mais pouvant provenir de blés autres que ceux importés sous le régime spécial, les farines ainsi obtenues avec les blés étrangers étaient de qualité supérieure à celles fabriquées avec les produits français pauvres en gluten; il en résultait que les industries qui avaient besoin de farines glutineuses achetaient de préférence les premières. Les petites minoteries, non organisées pour faire de l'admission temporaire, étaient donc en état d'infériorité. C'est pourquoi le remplacement de la réexportation à l'équivalent par la réexportation à l'identique fut sur le point d'être acceptée.

Mais exiger l'apurement des acquits à caution à l'identique, c'était mettre dans une fâcheuse situation les industries qui emploient la farine pour la fabrication de produits autres que le pain, par exemple les biscuits. En effet on obtient une bonne pâte à biscuits par le mélange de farines fabriquées avec du blé exo-

tique et du blé indigène. La proportion de froment étranger est d'autant plus forte que les blés sont de qualité inférieure et contiennent moins de gluten.

Si l'on avait établi l'exportation à l'identique, on aurait pu évidemment faire des opérations d'exportation, mais sur le marché français on n'aurait plus livré des produits de cette fabrication d'une qualité égale à celle qui existait avant.

L'argument de la concurrence de la petite meunerie par la grande minoterie qui peut, grâce à l'admission temporaire, améliorer ses farines, perd de sa valeur si l'on frappe la grande meunerie de taxes beaucoup plus élevées que la petite.

En définitive, le Parlement maintint l'admission temporaire à l'équivalent, mais il en suspendit l'application pendant deux mois, afin de permettre au gouvernement d'étudier les mesures propres à assurer la réexportation de l'intégralité des produits de la mouture à l'exception des sons.

Sous le régime antérieur à la loi du 10 juillet 1933, les meuniers n'étaient tenus de réexporter de la farine que dans la proportion de 70 % des quantités importées. Or les blés exotiques peuvent donner 78 à 80 kilos de farine par quintal de froment mis en œuvre; il restait donc en France une certaine quantité de farine.

Le décret du 5 septembre 1933 obligea les meuniers à :

1° Consigner effectivement le droit de 80 francs à l'entrée;

2° Apurer les acquits, c'est-à-dire à réexporter dans le délai de 2 mois;

3° Sortir par quintal de blé importé 71 kilos de farine panifiable du type « A » et 8 kilos de farine basse du type « Z ».

Les sons qui proviennent de la mouture des blés

admis temporairement peuvent rester en France, à condition d'acquitter le droit de douane augmenté d'une somme de 5 francs par quintal.

Mais ce régime des sons provenant de l'extraction des blés admis temporairement mécontentait les meuniers qui éprouvaient certaines difficultés à écouler les issues de la mouture des blés français. Ces difficultés se sont accrues depuis que les agriculteurs dénaturent des blés pour l'alimentation du bétail, et elles l'ont été davantage encore par suite de la réduction du taux d'extraction des farines à 65 % au maximum.

C'est pourquoi la loi du 17 mars 1934, dans son article 6, dispose que « les sons et issues dont la réexportation n'était pas obligatoire devront... être réexportés comme tous les autres produits de la mouture des blés placés sous le régime de l'admission temporaire ».

Cette mesure aurait abouti en fait à la suppression indirecte de l'admission temporaire à cause de l'impossibilité pour les meuniers de vendre les sons à un prix, couvrant leurs dépenses, sur les marchés extérieurs, actuellement encombrés par cette sorte de marchandise.

Le Parlement, ne voulant pas supprimer l'admission temporaire, a autorisé le Ministre de l'Agriculture à donner aux industriels la faculté de substituer à l'exportation des sons celles d'une certaine quantité de farines basses suivant une proportion fixée par décret.

En résumé, pour tout quintal entrant en France avec déclaration d'admission temporaire et consignation de 80 francs de droits de douane, l'importateur doit, dans les deux mois, présenter à la douane pour l'exportation 71 kilos de farine de première qualité, 8 kilos de farine basse, et 21 kilos de sons; s'il ne peut exporter de sons, il devra expédier à la place 12 kilos de farine basse du type « Z » en plus de la quantité qu'il doit déjà exporter en tout état de cause.

La loi fixant le prix minimum du blé a non seulement édicté les mesures tendant à organiser le marché de ce produit par l'échelonnement des ventes, et par une réglementation plus stricte de l'admission temporaire; mais elle s'est attaquée à la cause de la crise du blé, en prenant les mesures propres à résorber l'excédent de la production : ainsi elle a organisé le report, la dénaturation, l'exportation, la réduction du taux de blutage, afin de permettre au Ministre de l'Agriculture de soutenir le cours minimum par la mise en œuvre de l'une quelconque de ces mesures suivant les circonstances.

SECTION III

MESURES DE SOUTIEN DES COURS

§ 1. — *Le report*

Le report ne doit pas être confondu avec le stockage. Ce sont deux opérations bien distinctes ne répondant pas au même but. Le stockage est une opération ayant pour objectif essentiel : l'échelonnement régulier des ventes pendant la campagne et non pas l'accumulation de stocks pour les conserver jusqu'à la campagne suivante.

Le report, au contraire, est une opération qui a été conçue pour « stabiliser » jusqu'à la campagne suivante l'excédent qui, en tout état de cause ne peut pas être vendu.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1933, le prix minimum n'était applicable que jusqu'au 15 juillet 1934; les blés non vendus à cette date ne pouvaient donc pas bénéficier du cours légal. Dans la crainte de ne pouvoir écouler leur récolte, les agricul-

teurs qui n'avaient pas stocké consentaient des ventes à tout prix. Afin de les rassurer, la loi du 28 décembre 1933 posa le principe du report pour les excédents de blé 1933, mais sans l'organiser. Dans l'article 1^{er}, il est en effet écrit que « le prix minimum légal ainsi fixé sans majoration supplémentaire, à dater du 15 juillet 1934, s'appliquera à tous les excédents de la récolte régulièrement reportés avant le 1^{er} juin 1934. Une loi ultérieure fixera les conditions de l'utilisation de ces quantités reportées ».

Cela n'était pas suffisant, l'avenir des excédents de la récolte 1933 restait malgré tout incertain, ce qui contribuait à entretenir la méfiance de la culture et l'instabilité du marché. La loi du 17 mars 1934 vint préciser les conditions dans lesquelles le report devrait être fait avant le 15 juillet 1934. Le but de l'opération est de limiter les offres des coopératives de stockage et des vendeurs isolés aux besoins de la meunerie en prélevant sur le marché un certain nombre de millions de quintaux de blé qui ne peuvent être consommés et en les reportant sur la campagne suivante.

Pour réussir cette opération, il faut connaître l'excédent de marchandises qui pèse sur les cours, afin de ne pas soustraire du marché plus de blé qu'il n'est nécessaire. Aussi le décret du 17 mai 1934 pris en application de la loi du 17 mars 1934 subordonne l'opération de report à la déclaration des stocks qui doit être effectuée avant le 31 mai 1934 : seules les quantités déclarées pourront être reportées.

Les contrats de report pourront être conclus non seulement par les groupements agricoles, mais aussi par les meuniers et les commerçants en grains inscrits au rôle des patentes.

En effet si la meunerie et le négoce n'avaient pu participer au report, ils auraient été obligés de liquider

tout leur stock avant le 15 juillet de crainte de subir des pertes graves, aucune garantie de prix ne leur étant assurée. Pour que les négociants et les meuniers puissent reporter des blés, il faut :

1° Que ces blés aient été payés aux producteurs ou à une association agricole au prix légal et par l'intermédiaire d'une caisse régionale de crédit agricole;

2° Que ces blés n'aient pas déjà fait l'objet d'une attestation d'achat modèle A-1.

Les demandes des négociants et des meuniers devront être transmises par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles. Toutefois si ces associations n'existent pas ou si elles ne se chargent pas de la transmission des demandes de leurs adhérents, ces derniers pourront faire parvenir directement leurs demandes à la Direction des services agricoles du département.

Tous les groupements agricoles peuvent être habilités à bénéficier des contrats de report : coopératives, syndicats, sociétés d'agriculture, comices, caisses de crédit ou d'assurances mutuelles agricoles. Toutefois les contrats seront accordés de préférence aux groupements — coopératives ou syndicats — ayant déjà procédé au stockage.

Les coopératives peuvent effectuer deux sortes de contrat de report : les uns pour les blés de stockage invendus au 16 juillet et ces contrats sont reçus par priorité, les autres pour les blés libres.

Dans ces deux cas, les blés peuvent être logés en magasins ou chez les producteurs. Mais les coopératives reportant le blé en magasin n'ont pas à fournir l'engagement individuel des adhérents. Cet engagement doit au contraire être produit si les blés reportés par la coopérative sont conservés par les producteurs indivi-

duellement ou s'il s'agit de blés reportés par les groupements autres que les coopératives.

Les agriculteurs ne peuvent effectuer le report que par l'intermédiaire d'un seul groupement. Chaque engagement de report doit être accompagné du récépissé de déclaration des stocks au 15 mai, délivré par la mairie. Les producteurs ayant fait du stockage par l'intermédiaire d'une coopérative, doivent effectuer le report par les soins de cette même coopérative.

Afin de dépister toute fausse déclaration qui conduirait à l'échec du report, toute déclaration exagérée — avec une légère tolérance pour les blés en gerbes — doit entraîner automatiquement, pour son auteur, la suppression complète du report.

Le groupement reporteur s'engage à effectuer un contrôle avant le 16 juillet. En outre le contrôle doit être effectué chez les adhérents au moins une fois par trimestre. Pour couvrir les frais de contrôle, le groupement pourra percevoir une somme de un franc par quintal. En cas de défaut de contrôle ou de surveillance des stocks, le groupement subira une réduction des quantités reportées.

Les demandes de report doivent être adressées au plus tard le 9 juin au Directeur des Services agricoles du département, qui les transmettra au Ministère de l'Agriculture. Il est possible que les demandes de report ne soient pas entièrement acceptées. Avant le 30 juin, le Ministère fera connaître les quantités affectées à chaque association. C'est alors seulement qu'interviendra le contrat définitif. Afin d'assurer l'écoulement des blés reportés, l'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1934 dispose que des « décrets... fixeront les pourcentages respectifs de blés anciens régulièrement reportés qui devront obligatoirement entrer dans les moutures ».

A la date du 16 juillet 1934, les blés se trouveront

placés dans une des trois situations suivantes : ou bien ils auront fait l'objet d'un contrat de report conclu avec un groupement agricole régulièrement agréé; ou bien ils auront été vendus à un meunier ou à un commerçant ayant souscrit un contrat de report; ou bien ils n'auront pu être régulièrement reportés et ne pourront bénéficier du prix minimum.

§ 2. — *La dénaturation*

La dénaturation est un des moyens que le Ministre de l'Agriculture peut choisir pour résorber l'excédent de blé. D'ailleurs la loi du 14 avril 1933 avait ouvert un crédit de 20 millions pour le paiement de primes destinées à encourager l'emploi du blé dénaturé à des usages autres que l'alimentation humaine et la fabrication de l'alcool. Mais, pour développer la consommation du blé dénaturé par les animaux, deux conditions sont nécessaires : en premier lieu le marché des produits alimentaires pour le bétail ne doit pas être surchargé par des importations de produits étrangers ; d'autre part le blé ou les produits dérivés du blé doivent être mis à la portée de l'éleveur dans des conditions de prix lui permettant de les utiliser.

Au cours des campagnes précédentes, nous importions des quantités considérables de céréales secondaires; ainsi, en 1932, il fut importé environ 18 millions de quintaux. Les droits de douane étaient alors très réduits. Au cours de l'année 1933, les tarifs douaniers furent relevés : il est maintenant perçu sur les avoines un droit de 40 francs par quintal. Pour l'orge, au droit de douane de 15 francs s'ajoute une taxe de 25 francs par quintal. Le seigle, le maïs, le sarrasin profitent également d'une protection douanière aussi élevée.

Cependant cela ne suffisait pas à cause du dumping

et des prix très bas de ces produits sur les marchés étrangers. Il fallait limiter les importations par le procédé du contingentement : les efforts faits dans ce sens se traduisent par les chiffres suivants :

Importations en quintaux pendant les années :

	1932	1933
	—	—
Avoine	1.571.000	233.000
Orge	4.456.000	2.451.000
Seigle	560.000	115.000
Maïs	11.709.000	7.202.000

Importations en quintaux pendant les quatre premiers mois des années :

	1932	1933	1934
	—	—	—
Avoine	538.000	106.000	19.000
Orge	1.296.000	835.000	350.000
Seigle	240.000	39.000	6.000
Maïs	3.436.000		2.249.000

A côté du problème des importations de céréales secondaires se pose la délicate question des entrées du riz en France, car cette denrée nous vient en grande quantité de l'Indochine. Taxer ce produit à son entrée dans la métropole, c'est aggraver le malaise économique de notre colonie qui a vu se fermer tous ses débouchés les uns après les autres. Laisser entrer librement cette denrée sur le territoire national, c'est vouer à l'échec toute tentative faite en vue d'assainir le marché du blé, car les riz indochinois valent 43 francs rendus Marseille.

Un décret, en date du 5 août 1933, et divers arrêtés successifs ont précisé les conditions d'application de la loi.

Le blé dénaturé doit être de qualité saine, loyale et marchande et peser au minimum 67 kilos à l'hectolitre; il est donc soumis au prix minimum. Pour lui assurer des débouchés à un prix de vente en rapport avec le cours des céréales secondaires, la législation a dû prévoir une prime de 50 francs par quintal de blé dénaturé

Toute opération de dénaturation doit, pour bénéficier de la prime, être autorisée préalablement par le Ministre de l'Agriculture. Cette autorisation peut être accordée :

1° Aux groupements agricoles, syndicats ou coopératives, régulièrement constitués; une priorité étant établie en faveur de ceux ayant souscrit des contrats de stockage et de report;

2° Aux agriculteurs isolés ou groupés;

3° Aux négociants en grains;

4° Aux meuniers qui justifieront pouvoir écraser les blés dénaturés dans des locaux distincts de ceux où sont fabriquées les farines panifiables;

5° Aux industriels utilisant ou fabriquant des produits pouvant être utilisés comme dénaturants.

Les demandes sont formulées pour des quantités atteignant au moins 100 quintaux.

La dénaturation peut porter sur des blés en grains concassés ou moulus. Mais il est interdit à un meunier, de moudre, même avec un matériel spécial, du grain déjà dénaturé. L'opération doit se faire en présence d'un agent des contributions indirectes, lequel fixe la date et l'heure à laquelle il doit être procédé à la dénaturation. Le choix du dénaturant est laissé en principe à l'intéressé; il ne peut cependant s'exercer qu'entre un certain nombre de produits indiqués dans divers arrêtés, qui précisent en même temps la proportion à employer et le mode opératoire.

Les dénaturants, actuellement autorisés, sont les suivants :

1° Pour les blés en grains : le bleu de méthylène. On prépare la solution colorante en faisant dissoudre 50 grammes de bleu de méthylène dans dix litres d'eau. Cette quantité suffit pour colorer un quintal de blé, qui sera ensuite mélangé à 19 quintaux pour l'obtention de 20 quintaux de blé dénaturé prêts à l'emploi. Le blé coloré représente donc 5 % du total.

Au début de la mise en application du décret du 5 août, la dénaturation des blés en grains avait été prévue à l'éosine qui les colorait en rouge, mais l'expérience ayant révélé que ce procédé permettait des fraudes, aucun permis n'est plus accordé pour ce colorant.

2° La dénaturation des blés concassés ou moulus peut se faire soit par des colorants (2 grammes de poudre de rosaniline ou 50 grammes d'oxyde ferrique ou colcotar par quintal), soit par des mélanges en proportion plus considérable avec d'autres produits ayant eux-mêmes un usage alimentaire. Ce sont les tourteaux d'arachide ou de lin, en poudre, à raison de 25 %, la farine entière de maïs à raison de 50 %, la mélasse à la dose minima de 15 %.

Malgré les efforts faits par le gouvernement, le cours des céréales secondaires a toujours manifesté une tendance vers la baisse. Dès lors le taux de la prime de dénaturation était insuffisant pour assurer le débouché du blé dénaturé, sous peine de tolérer la violation du prix minimum. Le 10 mai 1934 paraissait au *Journal Officiel* un avis du Ministère de l'Agriculture, suspendant provisoirement les autorisations de dénaturation.

§ 3. — *L'exportation*

L'exportation était considérée par beaucoup comme la seule mesure susceptible de décongestionner le mar-

ché du blé, car, disait-on : « stocker, reporter ou dénaturer, c'est enfermer le loup dans la bergerie ».

Les partisans de l'exportation préconisaient l'une des deux méthodes suivantes, soit celle du bon d'importation, soit celle de la caisse de compensation.

Dans le premier système, la sortie d'un quintal de blé est compensée immédiatement par la réimportation d'une quantité équivalente ou presque équivalente de blés exotiques pouvant être employés librement. Si l'on veut exporter par exemple 1.000 quintaux de froment, la douane délivre un acquit de sortie permettant d'entrer en franchise 900 quintaux de blé exotique. Ce système a le grave inconvénient de ne pas alléger le marché, car à toute exportation correspond une réimportation.

Aussi plus nombreux étaient les partisans de la caisse de compensation. Supposons cette caisse créée et dotée de ressources nécessaires à son fonctionnement : lors de l'exportation, le commerçant reçoit à la sortie du blé un bon nominatif, non cessible, immédiatement remboursable sur présentation à la caisse. Quand la situation du marché nécessite l'importation, l'importateur verse le montant des droits à la caisse et reçoit un bon qu'il remet à la douane pour justifier du paiement des droits. « Ce système équivaut purement et simplement à utiliser pour l'exportation, lorsque notre marché est déprimé par des disponibilités excessives, les recettes douanières encaissées à l'importation en années déficitaires. »

L'exportation était réclamée avec d'autant plus d'insistance qu'en 1929 elle avait permis d'assainir le marché encombré par la récolte excédentaire. Malheureusement la situation n'était pas la même en 1929 et en 1933. Au lieu d'avoir une trésorerie aisée, l'équilibre du budget donnait au gouvernement quelques inquié-

tudes. De plus, l'écart entre les cours du blé sur les marchés étrangers et français était beaucoup plus considérable en 1933 qu'en 1929, ce qui nécessitait des ressources financières importantes, que seul un emprunt aurait pu fournir; or le gouvernement ne voulait pas en autoriser l'émission, devant lui-même y recourir pour d'autres besoins.

Cependant, le gouvernement ne voulut pas se priver d'un moyen d'action qui avait donné de bons résultats dans le passé au cas où le cours du blé serait remonté sur les marchés étrangers.

La loi du 10 juillet 1933 dispose dans son article 20 que « les exportations de blé indigène, pourront donner lieu au remboursement total ou partiel du droit de douane en vigueur lors de l'exportation en recourant de préférence aux bons de compensation... »

Le remboursement des droits de douane sera imputé sur le crédit de 300 millions ouvert au Ministre de l'Agriculture pour lui permettre la mise en œuvre des mesures de défense du marché du blé.

« L'exportation s'effectuera par priorité par les agriculteurs et les groupements agricoles, ou pour leur compte ». Ce texte laisse tout le bénéfice de l'opération aux organisations agricoles, mais il donne à l'exportation le caractère commercial qu'elle doit avoir pour être fructueuse, en permettant aux intermédiaires d'intervenir pour le compte des agriculteurs ou des groupements agricoles.

Le décret du 22 juillet 1933 fixe les conditions dans lesquelles l'exportation doit se faire.

Les demandes d'exportation sont adressées au Ministère de l'Agriculture. Les blés doivent peser au moins 74 kilogrammes à l'hectolitre et les farines correspondre au type A. Toutes les exportations relatives

à une même licence doivent être effectuées par le même bureau.

Mais, la récolte de 1933 ayant été excédentaire non seulement en France, mais aussi dans tous les pays producteurs de blé, les cours mondiaux sont tombés presque à 30 francs. La loi du 10 juillet 1933 avait fixé le maximum de la prime à 80 francs, cela faisait au total 110 francs et il y avait encore les frais de transport. Aussi, le 2 décembre 1933, le Ministre de l'Agriculture suspendit « jusqu'à nouvel ordre l'autorisation d'exporter du blé ».

§ 4. — *Blutage*

Pour parer au déficit de la production pendant la guerre, le gouvernement a fait augmenter le taux de blutage, c'est-à-dire la quantité de farine que les meuniers peuvent extraire d'un quintal de froment : aux heures sombres des hostilités, ce taux atteignit 85 %.

En 1932, pour résorber l'excédent de la récolte, le législateur recourut au même procédé, mais le but à atteindre étant différent, l'intervention de la loi se fit dans le sens de la baisse, afin de faire consommer une plus grande quantité de grains pour fabriquer une même quantité de pain.

La variation du taux de blutage soulève des questions délicates : sur quels éléments doit-on s'appuyer pour déterminer la quantité de farine qui peut être extraite d'un quintal de blé ? Convient-il de prévoir des exceptions pour le froment échangé contre de la farine ou contre du pain ? Enfin, comment assurer le respect du taux légal ? Ce sont là autant de problèmes à résoudre.

Un procédé, qui à première vue paraît logique et simple à appliquer, consiste à calculer le taux de blu-

tage en résolvant la règle de trois suivante : connaissant l'importance de la récolte d'une part et les besoins de la consommation d'autre part, quel devra être le taux de blutage ?

Mais cette méthode ne peut pas donner de bons résultats : les disponibilités en blé ne peuvent être connues avec une rigoureuse exactitude que plusieurs mois après le début de la campagne.

En outre, les besoins de la consommation sont variables d'une année à l'autre, selon que la maturité du blé est accélérée ou au contraire retardée par les conditions atmosphériques : si, une année, la moisson est faite plus tôt que l'année précédente, ou inversement, il faut approvisionner le pays pendant 10 mois et demi ou au contraire pendant 13 mois.

Il y aura donc toujours une incertitude qui empêchera de calculer mathématiquement d'une façon aussi simple le taux de blutage.

On peut déterminer le taux de blutage en partant du poids spécifique du blé : la quantité de farine extraite d'un quintal de froment ne peut pas être supérieure au poids de l'hectolitre de cette céréale, moins par exemple 11 kilogrammes. Si le blé mis en œuvre pèse 78 kilogrammes à l'hectolitre, on ne peut pas bluter à un taux supérieur à 67 %. Cette méthode a l'avantage d'encourager la culture des blés dits « de force », les meuniers préférant acheter le froment ayant un grand poids spécifique, afin de bénéficier d'un taux de blutage élevé. Mais il est impossible de contrôler la densité des blés lorsqu'ils sont moulus et transformés en farine, aussi quand un contrôleur se présente au moulin et questionne le meunier, celui-ci déclare que la farine provient de blés pesant 80 ou 82 kilogrammes.

Enfin un troisième procédé est possible, il consiste à fixer un taux de blutage uniforme, sans tenir compte

de la qualité du blé, et suffisamment bas pour résorber une partie importante de l'excédent de la production. Certes cette méthode simplifie le contrôle, puisqu'il suffit de comparer les quantités de farine qui sortent aux quantités de blé qui entrent pour savoir à peu près exactement si la loi a été respectée. Par contre, les meuniers n'ont plus intérêt à acheter du blé ayant un poids spécifique élevé, parce qu'il coûte plus cher et qu'il est désormais défendu d'en retirer plus de farine que du blé de faible poids spécifique et d'un prix légal bien inférieur. D'autre part, la fixation d'un taux de blutage uniforme fait échec au prix minimum.

Le décret du 8 septembre 1933, pris en application de la loi du 10 juillet, fixa le taux de blutage en fonction du poids spécifique du blé : « La quantité maxima de farine panifiable que les meuniers pourront extraire des blés mis en mouture par eux, ne pourra excéder par quintal, le poids à l'hectolitre du dit blé, diminué de 11 kilogrammes. » — de 12 kilogrammes » (décret du 16 janvier).

Les meuniers ne respectèrent pas le taux de blutage ainsi fixé, en outre le contrôle était difficile à exercer. La loi du 17 mars 1934 fixa le taux de blutage en combinant le système de l'uniformité de taux avec celui qui avait été adopté dans les décrets précédents : désormais la quantité de farine extraite ne peut être supérieure à 65 kilogrammes de farine pour 100 kilogrammes de blé, ni dépasser le poids spécifique du blé diminué de 14 kilos de farine. Ainsi un blé de 80 kilos ne pourra donner plus de 65 kilos de farine; un blé de 76 kilos ne pourra être extrait à plus de 62 %.

Le taux de blutage est une mesure malaisée à faire respecter par les meuniers. La difficulté est augmentée, si des exceptions sont faites. Pourtant le législateur fut obligé de tenir compte de certains usages locaux, tels

que la mouture à façon et l'échange de blé contre le pain.

En effet, dans certaines régions, les cultivateurs font moudre leur froment par le meunier et « cuisent leur pain » avec la farine ainsi obtenue, ou bien ils apportent leur grain au boulanger qui, en retour, leur livre un certain nombre de kilos de pain. Si l'on applique le taux de blutage légal au blé ainsi conduit au moulin soit directement, soit par l'intermédiaire du boulanger, les producteurs, recevant un poids de farine ou de pain moindre, auront le sentiment que la valeur de leur blé n'est plus la même. C'est en outre condamner les petits moulins, qui, bien souvent, ne vivent que de la mouture à façon, à fermer leur porte. Mais faire une exception pour le froment de cette catégorie, c'est ouvrir la porte à de nombreuses fraudes et diminuer d'autant l'effet de la loi.

C'est là un problème difficile à résoudre, car on veut d'une part satisfaire certaines habitudes rurales et d'autre part éviter que cette tolérance ne trouble profondément la loi ou même ne la désorganise.

Quoiqu'il en soit, le décret du 8 septembre 1933 excepta du taux minimum d'extraction les moulins :

1° Travaillant exclusivement à façon les blés qui leur sont confiés et restituant la totalité des produits de mouture.

2° Ecrasant exclusivement les blés fournis aux boulangers en échange du pain.

En fait, il fut très difficile de dresser la liste des meuniers qui ne faisaient que de la mouture à façon à l'exclusion de la fabrication de toute farine pour la vente. Aussi la loi du 28 décembre étendit l'exception à tous les moulins à cylindre travaillant moins de 3.000 quintaux par an ainsi qu'à tous les moulins à meule, quelle que soit leur capacité d'écrasement.

Ce régime étant avantageux, on a vu se développer

l'usage de l'échange; mais en même temps on s'est heurté à des difficultés de contrôle infinies, car comment séparer et différencier, chez le boulanger, la farine d'échange et la farine réglementaire destinée à la panification normale.

L'application de la loi du 28 décembre 1933 a donné lieu, dans certaines régions, à de très grandes difficultés et même à des injustices. Là où les moulins ne s'étaient pas transformés, où l'on avait encore de vieux moulins à meule, on n'avait pas à respecter le taux du blutage légal. Si, au contraire, l'industrie de la minoterie s'était développée dans les pays d'échange, comme les moulins à cylindre ont en général une puissance d'écrasement supérieure à 3.000 quintaux, on était assujéti au taux d'extraction légal.

Il en est résulté que, parfois, le moulin, d'une puissance de plus de 3.000 quintaux, a été abandonné pour le moulin plus faible ou pour le moulin à meules.

C'est pour ces raisons que la loi du 17 mars 1934 posa les règles suivantes : désormais, pour avoir la liberté de faire faire avec son blé de la farine qui convient le mieux à la consommation familiale, il sera nécessaire que l'échange soit une habitude consacrée par l'usage. Dans les départements considérés, le préfet, après avoir consulté le comité départemental d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales, fixera par un arrêté les conditions dans lesquelles pourra être blutée la farine destinée à la consommation familiale et dressera la liste des communes dans lesquelles l'usage de l'échange est constant.

Dans une circulaire du 27 mars 1934, le Ministre de l'Agriculture invitait les préfets à ne pas fixer dans leurs arrêtés un taux d'extraction supérieur à 72 %.

L'abaissement du taux de blutage ne peut donner

de bons résultats que dans la mesure où des moyens de contrôle sont mis en œuvre pour assurer la destination propre à chaque produit extrait : la farine basse étant réservée à l'alimentation humaine et les farines secondes et les issues ne servant qu'à l'alimentation animale. Il ne faut à aucun moment que les farines basses puissent repasser sur le marché des farines destinées à la fabrication du pain.

Avant le vote de la loi du 10 juillet, la grande meunerie vendait deux qualités de farine : l'une, réservée généralement à la région parisienne, dont le prix était fixé à peu près au taux de la cote officielle, une autre qui était livrée dans certaines provinces à 10, 15, quelquefois 20 francs au-dessous de la cote officielle et qui contenait une forte proportion de farine seconde. Or, dans l'état ancien de la législation, il était bien interdit de mêler au pain d'autres farines que celle du blé, sauf une petite proportion de seigle, mais on pouvait faire du pain, sans commettre de fraude, avec tout ce qui se trouvait dans le blé. Un meunier qui vendait de la farine seconde à un boulanger pour faire du pain, un boulanger qui l'utilisait à l'état pur ne commettait aucun délit.

C'est pourquoi la loi du 10 juillet 1933 décide que les farines panifiables ne pourront être transportées et détenues que dans des sacs plombés.

Les farines secondes ou degruautées ne pourront pas servir à la panification et ne pourront être employées qu'à l'alimentation animale après dénatura-tion.

Pour être sûr que les farines basses n'entreront pas dans la composition du pain, le législateur dispose dans l'article 3 de la loi du 17 mars 1934 que « les boulangers et tous usagers de farine destinée à la consommation humaine ne pourront acheter, détenir ou panifiées que des farines blutées au taux légal ».

En outre, les farines basses, c'est-à-dire celles extraites au delà du taux réglementaire, ou au delà du taux fixé par arrêté préfectoral pour les farines panifiables provenant de blés ayant fait l'objet d'échange, devront être exportées ou devront être dénaturées avant de quitter le moulin.

La loi de juillet 1933 mettait à la disposition du Ministre de l'Agriculture un autre moyen de faire respecter le taux de blutage par la détermination de la richesse en amidon des sons : quand on chercha une méthode permettant de déceler de façon précise la fraude, les techniciens ne purent mettre au point des méthodes et une organisation donnant les résultats espérés. Il fallut abandonner ce procédé.

Au blutage on peut rattacher la question de l'incorporation de la farine de fève dans la fabrication du pain, car une telle pratique diminue d'autant la quantité de blé absorbée par les besoins de la consommation.

Un arrêt de la Cour de cassation de 1854 a reconnu que pour faire lever le pain, on pouvait y incorporer de la farine de fève dans une proportion minimale : 4 %. En fait ce pourcentage n'était jamais atteint.

Le Parlement supprima l'incorporation de la farine de fèves dans le pain, car les cultivateurs qui ne pouvaient pas vendre leur blé, n'auraient pas compris que l'on fît manger du blé aux animaux et de la fève aux hommes. Il donna ainsi aux agriculteurs une satisfaction, surtout d'ordre moral, car les quantités employées dans la panification n'étaient pas si importantes qu'elles pussent concurrencer le blé.

Mais, afin de permettre aux meuniers d'écouler leur stock et d'apporter à leur matériel les modifications nécessaires, la loi du 27 mars 1934 prévoit un régime transitoire : l'article 13 dispose que « jusqu'au

30 juin 1934 la quantité de farine de fève qui pourra être incorporée dans la farine panifiable ne pourra pas dépasser 1 % ». « A partir du 1^{er} juillet 1934 aucune quantité de farine de fève ne pourra être incorporée dans la farine panifiable. »

SECTION IV

MESURES DESTINÉES A ASSURER L'EXÉCUTION DE LA LOI

Pour défendre efficacement le marché du blé, il est indispensable de connaître de façon précise les disponibilités en marchandises et les rendements de la récolte.

La réglementation organisée par la loi du 10 juillet 1933 et par celles qui l'ont complétée ne peut donner de bons résultats que si les intéressés s'y soumettent et ne cherchent pas à la tourner; d'où la nécessité d'organiser un contrôle, afin d'éviter les fraudes.

§ 1. — *Evaluation des disponibilités*

Une évaluation exacte des disponibilités est difficile à réaliser, car elle repose sur la déclaration de l'agriculteur, lequel est d'un naturel méfiant. Celui-ci, craignant que les renseignements fournis par lui ne servent de base à une imposition nouvelle, se refusera à toute déclaration, si aucune sanction n'est prévue contre ceux qui ne se soumettront pas à la formalité. D'un autre côté, l'individualisme paysan s'oppose à toute contrainte gouvernementale; il appartiendra donc aux groupements agricoles, aux directeurs des services agricoles, de faire peu à peu l'éducation des agriculteurs, de leur faire comprendre l'utilité et la nécessité de la déclaration.

Une question qui fut très débattue lors de la discussion de la loi du 10 juillet 1933 fut celle de savoir si les disponibilités seraient évaluées d'après l'importance de la récolte ou bien d'après l'étendue des surfaces emblavées.

Si la déclaration de la récolte a l'avantage de donner des résultats exacts, elle a le grand inconvénient de ne faire connaître l'importance de la récolte que très tardivement, plusieurs mois après l'ouverture de la campagne : car dans certaines régions, notamment dans celles du Nord, les blés sont en effet conservés longtemps en gerbe et les battages n'ont lieu qu'un certain temps après la moisson, parfois un an.

Le Parlement a préféré recourir à la déclaration des surfaces emblavées. Chaque année, avant le 1^{er} mai, tout propriétaire, fermier ou métayer produisant du blé, doit déclarer, à la mairie de la commune où se trouve le lieu de son exploitation, la superficieensemencée en blé d'hiver et celle ensemencée en blé de printemps. Ces déclarations sont inscrites sur un registre et signées par le déclarant. Puis un état récapitulatif est transmis, avant le 10 mai, au préfet du département.

Les services du Ministère de l'Agriculture déterminent alors le rendement moyen à l'hectare et évaluent l'importance de la récolte. Ainsi, dès le début de la campagne, le Ministre de l'Agriculture peut connaître les disponibilités du pays en blé.

Mais cette méthode est sujette à caution : si les surfaces emblavées changent peu d'une année à l'autre, 10 % au maximum, les rendements à l'hectare sont très variables et difficiles à apprécier avant les battages. En outre on ne peut pas accorder grand crédit aux déclarations des cultivateurs : certains, pour une raison ou pour une autre, ont intérêt à ce que leur ferme jouisse

d'une mauvaise réputation au point de vue de la fertilité et déclareront toujours un nombre d'hectares emblavés supérieur à la réalité, afin de bien prouver la stérilité de leur exploitation. D'autres au contraire, obéissant à un sentiment d'amour-propre, diminueront les chiffres de leurs emblavures, pour laisser croire que chez eux un hectare rapporte 25 ou 30 % de plus que chez leur voisin.

L'évaluation des disponibilités doit tenir compte également des stocks détenus non seulement par les meuniers et les intermédiaires mais aussi par les particuliers car, en période de baisse de cours, les minotiers et les commerçants achètent en général au jour le jour et les stocks détenus par eux sont peu importants. C'est pourquoi tout détenteur de blé devra, en fin de campagne, c'est-à-dire entre le 15 juillet et le 15 août, en déclarer le montant; mais afin de ne pas inquiéter pour quelques quintaux les propriétaires, la quantité détenue doit être supérieure à dix quintaux.

§ 2. — *Contrôle*

La loi du 10 juillet 1933 et celles qui l'ont modifiée assurent de deux façons le contrôle des mesures tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. D'une part elles imposent des formalités à certaines catégories de personnes et elles édictent des pénalités contre ceux qui s'y soustraient; d'autre part elles confient à certains organismes le soin de rechercher la fraude.

D'après l'article 2 de la loi du 10 juillet 1933, les meuniers qui ont broyé plus de 12.000 quintaux l'année précédente doivent adresser au Ministre du Budget, le dernier jour de chaque mois, une déclaration lui faisant connaître le résultat de leur activité commerciale au cours des trente jours écoulés.

Le même article punit « toute réduction du prix minimum effectuée, même sur l'offre du producteur, par le meunier ou par l'intermédiaire commerçant, commissionnaire ou courtier, d'une amende égale au quintuple de cette réduction ». Afin de pouvoir justifier le respect du taux légal du blutage des farines panifiables, les meuniers doivent tenir un registre des entrées de blé et des sorties de farines, ainsi qu'un registre de stocks existant en magasin. Les farines ne peuvent être transportées ou détenues que dans des sacs plombés portant l'indication du taux d'extraction. Mais ces mesures furent insuffisantes. Les lois du 28 décembre 1933 et du 17 mars 1934 aggravèrent les obligations imposées aux meuniers et aux boulangers.

L'article 2 de la loi du 28 décembre 1933 « interdit à tout meunier de vendre pour l'alimentation humaine et à tout boulanger de vendre ou de détenir des farines non panifiables ». L'article 4 punit d'amendes toute infraction à ces dispositions.

Il sera perçu « une amende de 50 francs par quintal de farine non extraite au taux réglementaire et 100 francs par quintal de farine seconde ou dégrautée mis en vente pour la fabrication du pain ».

« Les infractions relatives à l'emploi en boulangerie de farine seconde ou dégrautée seront punies d'une amende de 100 francs par quintal de farine non réglementaire détenu par le boulanger. »

Ces amendes ont le caractère fiscal, c'est-à-dire qu'elles sont recouvrées comme en matière de contributions indirectes, suivant une méthode plus expéditive et qu'elles peuvent être l'objet de transactions amiables lorsque les intéressés peuvent justifier de leur bonne foi.

La loi du 17 mars 1934 réglemente la circulation des blés reportés et stockés et des farines qui sortent

des moulins. On sait que les meuniers doivent obligatoirement mettre en œuvre un certain minimum de blés stockés. Depuis le 15 avril, le déplacement des quantités détenues par les coopératives de stockage ne peut se faire sans un permis de circulation délivré par la Régie des Contributions indirectes. A partir du 1^{er} août, il en sera de même pour les blés reportés.

Quant aux minotiers, depuis le 17 avril ils ne peuvent transporter aucune farine panifiable (qu'elle provienne de blé libre, de blé stocké ou reporté) sans l'accompagner d'un acquit de circulation.

Ces acquits sont refusés aux minotiers qui sont convaincus de n'être pas en règle avec les obligations de la loi relatives au pourcentage d'emploi des blés stockés ou reportés.

Les producteurs de blé et les minotiers qui feraient transporter du blé ou de la farine sans être munis des pièces régulières de la circulation seront punis d'une amende fiscale égale à 10 fois la valeur de la marchandise transportée.

Pour rendre plus difficile la fraude sur la qualité des produits réexportés, l'article 27 de la loi du 10 juillet 1933 remplaça l'expertise légale en matière d'admission temporaire par un contrôle à deux échelons : au moment où les sacs vont sortir, l'administration des douanes, à l'aide d'appareils spéciaux, fait trois prélèvements, un au sommet, un au milieu, un dans le bas du sac; les trois échantillons sont alors dirigés vers un laboratoire local qui vérifie si les types de farine prélevés correspondent à ceux prévus par la réglementation en vigueur. A cette première analyse s'en ajoute une seconde faite au laboratoire central. Si l'on s'aperçoit que certaines farines n'ont pas les qualités requises pour permettre l'apurement des acquits, l'entrée n'est pas apurée.

En outre, si dans le délai de deux mois, l'importateur ne peut pas présenter des farines correspondant à la réglementation en vigueur, il est frappé d'une amende représentant deux fois le droit de douane, c'est-à-dire 160 francs.

La loi du 10 juillet 1933 avait une lacune grave : elle édictait des obligations, des interdictions, des sanctions, mais elle n'avait prévu aucune organisation de contrôle efficace. Sans doute le titre III de la loi prévoyait dans chaque département producteur de blé la création d'un comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales. A ces organes départementaux, la loi superposait, près du Ministère de l'Agriculture, « un comité national d'organisation et de contrôle du marché des céréales ». En fait, il s'agissait d'assemblées chargées non pas tant de rechercher la fraude, que d'émettre, à titre consultatif, tous avis utiles sur les mesures à mettre ou déjà mises en œuvre par le gouvernement pour régulariser la production, défendre le marché du blé et assurer l'écoulement de la récolte.

La loi du 28 décembre 1933 organise la répression de la fraude par la collaboration des représentants des intérêts professionnels en cause. Le personnel du Ministère de l'Agriculture étant trop peu nombreux pour contrôler efficacement 40.000 boulangers, 8 à 10.000 meuniers, plus les marchés, le gouvernement s'appuie sur la loi de 1905 qui autorise les groupements interprofessionnels à avoir des agents qui, agréés par le Ministère de l'Agriculture, ont les mêmes pouvoirs qu'un garde particulier assermenté pour la constatation des infractions. La loi autorise un prélèvement de 3 % sur le produit de la taxe à la production, pour couvrir les frais de contrôle.

Les comités interprofessionnels n'ayant pas apporté leur concours avec l'empressement qu'on était en droit d'attendre d'eux, la loi du 17 mars 1934, dans son article 7, autorise les préfets « sur la proposition du comité départemental, à faire assermenter les agents de surveillance dans les conditions où auraient pu le faire les comités interprofessionnels ».

L'article 5, alinéa 6, autorise le Ministre de l'Agriculture « à prélever sur la taxe à la production dans une proportion qui ne pourra pas dépasser 7 % des sommes encaissées, les frais de contrôle nécessités par la présente loi ».

Actuellement, le contrôle est assuré par 170 agents des Contributions indirectes qui surveillent la rentrée des taxes, l'incorporation en meunerie des blés stockés, assurent l'opération de dénaturation des farines basses. Avec les employés du Ministère des Finances collaborent les agents des comités interprofessionnels et les comités départementaux qui peuvent donner des indications aux préfets et leur permettre d'avoir une action efficace sur les investigations des agents des contributions indirectes.

CHAPITRE IV

APPLICATION ET CONSÉQUENCES DU PRIX MINIMUM

SECTION I

APPLICATION DU PRIX MINIMUM

L'Association générale des producteurs de blé déclarait le 20 juin 1933 devant la Commission sénatoriale de l'Agriculture : « La fixation d'un prix minimum ne constitue pas techniquement une mesure capable par elle-même de résoudre la crise. Fixer un prix minimum, en effet, ne fait pas disparaître l'excédent et par conséquent ne rétablit pas l'équilibre entre les disponibilités et les besoins. La fixation d'un prix minimum n'est techniquement viable qu'au cas où sont appliquées en même temps des mesures qui organisent la résorption de l'excédent d'une façon indirecte mais effective. »

La loi du 10 juillet 1933 prévoit en effet la mise en œuvre simultanée ou successive, au choix du Ministre de l'Agriculture, de moyens susceptibles d'assurer la résorption de l'excédent des disponibilités et l'organisation du marché. Nous avons exposé précédemment comment théoriquement la loi devait fonctionner; il convient maintenant d'examiner comment elle a été appliquée.

D'après la volonté du législateur, l'exportation n'était possible que si la prime, ajoutée au prix de vente, assurait le respect du prix minimum. Or, dans le courant du mois de novembre 1933, le cours mondial s'effondrait à 30 francs. Sous peine de consacrer offi-

ciellement la chute du prix minimum, le Ministre de l'Agriculture dut suspendre officiellement la délivrance des permis d'exporter (arrêté du 2 décembre 1933).

Pendant les quelques mois où les exportateurs reçurent une aide pécuniaire, 700.000 quintaux seulement furent exportés. Un si faible résultat a plusieurs causes. En premier lieu, la France n'est pas un pays normalement exportateur et par suite elle fut très handicapée par les pays qui, chaque année, ont une récolte supérieure aux besoins de leur population et ont par conséquent leur marché extérieur très fortement organisé.

D'autre part les exportateurs se sont heurtés à certaines difficultés qui n'avaient pu être prévues lors du vote de la loi. Le bon de compensation est pratiqué en Allemagne depuis de nombreuses années, les exportateurs allemands ayant également quelque peine à écouler leur blé à l'étranger, principalement sur le marché anglais, la prime de sortie fut augmentée, ce qui facilita la concurrence des blés allemands.

La récolte de 1933 ayant été en général supérieure à la moyenne, les pays importateurs ont pris des mesures afin de restreindre les entrées de blés étrangers : ainsi la Hollande mit un droit de douane sur tout quintal de blé franchissant sa frontière et frappa de restrictions l'usage des blés allemands et français.

Les expéditions des groupements agricoles de la région du Nord ont été retardées ou empêchées par les grèves de la batellerie de l'automne 1933.

Enfin, il faut ajouter que certains pays étrangers n'ayant pas été très satisfaits de la qualité des blés expédiés ont renoncé à s'approvisionner sur le marché français. Le député Chasseigne déclarait à la tribune de la Chambre des Députés, le 5 décembre 1933 : « Je sais qu'on a envoyé en Suisse des blés dont une partie a dû être retournée. Je sais aussi que d'autres organisa-

tions agricoles et certains négociants ont solidement établi sur le marché anglais une mauvaise réputation du blé français, telle qu'il ne pourra pas y trouver un débouché avant longtemps. »

Le cours mondial du blé ayant subi une hausse au début du mois de juin 1934, le gouvernement a cependant voulu faire un nouvel effort pour décongestionner le marché français : à partir du 15 juin 1934, il a mis à la disposition des exportateurs un crédit de un million de francs, afin de leur assurer une prime de 90 fr. par quintal exporté.

La dénaturation a permis de résorber 4.500.000 quintaux. Mais cette mesure n'a pas donné les résultats que l'on était en droit d'attendre, pour deux raisons : d'une part, le contrôle étant insuffisant, de nombreuses fraudes ont été commises et ont par conséquent diminué les effets de cette opération; d'autre part, la protection insuffisante des céréales secondaires a provoqué une telle baisse du cours de ces produits que le Ministre de l'Agriculture a suspendu les opérations de dénaturation, ne voulant pas que le blé dénaturé puisse être vendu à un prix constituant une violation du prix minimum.

Aux termes du décret du 5 août 1933, un agent des Contributions indirectes devait présider à l'opération de dénaturation, mais, tant que le personnel de cette Administration ne fut pas spécialisé dans la répression des fraudes relatives aux lois sur le blé, il n'eut pas toujours une compétence technique suffisante pour déceler les agissements des agriculteurs peu scrupuleux. D'ailleurs, même quand il avait la compétence suffisante, il ne pouvait pas toujours réprimer la fraude, celle-ci pouvant être commise postérieurement à l'opération de dénaturation.

Le blé, susceptible d'être dénaturé, devait être sain, loyal et marchand. Des agriculteurs ont tourné la loi en dénaturant du bon blé mélangé à du petit blé ou bien en opérant avec du vieux grain.

Parmi les matières colorantes employées, certaines, l'éosine ou le bleu de méthylène par exemple, avaient le très grave inconvénient de n'atteindre que la surface externe du grain et de ne pas tuer le germe : aussi des meuniers purent-ils broyer, et des producteurs employer, comme semences, du blé dénaturé.

Une autre forme de fraude consistait en ceci : la dénaturation pouvait se faire en mélangeant à 95 kilogrammes de blé, 5 kilogs de blé coloré ; les grains restant toujours distincts, on avait la possibilité de les trier à la main, opération longue, sans doute, mais très rémunératrice.

Toutes ces fraudes ont à peu près toutes la même cause : le mauvais mélange des matières colorantes et du grain. Pour diminuer les entorses à la loi, de nombreuses associations agricoles ont réclamé qu'il ne soit procédé à la dénaturation qu'après concassage préalable des grains, c'est-à-dire après un broyage grossier : cela aurait évidemment rendu impossible le triage à la main des grains colorés et de ceux demeurés intacts, ainsi que l'emploi du blé dénaturé en meunerie ou comme semence.

Mais le gouvernement n'a pas voulu exiger le concassage préalable du grain soumis à la dénaturation ; car, si l'on avait obligé ceux qui voulaient dénaturer du blé à le faire concasser, dans les pays d'élevage et dans les pays de petite propriété, le propriétaire qui s'entendait avec ses voisins pour réunir une centaine de quintaux indispensables pour faire l'opération de dénaturation sous la surveillance du contrôleur des Contributions indirectes, n'aurait pas voulu aller au moulin pour

y faire concasser son grain. L'opération aurait donc été limitée aux seuls négociants, aux meuniers et aux grands exploitants.

L'absorption du blé dénaturé par la consommation animale n'était possible que dans la mesure où le cours des céréales secondaires aurait été revalorisé. Or il a été à peu près impossible de placer des quantités suffisantes de blé dénaturé en raison du bas prix des autres céréales : ainsi l'avoine a valu moins de 40 francs le quintal, le seigle 63-65 francs, l'orge de mouture 65 fr., l'orge de brasserie 70-74 francs.

Si le gouvernement a pris des mesures pour limiter la concurrence faite sur notre marché par les produits étrangers, certaines considérations de politique coloniale l'ont empêché d'avoir la même attitude à l'égard des riz et des maïs indochinois. Il en est résulté des importations considérables qui ont annihilé les effets du contingentement et de l'élévation des droits de douane. Il semble vain de chercher à défendre le marché français en réduisant les importations étrangères si le « vide » ainsi créé est rempli, non par nos propres excédents, mais par des importations coloniales supplémentaires.

La question des riz indochinois est très délicate à résoudre, car c'est tout le problème des relations de la métropole avec les colonies qui se trouve posé. Une solution pourtant s'impose car le riz est la concurrence la plus redoutable faite à nos céréales secondaires et au blé dénaturé. En effet, pendant l'année 1933, près de 5 millions et demi de quintaux de riz venant presque exclusivement d'Indochine sont entrés en France, alors qu'en 1930 les importations de ce produit atteignaient à peine 2.200.000 quintaux.

Le rapide accroissement de ces importations en quelques années a été provoqué par la loi du 13 avril

1928 qui a créé entre la métropole et notre colonie d'Indochine une union douanière complète sans restriction, ni réserve. L'article 1^{er} stipule en effet que « l'Indochine est une colonie assimilée à la métropole et qu'aucun obstacle ne peut être apporté à la libre circulation des marchandises entre la colonie et la métropole ».

La métropole a par ailleurs rendu impossible tout commerce entre l'Indochine et la Chine, en élevant entre ces deux pays des barrières douanières exorbitantes : pour certains produits, les droits ont été augmentés de 1500 %, si bien que la Chine a pris des mesures de représailles : c'est ainsi que les riz d'Indochine qui pénétraient facilement dans ce pays sont aujourd'hui frappés d'une taxe qui s'élève à 36 francs par quintal.

D'autre part, la stabilisation de la piastre a bouleversé le marché de l'Indochine avec les pays d'Extrême-Orient qui étaient ses clients.

Pour ralentir les entrées du riz indochinois, la France a pris certaines mesures que l'on pourrait qualifier de secondaires, car elles ne sont pas de nature à résoudre le problème. En premier lieu, pendant longtemps, l'Indochine perçut une taxe spéciale à la sortie des riz destinés à d'autres pays qu'à la métropole, ce qui incitait les exportateurs à préférer le débouché métropolitain; actuellement l'Indochine applique aux riz expédiés vers la France la taxe de sortie en vigueur pour les autres destinations. C'est une mesure qui n'est pas susceptible de donner de grands résultats, car cette taxe est faible (4 à 10 %) et elle abaissera un peu plus le prix du riz au départ.

En second lieu, la loi sur le carburant national a été mise en application en Indochine, ce qui diminuera dans une faible mesure l'excédent des disponibilités de notre colonie en riz. Il semble plutôt que la solution du problème consisterait à remplacer par une politique

douanière appropriée l'Indochine dans son milieu naturel.

Malgré les efforts faits, les cours des céréales secondaires n'ont cessé de tendre vers la baisse. Dès lors, malgré la prime de dénaturation, le blé destiné à la consommation animale ne pouvait pas être vendu à un cours capable de soutenir la concurrence des produits fourragers ou des céréales secondaires. Le gouvernement a dû, comme pour l'exportation, suspendre les opérations de dénaturation.

Pendant la guerre, on s'efforça d'augmenter les ressources céréalières du pays par une élévation du taux de blutage. Le législateur en 1933 fit jouer la mesure dans un sens opposé, le but à atteindre étant différent de celui cherché pendant les hostilités; il espéra résorber une fraction importante de l'excédent de la récolte de 1933 par une réduction du taux de blutage; c'était là un moyen très efficace à condition que la loi fut respectée. Or le contrôle est difficile à exercer, et en fait il a été à peu près inexistant, car on s'est heurté à de nombreuses difficultés.

La loi du 10 juillet 1933 avait prévu le contrôle du taux de blutage par l'examen des comptes des moulins et par la détermination de la teneur des sons en amidon. Si un contrôle comptable, consistant dans l'obligation pour les meuniers de tenir des registres sur lesquels sont inscrites les entrées de blés et les sorties de farines, peut donner de bons résultats, cela est toutefois insuffisant, car si la comptabilité des grands moulins est soumise à une vérification stricte, il n'en est pas de même pour celle des moulins d'importance moindre.

Aussi après avoir imposé aux meuniers l'examen de leur comptabilité, le législateur a estimé que, pour faire respecter le taux de blutage, il suffisait de décider que

les sons ne pourraient être livrés et ne pourraient circuler que s'ils avaient une richesse déterminée en amidon.

Le procédé semblait simple et facile : déterminer la richesse des sons en amidon par une analyse en laboratoire et si le son ne contenait pas une certaine quantité d'amidon, c'est qu'on avait bluté au-dessus du taux réglementaire.

Mais quand on a cherché à fixer de façon précise une méthode permettant de déceler la fraude, les techniciens n'ont pu mettre au point, malgré des mois de recherches, des procédés et une organisation donnant les résultats espérés.

Il fallut abandonner le principe du contrôle du taux de blutage par la teneur des sons en amidon; on crut trouver une solution de la question en inscrivant dans le texte de la loi du 17 mars 1934 que les « meuniers devront obligatoirement éliminer par exportation ou par dénaturation un certain nombre de kilogrammes de farine basse. Mais on se heurta également à un problème technique assez difficile à cause des conditions très différentes dans lesquelles travaille la meunerie suivant les régions et suivant la puissance d'écrasement des moulins. Le problème a encore été compliqué par le manque d'uniformité des issues, aussi bien dans leur dénomination que dans leur composition. Des produits, bien que portant le même nom, présentent, suivant leur origine, de grandes différences notamment dans leur teneur en cendres et en amidon.

Si l'on peut déterminer facilement ce qu'est la farine basse pour un grand moulin équipé à la moderne, il y a les petits moulins qui ne font pas de farine basse, mais des rémoulages. Il faut arriver alors à trouver l'équivalence entre telle quantité de farines basses de tel type et tel remoulage.

D'autre part, quel appareil faut-il employer dans les laboratoires chargés d'examiner les échantillons prélevés? Un appareil était bien utilisé en Suisse, mais il présentait certaines imperfections qu'il fallait corriger.

En outre les cadres squelettiques du Ministère de l'Agriculture ne permettaient pas, à l'origine du moins d'assurer la visite des 8.000 moulins répartis sur le territoire français, car il est impossible de ne procéder à la dénaturation des farines basses que tous les trois mois, les meuniers ne pouvant pas conserver aussi longtemps sur leurs planchers ces farines basses. Il faut envisager une opération de dénaturation tous les 15 jours environ, ce qui représente 16.000 visites par mois : mais alors il faudrait un cadre important de fonctionnaires ou d'agents.

Il est vrai que, dans le courant du mois de mars 1934, le Ministre des Finances a mis, à la disposition du Ministre de l'Agriculture, pour faire ces opérations, les contrôleurs et les commis des contributions indirectes en surnombre.

Mais le décret qui doit fixer le nombre de kilogrammes de farines basses à dénaturer par les meuniers n'a pas encore été rendu, ce qui prouve que poser un principe est facile, mais assurer l'application d'une loi, mettre au point une organisation, quand il s'agit de régir l'économie, est infiniment délicat.

Ainsi les dispositions de la loi du 10 juillet 1933 interdisant l'emploi en panification des farines de deuxième et troisième qualités n'ont pas été observées. Il en est résulté des conséquences extrêmement graves : les farines basses sortent du moulin par une porte dérobée et sont employées par les boulangers à la fabrication du pain. Cette fraude est surtout très développée dans les régions où l'on pratique l'échange car les meuniers peuvent bluter des farines destinées à la consom-

mation familiale à un taux supérieur à celui fixé par la loi; il est par suite impossible d'exercer un contrôle sur les farines détenues par les boulangers, c'est pour cette raison que dans de nombreuses régions réapparaît l'usage de l'échange du blé ou de la farine contre du pain; le nombre des moulins à façon s'est décuplé depuis la promulgation de la loi. Dans certains départements, la progression est extraordinaire, presque tous les meuniers veulent s'affranchir du taux de blutage officiel.

Les exceptions au taux de blutage légal, prévues en faveur de l'échange blé-pain, rendent tout contrôle impossible : toute exception en faveur d'une catégorie, quel qu'intéressante qu'elle soit, entraîne des fraudes.

Après le vote de la loi du 17 mars 1934, qui créait l'acquit pour la circulation des farines, on espérait que le taux de blutage serait mieux observé, puisque ces acquits ne devaient être délivrés qu'aux meuniers pouvant faire la preuve du respect de ce taux. Mais une circulaire du Directeur Général des Contributions Indirectes faussa complètement l'esprit de la loi, car elle stipulait que les meuniers auraient à leur disposition des registres d'acquits périodiquement contrôlés par les fonctionnaires des contributions indirectes. Ainsi on a supprimé les conditions préalables et on les a transformées en un contrôle ultérieur pouvant s'exercer quelquefois fort longtemps après.

L'élévation du taux de blutage, qui n'était pas une mesure sans valeur, n'a pas été appliquée, sinon par les grands moulins qui sont soumis à un contrôle plus rigoureux.

Au cours de débats parlementaires du mois de juin 1933, le Ministre de l'Agriculture et un certain nombre de députés ont déclaré à plusieurs reprises que le prix minimum ne serait pas observé, si aucun effort n'était

fait pour résorber les excédents pesant sur le marché, et que la taxation du blé n'aurait qu'un effet psychologique passager qui maintiendrait pendant quelque temps le cours du froment au taux légal, voire même au-dessus. Mais si les mesures prévues pour assainir le marché n'étaient pas appliquées énergiquement, au bout de peu de temps on assisterait à un effondrement des cours et à la violation de la loi : les événements n'ont pas démenti les déclarations faites à la tribune du Parlement. Dès la discussion de la loi du 10 juillet 1933, les cours sont remontés de 80 à 115 francs et se sont maintenus à ce niveau pendant les mois d'août et de septembre seulement. L'horizon ne devait pas tarder à s'assombrir à la suite de la publication des statistiques officielles, constatant d'une part l'abondance exceptionnelle de la dernière récolte évaluée provisoirement à 92 millions de quintaux, d'autre part l'importance des quantités de blés et farines provenant de la précédente récolte, régulièrement recensées et s'élevant à 11 millions de quintaux.

La fraude était alors limitée, peu importante et pratiquée sous le couvert de subterfuges habiles. En face de l'impunité accordée aux fraudeurs, sous la pression de besoins urgents de plus en plus grands, devant l'impossibilité de vendre leur blé, les agriculteurs se sont laissés aller au découragement et partout se sont développées les ventes au-dessous du prix minimum.

Dès le 5 décembre 1933, le député Montigny déclarait à la tribune de la Chambre des Députés que le prix minimum n'était pas respecté : « L'inquiétude des producteurs quant au régime sous lequel ils pourraient utiliser cette partie non vendue au 15 juillet de la récolte de 1933 est certainement une raison qui, jointe au manque d'argent, fait qu'en ce moment, pris de panique, ils vendent au-dessous des cours, malgré tous les conseils

qu'on peut leur donner. Plus nous allons approcher du 15 juillet, plus cette crainte va s'aggraver et plus les cultivateurs, en dépit de toutes les mesures de contrôle que l'on pourra prendre, croiront de leur intérêt de consentir des ventes à tout prix. »

En effet c'est surtout à partir du mois de mars dernier que la fraude s'est développée; les blés en terre avaient belle apparence, on redoutait une nouvelle récolte excédentaire, on ignorait quel serait le régime des blés reportés, le paysan vendait ses produits à des prix ne lui permettant pas de couvrir ses frais d'exploitation. On peut dire que, à ce moment de l'année, la loi est devenue l'exception et la fraude, la règle.

Au début, le prix minimum fut violé clandestinement : les moyens de tourner la loi sans frauder ouvertement sont en effet nombreux : par exemple on passe un contrat de 100 sacs et on en vend 150 : ou bien en même temps que du blé, on livre de l'avoine à un prix dérisoire, cette céréale n'étant pas taxée. On pratique aussi le troc de l'engrais contre le blé : des marchands d'engrais acceptent du blé en paiement de fournitures, mais à des conditions désastreuses pour les agriculteurs. Dans certaines régions, ils échangent communément trois sacs de superphosphate contre un hectolitre de blé ou un sac de nitrate de soude contre un quintal de froment. Dans le premier cas ils donnent 75 francs de marchandises pour 96 francs de blé et, dans le second cas, la marchandise livrée vaut 95 francs au plus, tandis que le quintal de blé vaut 123 francs en moyenne. Cette fraude est doublement préjudiciable aux cultivateurs parce que, en même temps qu'il en résulte une dépréciation de la valeur du blé, elle a pour conséquence l'augmentation de la valeur des engrais.

Ou bien l'agriculteur obtient que le meunier prenne immédiatement livraison du blé, mais avec paiement

différé et une retenue représentant les frais de magasinage, et l'escompte de l'avance consentie. L'acheteur, s'il accepte, compte à des prix excessifs la nature du service rendu à son vendeur.

Une fraude très répandue consiste de la part des acheteurs à exagérer la réfaction prévue pour les grains cassés et pour les impuretés contenues dans le blé : cela leur permet de diminuer dans de fortes proportions les prix payés aux agriculteurs.

Pendant longtemps, la violation du prix minimum reçut une consécration, en quelque sorte officielle, dans l'hypothèse de ventes forcées, précédées d'une saisie : la loi du 10 juillet 1933 n'avait apporté aucune dérogation aux dispositions du Code de procédure civile au cas où le propriétaire ou les comptables du Trésor font procéder à une vente aux enchères après saisie du blé chez le cultivateur qui ne peut payer son fermage ou ses impôts. Une loi du mois de juillet 1934 a fait cesser cette anomalie : désormais « le prix minimum s'applique à peine de nullité, aux ventes faites par adjudication. Les frais d'adjudication seront déduits du prix payé ».

Pour éviter les fraudes sur le prix minimum, la loi a bien édicté des mesures de contrôle; mais celles-ci sont restées sans effet.

L'article 1^{er} de la loi du 10 juillet 1933 dispose : « Le vendeur conserve la faculté de récupérer contre son acheteur la différence de prix qu'il aurait pu consentir au-dessous du prix minimum légal ». Peu d'agriculteurs ont usé du droit que leur donne la loi, car le cultivateur a besoin de l'acheteur de blé. Il sait que s'il le dénonce, il se retrouvera, l'an prochain, sans argent face à face avec lui. Il n'ignore pas non plus que sa plainte risque de sommeiller pendant fort longtemps.

La loi du 28 décembre 1933 interdit dans son article 2 « toutes conventions ayant pour objet d'abaisser le prix légal, soit en stipulant des livraisons inexactes en quantité, soit en donnant de fausses indications sur le poids spécifique du blé ou sa teneur en impureté, soit en accordant indirectement des ristournes sur le prix, soit par tout autre procédé ».

L'article 5 de la loi du 17 mars 1934 punit d'une amende de 1.000 à 7.000 francs tous les échanges autres que ceux entre blé ou farine et pain.

Toutes ces mesures n'ont pas assuré le respect du prix minimum car certaines fraudes sont infiniment difficiles à saisir. On ne peut pas mettre un gendarme auprès de tout agriculteur qui, dans une salle de café, un jour de foire, traite une quantité de blé plus ou moins importante.

De même on ne peut pas empêcher un vendeur de donner à son acheteur une ristourne de la main à la main. Aucun contrôle, aussi sévère soit-il, ne pourra empêcher celui qui veut frauder de tourner la loi. Voici un exemple donné par le Président du Syndicat de la Meunerie de l'Allier : un meunier reçoit la visite d'un négociant en blé qui lui offre 1.000 quintaux de blé. Au refus qui lui est opposé, appuyé d'une raison péremptoire, l'impossibilité de vendre la farine correspondante, le marchand de grains répond qu'au prix où il vendra le blé, les produits de la mouture pourront être écoulés facilement. — « Je vous verse, dit le négociant en blé au meunier, 12 billets de mille francs que vous allez enfermer dans votre coffre-fort particulier sans en passer aucune écriture : c'est un don que je vous fait, c'est mon droit ! En reconnaissance de ce don, vous allez me délivrer un contrat en règle de 1.000 quintaux de blé à 121 francs. Je vous facturerais les blés au prix vendu, soit 121 francs, prix de la taxe, vous me

paieriez en un chèque de 121.000 francs, vous et moi sommes en règle avec la loi. »

Souvent le meunier tient au producteur le langage suivant : « Je ne prends votre blé qu'à tel prix — par exemple 90 francs le quintal —. Vous allez me signer un reçu d'une somme égale au prix fixé par la loi — 120 francs par exemple —. Si vous n'acceptez pas ma proposition, je ne prends pas votre blé. » Le cultivateur qui a besoin d'argent, mis dans l'alternative de garder sa récolte ou de la vendre à un prix inférieur au prix légal, doit subir les exigences du preneur et se trouve lésé.

Cela fait, il ne peut, et n'ose même pas se plaindre, ne pouvant alléguer un fait contraire à ce qu'il a signé. Comme ces marchés délictueux se passent sans témoin, l'acheteur jouit d'une impunité absolue.

Certains prétendent que si le prix minimum n'a pas été respecté, la faute en incombe aux agriculteurs qui n'ont pas exigé des meuniers et des négociants en grains le prix fixé par la loi.

Il existe peut-être une certaine part de vérité dans cette affirmation, mais il convient toutefois de remarquer que les producteurs de blé ont une excuse sérieuse de s'être laissés aller à des ventes au-dessous de la taxe. Le paysan, après avoir payé le charron, le forgeron, le sellier, le vétérinaire, etc..., n'a plus d'argent pour vivre, et « il est obligé de passer sous les fourches de certains mercantis qui n'hésitent pas à lui offrir 100 ou 95 francs de son blé, en spéculant sur sa misère. Ayant un besoin d'argent urgent, il doit céder sa récolte au prix qui lui est offert ».

La fraude s'est exercée non seulement à l'égard des blés livrés, mais aussi sur les blés stockés.

Il s'est trouvé en effet quelques coopératives qui

ont proposé à leurs membres, dûment convoqués en assemblée générale, de supprimer immédiatement l'efficacité de la loi du 10 juillet 1933 en votant la vente du blé à un prix inférieur à celui de la taxe. La raison de la défaillance de certains groupements agricoles peut s'expliquer ainsi. Parmi les innombrables coopératives, dont le vote de la loi a favorisé la création, certaines étaient très sérieuses et animées du désir de travailler à l'organisation du marché; mais d'autres, au contraire, n'ont eu en vue que de bénéficier des avantages immédiats du pourcentage d'emploi des blés de stockage, sans se soucier aucunement de l'intérêt général du marché; elles n'étaient souvent que des façades derrière lesquelles s'abritaient des intérêts particuliers; n'ayant d'autre objectif que la liquidation de leurs stocks, elles ont vendu depuis le début à n'importe quel prix, souvent très au-dessous des cours.

D'ailleurs des coopératives sérieuses, de création plus ou moins récente, ont été parfois également obligées de vendre au-dessous du prix minimum, parce qu'elles étaient gênées, soit par les besoins d'argent, soit par la concurrence des groupements indiqués ci-dessus.

Pour permettre aux coopératives l'écoulement de leur stock, le Ministre de l'Agriculture a bien imposé aux meuniers l'obligation de moudre mensuellement un pourcentage minimum de blés stockés. Mais dans bien des cas, les meuniers se sont soustraits à cette obligation à la faveur du trafic des certificats « B ».

D'autre part, le taux du pourcentage minimum, pendant longtemps, n'a pas été en rapport avec l'importance des contrats de stockage acceptés par le Ministre de l'Agriculture.

Au début du mois de décembre 1933, les demandes de contrat de stockage atteignaient 6 millions de quin-

taux : chiffre correspondant à l'objectif normal de l'opération qui est d'absorber provisoirement le trop-plein des offres qui suivent la moisson pour échelonner les ventes sur toute la campagne. Au mois d'avril 1934, le stockage de 20 millions de quintaux avait été accepté. Ce stock devait être liquidé en neuf mois à raison de 2.200.000 quintaux par mois. Le pourcentage fixé par le décret du 26 janvier 1934 obligeait les meuniers à n'absorber que 1.500.000 quintaux. En principe donc 500.000 quintaux étaient offerts en plus des quantités nécessaires aux meuniers pour satisfaire aux obligations de la loi. D'où une concurrence des coopératives qui se voyaient obligées de faire des concessions sur le prix de vente pour trouver preneur. Le décret du 18 mai 1934 a mis fin à cette lutte de prix en prévoyant que les contrats de report souscrits par les coopératives de stockage seront reçus par priorité.

D'autre part le décret du 26 juin 1934 éleva à 50 % la quantité minimum de blé stocké que les meuniers devront obligatoirement mettre en œuvre à dater du 1^{er} juillet.

On craignait que la taxation du blé ne provoquât une hausse du prix du pain hors de proportion avec le prix de vente du blé, c'est pour éviter une telle éventualité que la loi du 10 juillet 1933 autorisa le Ministre de l'Agriculture à fixer par décret et par département le prix maximum de la farine panifiable.

Si la loi obligeait à payer le blé à un prix déterminé, par contre les farines pouvaient être vendues à un cours qui ne fût pas en rapport avec la taxe du blé. Dès lors, la vente de la farine à un cours peu élevé était bien l'indice de la violation de la loi, mais elle ne constituait pas par elle-même une fraude. Ainsi, dans les départements excédentaires, la farine était offerte quo-

tidienement au prix de 145 et 148 francs. Si on se livre à un tout petit calcul sur la base du taux de blutage légal et en partant d'un cours des sons et issues mélangés de 45 francs, on constate que le meunier livre de la sorte 110 francs de produits fabriqués pour une matière première qu'il aurait dû, aux termes de la loi, payer 119 fr. 50. Cette fraude permettait aux minotiers peu scrupuleux de faire une concurrence redoutable à leurs collègues plus consciencieux en offrant de la farine à 20 et 30 francs au-dessous de la cote normale.

La loi du 28 décembre 1933 s'efforça de mettre fin à un abus aussi criant. L'article 2 dispose « qu'il est interdit d'acheter, de vendre, d'offrir ou d'utiliser pour la fabrication du pain, des farines panifiables à un prix qui ne correspond pas au prix légal du blé et qui sera fixé dans chaque département par le préfet ». Désormais les préfets doivent donc fixer dans leur département le prix au-dessous duquel les farines ne pourront plus être vendues, afin que les meuniers qui respectent la loi ne soient pas les victimes de ceux qui, en achetant la matière première au-dessous des cours, pouvaient livrer le produit transformé à des prix défiant toute concurrence.

Mais le meunier malhonnête a continué à tourner la loi; car, comme pour le blé, aucun contrôle ne peut empêcher la ristourne de la main à la main, voici le raisonnement que le minotier tient au boulanger : « Je n'ai pas le droit de vendre la farine au-dessous de la taxe, soit 190 francs, par exemple, mais si vous voulez me passer une commande de 50 sacs, nous conviendrons de l'arrangement suivant : je vous facturerais les farines 190 francs, prix de la taxe, mais au paiement je vous ristournerai de la main à main 30 francs par balle. Ces farines vous reviendront donc à 160 francs, et cependant vous et moi serons en règle avec la loi. »

La loi a mis la corporation des meuniers dans l'obligation ou de se ruiner, en appliquant strictement la loi, ou de frauder pour pouvoir vivre, en risquant des poursuites judiciaires avec sanctions pécuniaires et infâmantes.

Voici l'exemple donné par un député à la tribune de la Chambre au mois de mai 1934 : « Au mois de mai, le prix légal était de 128 fr. 50 le quintal pour le blé d'un poids spécifique égal à 76 kilogrammes. Le taux d'extraction doit correspondre au poids spécifique diminué de 14 kilos, ce qui donne 62 kilos de farine. Au Mans, le prix officiel de la farine est de 170 fr. 35 le quintal, celui de la farine basse de 80 francs le quintal, et c'est une base aussi fictive que généreuse, les farines basses étant invendables.

« Soit alors le problème suivant : 62 kilos de farine à 170 fr. 35 le quintal rapportent 105 fr. 60; 28 kilos de son et recoupe à 42 francs le quintal rapportent 11 fr. 75; 10 kilogrammes de farine basse à 80 francs le quintal rapportent 8 francs, soit au total 125 fr. 35. »

SECTION II

CONSÉQUENCES DU PRIX MINIMUM

Le député Montigny déclarait à la tribune de la Chambre des Députés, le 5 décembre 1933 : « Il a été unanimement reconnu que le commerce des grains était un rouage indispensable à notre marché du blé. On avait souvent parlé de ses inconvénients et des abus qu'il entraînait, on oubliait trop les services qu'il rend par le financement et le stockage d'une partie de la récolte dont, en outre, il facilite l'écoulement. » Il ajoutait : « Dans les départements excédentaires du Centre

et de l'Ouest, la paralysie du commerce des grains a fortement contribué à la crise et à la mévente du blé. »

En effet l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé le commerce d'intervenir dans les achats et de remplir son rôle traditionnel de répartiteur des blés des zones excédentaires vers les départements déficitaires, a restreint et compliqué singulièrement le mouvement des échanges, sur le territoire national.

Les agriculteurs n'ont plus trouvé devant eux les négociants banquiers, mais seulement le meunier. Celui-ci, n'ayant pas la perspective d'une hausse achetée par petite quantité. Il en est résulté que mensuellement une faible minorité de producteurs a pu placer son blé en meunerie. Les autres, surtout ceux qui étaient loin des centres, ont dû attendre leur tour pour vendre leur blé. Entre temps, les besoins d'argent devenant impérieux pour payer les engrais, les réparations de l'outillage agricole, les fermages, les cultivateurs se sont transformés en mendiants et en quémanteurs, cherchant à obtenir quelques tours de faveur pour 100 ou 200 quintaux, afin d'essayer de tirer quelques fonds leur permettant de faire face à leurs échéances.

Il convient de remarquer que le Parlement, en votant la loi du 10 juillet 1933, n'avait pas eu l'intention de supprimer l'intervention du commerce; il espérait que le cours de vente du blé s'établirait normalement au-dessus du prix minimum et qu'ainsi le négociant, tout en respectant la loi, pourrait s'attribuer aisément sa rémunération habituelle et légitime.

L'écrasement du marché par des excédents dont le chiffre fut bien supérieur à toutes les prévisions a eu pour résultat de transformer le prix minimum en un prix maximum et de rendre pratiquement impossibles les achats de blé par les intermédiaires puisque le

« prix doit être exclusif de courtage, de commission et de transport ».

Aussi la loi du 28 décembre 1933 essaya de réparer l'erreur commise au mois de juillet précédent, en accordant à l'agriculteur la faculté de consentir à « tout intermédiaire ou à tout acheteur inscrit au rôle des patentes autres qu'un meunier ou qu'un boulanger, une commission unique qui ne pourra excéder deux francs par quintal ». Mais cela n'était pas suffisant pour encourager les négociants en céréales à reprendre leur commerce.

Par une pratique courante, les meuniers ont réussi à prélever eux-mêmes sous une forme détournée la commission de deux francs que seuls les négociants étaient autorisés à percevoir. Ils ont constitué, à côté de leurs moulins, des offices d'achat et des consortiums de courtiers, auxquels sont obligés de s'adresser les vendeurs, d'où, pour ces derniers, l'obligation de subir la taxe de deux francs par quintal, à laquelle ils ne peuvent échapper.

La fraude se généralisant et s'étalant presque au grand jour, les difficultés de vente devenant de plus en plus grandes, les agriculteurs et certains organes de la presse ont incriminé les entrées de blés étrangers en France et ont suspecté la bonne foi du gouvernement, quand il affirmait qu'aucune importation de froment n'avait lieu en dehors des quantités autorisées par la loi.

Il est entré depuis le début de la campagne, affirmant parfois ceux qui prétendent être bien renseignés, plus de cinq millions de quintaux de blés exotiques qui seraient venus s'ajouter à notre récolte excédentaire.

Pour justifier une telle affirmation, on additionne pêle-mêle les relevés hebdomadaires d'entrées d'admission temporaire, qui sont compensées par des réexpor-

tations, des blés de semoulerie, des blés nord-africains qui ne sont pas des blés exotiques, des blés en entrepôts de douane destinés à la Sarre, marché distinct du nôtre que rien n'empêche légalement d'importer.

Il existe en effet entre la France et notre protectorat marocain un accord valable pour cinq ans : 1.650.000 quintaux de blés tendres peuvent entrer en France. Afin qu'ils ne soient pas précipités sur le marché français à l'époque de la soudure et au moment où l'on établit les cours, il ne peut entrer en France chaque mois que 250.000 quintaux.

On dit qu'il entre au Maroc des blés étrangers qui, naturalisés marocains, peuvent ensuite être envoyés en France. Mais les blés marocains ne peuvent pas entrer sur notre territoire si le Maroc achète des blés étrangers pour lesquels il ne serait perçu à l'entrée sur le territoire marocain, qu'un droit *ad valorem* de 12 %. La France a obtenu du gouvernement chérifien l'interdiction complète de l'entrée des blés étrangers.

D'autre part on ne peut pas ne pas considérer les départements algériens comme des départements français. En effet, si on interdisait à un département qui a une récolte précoce de vendre son blé, il faudrait étendre ce régime au Midi de la France, dont le blé arrive sur le marché avant celui des départements du Nord. On ne peut donc pas contingenter l'entrée des blés tendres algériens.

Les blés tunisiens sont également soumis à un régime spécial et peuvent entrer librement en France.

La différence entre les importations en commerce spécial et le total des entrées en admission temporaire et des entrées de blé de l'Afrique du Nord représente les importations (80.000 quintaux environ) à destination de la Sarre. Ce territoire fait partie de la France au point de vue douanier, mais il n'est pas soumis à la loi

du 1^{er} décembre 1929 et peut importer des blés étrangers.

C'est donc par une fausse interprétation des statistiques douanières que l'on attribue aux importations de blé le désarroi du marché français.

La loi du 10 juillet 1933, en fixant un prix minimum exclusif de tout frais de transport a bouleversé le courant des échanges entre les différentes régions de la France.

Il était d'usage autrefois, avant la taxation du blé, que les départements excédentaires vendissent leur blé aux marchands à un prix inférieur à celui qui était pratiqué dans les départements déficitaires : ils savaient très bien qu'ils avaient à prendre à leur compte les frais de transport pour trouver un débouché dans les régions déficitaires. Naguère, c'était le cours de la Bourse de Commerce de Paris qui servait de base aux prix régionaux. On disait dans chaque région : « Quand on cote à Paris tel prix le blé de 76 kilogrammes, cela veut dire ce même prix réduit de 5 à 8 francs chez nous. »

Le prix minimum, exclusif de tout frais de transport, a brisé les circuits économiques traditionnels qui permettaient aux régions excédentaires d'écouler leur blé vers les régions déficitaires. En effet les meuniers se sont approvisionnés dans un rayon limité pour ne pas grever leurs frais généraux de coût de transport, qu'ils peuvent éviter tant que la marchandise est assez abondante pour les besoins de leur industrie. Il en résulte que les cultivateurs des régions excédentaires, situées au delà de 50 kilomètres des grandes usines ont écoulé très difficilement leur récolte, quand ils l'ont pu. Le commerçant, n'ayant qu'un bénéfice de deux francs par quintal, ne peut pas prendre à son compte une partie suffisante des frais de transport et, comme l'acquéreur éventuel ne veut pas acheter des blés majorés

du coût du transport, alors qu'il en trouve dans la région voisine à un prix moins élevé, on a condamné de la sorte les régions surproductrices à conserver leur blé chez elles.

Ainsi, les producteurs de l'Ouest, qui vendaient leur récolte aux régions déficitaires du Midi et de l'Est, ont vu ce débouché fermé depuis la loi du 10 juillet 1933.

Le député Denis déclarait le 9 mars 1933 à la tribune de la Chambre : « Dans le département de la Mayenne, sur une production de 1.800.000 quintaux, nous avons vendu 250.000 quintaux. Il sera consommé en tout, dans notre département, 50.000 quintaux. En y ajoutant la semence, nous nous trouvons avoir un million de quintaux non vendus et nous n'avons pas le moyen de la stocker. »

Si les départements petits producteurs de blé ou ayant des frais de transport réduits ont pu vendre assez facilement leur récolte, par contre un certain nombre de départements gros producteurs ou ayant des frais de transport considérables n'ont pas pu écouler normalement leur blé. C'est le cas de la Somme, de l'Aisne, de l'Eure-et-Loir, des départements du Centre. Certains ont réclamé que la loi du 10 juillet 1933 soit modifiée et que les frais de transport soient à la charge des producteurs. Le Parlement a écarté ces demandes, car il a estimé que c'eût été ouvrir la porte à une fraude que l'on peut qualifier de légale. En effet si on avait laissé une latitude assez grande pour la fixation du prix de transport de la ferme à la gare ou au moulin, on aurait fourni un moyen facile de ne pas respecter légalement le prix minimum. Les cultivateurs, ayant la faculté de prendre à leur charge les frais de transport pour n'importe quelle destination, n'auraient pu se défendre et auraient été victimes de certains négociants où inter-

médiaires. L'acheteur aurait dit à son vendeur : « Etant dans la Mayenne, dans la Vienne, j'envoie des blés très loin, à Marseille, par exemple », et aurait réclamé des frais de transport représentant une somme élevée pas toujours exacte, que, parfois même, il n'aurait pas déboursée, si les blés étaient restés dans la région, chose parfois impossible à contrôler.

En réalité, la campagne 1933-1934 ne peut pas être comparée aux campagnes précédentes, sauf à celles qui remontent aux années excédentaires de 1898 et de 1899.

Habituellement, dès le mois de décembre, il y avait des régions déficitaires extrêmement nombreuses, et vingt ou trente départements achetaient du blé à ceux qui avaient une production bénéficiaire. Or, cette année, un seul département était acheteur de blé pour le deuxième mois de la campagne et, au 28 février 1934, dix-huit départements seulement étaient dans cette situation. Un semblable état de choses est dû à l'importance des récoltes de 1932, 1933 : on a eu moins de besoins dans les régions généralement déficitaires, parce qu'on a eu une meilleure récolte que d'habitude et l'on n'est pas allé aussi loin que dans les années précédentes pour chercher le complément, parce qu'à proximité il y avait des départements surproducteurs qui pouvaient assurer plus aisément l'approvisionnement, que ceux qui le faisaient habituellement. Il n'aurait servi à rien de faciliter le déplacement du blé d'une région qui en avait trop vers celle qui en avait encore suffisamment. Dès lors le problème à résoudre est un problème non pas de transport, mais d'assainissement du marché par la résorption des excédents.

La conséquence, peut-être la plus scandaleuse, de la violation de la loi du 10 juillet 1933, est l'écart anormal qui existe entre le prix réel du blé et le prix du

pain. Celui-ci continue à être calculé sur le cours théorique du blé à 115 francs au minimum, alors que les fraudes qui s'opèrent sur les achats de froment permettent de vendre des farines à 160 francs, 150 francs, et peut-être moins, tandis que le prix légal de la farine varie entre 180 et 200 francs. Le scandale est d'ailleurs tel que, dans la taxation du prix du pain, les préfets n'osent pas toujours adapter le prix nouveau du pain au prix légal du blé et de la farine tel qu'il résulterait de l'augmentation théorique de 1 fr. 50 par mois.

Dans un département, disait le député Montigny dans la séance du 5 décembre 1933, le prix du pain est resté par exemple à 1 fr. 80, alors qu'il devrait normalement être de 2 fr. 10.

Seul le prix du pain est respecté !

De nombreuses commissions départementales se sont émues de cette situation. Certaines, désireuses de réduire les profits des intermédiaires qui sont les bénéficiaires de cet écart anormal, ont demandé la réduction des marges de mouture et de panification. Une réduction sensible des marges de panification pourrait être effectuée. En effet, dans certains départements, elles atteignent 60 francs et n'ont subi aucune réduction depuis 1930 malgré la baisse du prix d'un grand nombre de matières premières et de la main-d'œuvre.

Dans d'autres départements, on s'est servi, pour établir la cote des farines, d'une cote du blé calculée sur une moyenne assez longue pour atténuer les effets de la majoration mensuelle : mais ce ne sont là que des palliatifs qui ne résolvent pas le problème.

Certains proposent d'abaisser le prix du pain pour le ramener au niveau du prix réel du blé. Adopter cette thèse serait reconnaître officiellement que la loi du prix minimum a comme conséquence inévitable la taxation du pain.

La seule solution possible est la cessation du scandale actuel par l'application rigoureuse du prix minimum : aussi longtemps que la loi sera la loi, on doit employer toutes ses forces à la faire observer.

En résumé, la taxation du blé a été inopérante et elle est dangereuse.

D'une façon générale, le prix minimum n'a pas été observé, la loi a été « bafouée ».

L'application de la loi du 10 juillet 1933 était presque irréalisable. Etant donné les gros excédents de blé qui pesaient sur le marché, on aurait dû prévoir des moyens sévères de contrôle. Or si la loi édictait des obligations, des interdictions, des sanctions, elle avait une lacune grave : elle ne prévoyait aucune organisation de contrôle efficace. Pendant les premiers mois de la campagne le contrôle officiel a été inexistant. Au cours du mois d'octobre, les groupements agricoles ont insisté auprès du gouvernement pour obtenir l'organisation du contrôle. Le décret du 18 janvier 1934, en application de la loi du 28 décembre 1933, créa un contrôle interprofessionnel, mais celui-ci n'a pas donné les résultats espérés. D'une part, dans nombre de départements, le comité interprofessionnel n'a pu être créé faute pour les agriculteurs d'avoir pu obtenir l'accord des autres professions. D'autre part, les pouvoirs des contrôleurs étaient limités d'une façon si étroite qu'il leur était impossible d'exercer une action vraiment utile; les contrôleurs ne pouvaient que visiter les locaux commerciaux et faire des prélèvements de marchandises. Il leur était interdit de procéder à aucune vérification des registres comptables. Enfin, rien n'était prévu pour la formation des contrôleurs professionnels qui ne recevaient aucune directive, et n'avaient aucune expérience.

Malgré l'insuffisance du contrôle, certains fraudeurs ont été pris; mais les tribunaux ont, en général, été pleins d'indulgence pour eux. Ainsi le procureur de Chartres a demandé lui-même l'acquittement d'un fraudeur, parce que, disait-il, tout le monde fraude. Et il ajoutait : « Si celui-là a fraudé, il l'a fait moins intelligemment. Il aurait pu truquer ses factures et ses livres : c'est parce qu'il ne l'a pas fait qu'on a pu le prendre. »

D'autres tribunaux ont prononcé des condamnations insignifiantes : 25 francs, 50 francs d'amende, par le tribunal de Châlons.

Il eut fallu un peu plus d'énergie et même de brutalité pour éviter la généralisation de la fraude.

Mais cette indulgence semble avoir comme cause profonde l'idée qu'on s'est fait en haut lieu du but de la loi : celle-ci n'aurait été conçue que pour tenir un peu les cours.

Le député Guillion déclarait, le 22 juin 1934 : « Peut-être la raison essentielle de l'échec de la loi réside-t-elle dans le fait que ceux qui étaient chargés de l'appliquer n'avaient point en elle une foi suffisante. »

Une autre cause de l'échec de la taxation semble être dans le retard apporté au paiement des primes de stockage, dénaturation, exportation; cela a contribué à créer dans nos campagnes une atmosphère de panique, et il s'est établi dans l'esprit des cultivateurs que l'Etat ne pourrait pas tenir les engagements qui avaient été pris dans la loi, ou, en tout cas, qu'il les tiendrait avec des retards tels qu'on ne pouvait pas compter sur les rentrées d'argent qui viendraient de son fait.

Ainsi l'insuffisance du contrôle, l'impunité des fraudeurs, le manque de confiance dans la loi ont causé l'échec de la taxation et ont engendré une ère de fraude, de délation et de démoralisation. Il en est résulté comme

conséquence que le blé a eu deux marchés : l'un officiel, sur lequel se sont traitées quelques affaires, mais peu, et, à côté, un marché clandestin où s'est vendue la plus grande partie du blé à des prix inférieurs au cours légal. Il est alors arrivé ceci : la cote officielle du blé a servi à déterminer celle de la farine et par conséquent le prix du pain.

La taxation est une mesure dangereuse, car la taxation d'un produit appelle celle des autres, d'autre part elle risque de provoquer une surproduction du produit taxé.

Les éleveurs, les producteurs de pommes de terre, les viticulteurs et tant d'autres sont enclins à dire que si on garantit au blé un prix minimum, il n'y a pas de raison pour que cela ne soit fait aussi pour le bétail, pour le vin, etc... Mais alors il faut aller jusqu'au bout et limiter toute la production. Or le paysan se révoltera, quand on lui dira : « Tu sèmeras un hectare de moins l'année prochaine » ou « Tu auras deux bœufs de moins dans ton étable ».

Certains agriculteurs, encouragés par la garantie du prix légal, ont abandonné leurs cultures traditionnelles et, dans des sols peu propices, ont semé du blé ou bien ont fait blé sur blé ou d'autres céréales, rompant ainsi avec les pratiques traditionnelles de l'assolement normal. La qualité de la récolte a été variable, le rendement peu élevé, mais il n'en reste pas moins en définitive que ces nouveaux emblavements ont donné des récoltes nouvelles dont le produit, en poids tout au moins, est venu s'ajouter aux récoltes produites par les régions à blé.

Pour parer au danger de la surproduction, la loi du 28 décembre 1933 interdit, dans son article 5, « de cultiver du blé sur une terre qui a déjà porté cette céréale l'année précédente, ainsi que d'ensemencer des

blés de printemps en 1934 sur des terres autres que celles qui étaient destinées à recevoir des blés d'automne selon l'assolement normal; toute infraction à ces prescriptions sera passible d'une amende de 500 francs nets et sans décimes ».

C'est là une mesure difficile à faire observer, car rien ne résiste à l'intérêt du paysan.

La vérité est que tout cela se tient : céréales secondaires, culture de remplacement ou d'appoint, toutes ces cultures ont besoin de protection identique, car lorsqu'il y a inégalité dans la protection, le cultivateur, soucieux de son intérêt individuel et du profit légitimement dû à son travail, se rejette sur la culture la plus rémunératrice, qui est souvent la plus protégée : de là, surproduction du même produit et nécessité d'une protection renforcée.

Si l'on maintient pour le froment un régime d'exception, d'année en année les emblavures augmenteront. Il n'y a pas un problème du blé et un autre problème des céréales secondaires : du seigle, de l'avoine, de l'orge. Il n'y a qu'un grand problème qui touche à la question capitale des céréales nationales et qui doit être envisagé dans un plan d'ensemble.

Faut-il conclure que le prix minimum n'a eu aucun effet ? Il semble que ce serait injuste : si la loi du mois de juillet n'avait pas été votée, il est vraisemblable que le cours du blé français serait descendu jusqu'au niveau des cours sur les marchés étrangers, c'est-à-dire aux environs de 50 francs. Une telle éventualité aurait plongé l'agriculture dans le plus profond désarroi et aurait été sans doute la cause de troubles graves : c'est ce que le gouvernement a voulu éviter.

La loi du 10 juillet 1933 a donc eu pour résultat d'empêcher l'avilissement des cours. Si un prix mini-

mum n'avait pas été établi, non seulement les cultivateurs auraient connu la débâcle des cours, mais ils se seraient, au surplus, trouvés dans l'impossibilité absolue de vendre les quantités supérieures aux besoins de la consommation et qui, au total, représentent 25 millions de quintaux.

La loi a agi comme un frein contre une débâcle possible des cours du blé.

Si la taxation a été votée, au mois de juillet 1933, comme un moindre mal et si c'était une disposition qui, à cette époque, paraissait s'imposer, il semble cependant que l'on aurait pu éviter d'y avoir recours, si dès la récolte de 1932 des mesures énergiques avaient été prises pour résorber l'excédent de blé, afin d'aborder la campagne 1933-1934 avec un marché assaini. L'attitude du gouvernement a été toute différente, semble-t-il, il a tablé sur le fait qu'en France deux récoltes successives ne sont qu'exceptionnellement excédentaires; il a espéré que la température seule remédierait à la crise du blé. Et c'est parce que toutes les mesures, propres à débarrasser le marché des quantités qui l'alourdisaient, n'ont pas été mises en œuvre avec l'énergie suffisante, que « la taxation n'a fait qu'éveiller une immense espérance qui a été suivie d'une immense déception ».

CHAPITRE V

LE REGIME DU BLE POUR LA RECOLTE 1934

§ 1. — *Organisation du marché*

Le prix minimum, fixé par la loi du 10 juillet 1933, ne s'appliquait que jusqu'au 15 juillet 1934. La question de savoir si le principe de la taxation devait être maintenu pour la récolte de 1934 s'est alors posée au Parlement. Celui-ci a estimé que l'on ne pouvait pas encore revenir à un régime de liberté et que le cours du blé devait pendant quelque temps être fixé par voie d'autorité.

Certes le retour à la liberté des transactions est souhaitable et désirable et le gouvernement semble avoir voulu s'engager dans cette voie, car dans l'exposé des motifs du projet de loi on peut lire que le nouveau texte doit marquer une étape vers le retour à la liberté commerciale. A la vérité, on ne pouvait pas passer brusquement d'un régime de contrainte à un système opposé. L'abrogation immédiate de toute réglementation aurait eu des conséquences graves, car même dans l'hypothèse où la récolte aurait été déficitaire, les disponibilités importantes de la précédente campagne auraient lourdement pesé sur les cours.

On aurait pu craindre des achats massifs en culture à des prix très bas d'autant plus facilement acceptés par les producteurs qu'ils ont de pressants besoins d'argent et que la plupart des autres produits récoltés sur les exploitations ont subi une baisse profonde.

Le Parlement a adopté une solution qui, sans lais-

ser le commerce libre, s'approche petit à petit de la liberté tout en garantissant un prix minimum aux vendeurs.

En effet, il faut maintenir, provisoirement, un prix minimum et porter tout l'effort sur la résorption des excédents par les mesures les plus énergiques, afin de rétablir la liberté des prix, une fois l'assainissement du marché réalisé.

La nouvelle loi proroge pour la campagne de 1934 l'application du prix minimum et des diverses mesures destinées d'une part à assainir le marché du blé et d'autre part à résorber l'excédent de la récolte. L'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1934 stipule en effet que « les dispositions des lois des 10 juillet 1933, 28 décembre 1933 et 17 mars 1934 sont applicables à la récolte de blé de 1934, sous réserve des modifications et additions prévues dans les articles ci-après ».

La loi du 9 juillet 1934 maintient donc pour la récolte de 1934 le prix minimum; mais elle confie au Ministre de l'Agriculture le soin de fixer par arrêté le cours du blé, en tenant compte d'une part du cours moyen mondial et d'autre part du droit de douane inscrit au tarif minimum.

L'arrêté du 13 juillet 1934 stipule dans son article 1^{er} que le prix minimum au-dessous duquel le quintal de blé « pesant 74 kilogrammes à l'hectolitre et contenant au maximum 2 % d'impuretés autres que le blé cassé et au maximum 5 % de blé cassé est fixé à 108 francs ».

L'arrêté prévoit des majorations pour conservation ou pour poids spécifique. Le prix minimum est augmenté de un franc le premier jour de chaque mois à partir du 1^{er} novembre jusqu'au 1^{er} juillet inclus.

Lorsque le poids à l'hectolitre est supérieur à 74 kilogrammes, le vendeur bénéficie d'une majoration

de 0,50 centimes par kilo. Si l'hectolitre de blé pèse moins de 74 kilogrammes, le prix minimum subit une réduction de 50 centimes par kilogramme.

Les blés qui ne sont pas sains, loyaux et marchands, ne peuvent circuler, ni être mis en vente, ni achetés, à moins qu'ils n'aient été au préalable dénaturés. Pour être réputé sain, loyal et marchand, le blé doit avoir moins de 16 % d'humidité, être sans odeur désagréable, peser au moins 69 kilogrammes à l'hectolitre, contenir moins de 5 % d'impuretés autres que le blé cassé et moins de 8 % de ce dernier.

La campagne 1934 pose un double problème : assurer d'une part la liquidation rapide des blés de 1933 reportés, se préoccuper d'autre part du marché des blés de la récolte de 1934.

Il y a 21 millions de quintaux de blés reportés des récoltes 1932 et 1933, détenus soit par les coopératives, soit par les producteurs eux-mêmes, soit par les négociants et les meuniers.

Pour résorber les blés reportés de 1933, il faut imposer à la meunerie pendant les premiers mois de la campagne 1934 l'obligation d'employer un pourcentage élevé de ces blés; mais on ne peut pas la contraindre à n'utiliser que des blés reportés, parce que, aussi bien dans les régions excédentaires que dans les régions déficitaires, il faut laisser des possibilités de vente aux producteurs désireux d'écouler leur blé nouveau dès le début de la campagne.

Cette année, les besoins d'argent de l'agriculture au lendemain de la moisson seront encore plus pressants que les années précédentes. En effet, dans certaines régions, le centre notamment, beaucoup de producteurs ont encore dans leur grenier le blé de la récolte 1933. D'autre part le bétail s'est mal vendu; on a enregistré

pendant l'année une baisse importante sur le prix des bêtes : veaux, vaches, cochons; seul le cours de la volaille et des moutons s'est à peu près maintenu.

Il faut donc laisser un débouché à la récolte de 1934, sans entraver l'écoulement des blés reportés.

En plus des contrats de report souscrits par les coopératives de stockage, la loi du 17 mars 1934 autorisait les meuniers et les commerçants en grains patentés à conclure des contrats de report, à condition que les blés soient payés au producteur ou à une association agricole, au prix légal, par l'intermédiaire d'une caisse régionale de crédit agricole mutuel. La loi excluait ainsi de l'opération de report les blés achetés au lendemain de la récolte 1933 par les meuniers et les négociants en grains et qui n'avaient pas été payés par l'intermédiaire d'une caisse de crédit.

La loi du 9 juillet 1934 autorise, par son article 3, les commerçants en grains patentés et les meuniers, à faire reporter les blés achetés par eux avant le vote de la loi du 17 mars 1934.

Mais alors que les coopératives et les associations agricoles qui ont fait du report pourront voir leurs blés utilisés à partir du 16 juillet 1934, les négociants en grains qui ont bénéficié de contrats de report sont dans l'obligation de conserver leurs blés reportés jusqu'au 1^{er} novembre 1934.

Le décret du 10 juillet 1934 fixe le pourcentage minimum de blés indigènes reportés de la récolte 1933 à mettre en œuvre par les meuniers :

A 50 % du 16 au 31 juillet 1934.

A 65 % à partir du 1^{er} août 1934.

Jusqu'au 31 juillet inclus, le blé de report mis en œuvre par les meuniers ne peut provenir que des coopé-

ratives ayant transformé des contrats de stockage en contrats de report.

A partir du 1^{er} août 1934, 62 % des blés reportés mis en œuvre doivent être achetés auprès des groupements agricoles; pour le reste, c'est-à-dire 3 %, les meuniers pourront se libérer de leur obligation du pourcentage obligatoire par l'emploi de blés reportés par des commerçants ou meuniers groupés ou isolés ayant souscrit un contrat de report dans les conditions fixées par le décret du 17 mai 1934.

Afin d'éviter le désordre des ventes auquel a donné lieu l'écoulement des blés stockés au cours de l'année 1933-1934, le décret du 10 juillet 1934 a édicté de nouvelles règles destinées à assurer le respect du pourcentage minimum par les meuniers.

Pour que l'échelonnement des ventes soit rigoureusement respecté, les attestations de vente des blés reportés sont délivrées non plus par chaque groupement, mais par un organisme central, le Comité des permis d'importation, lequel, tenant le compte du stock de chaque groupement reporteur, ne délivre des attestations que jusqu'à concurrence de la tranche mensuelle de chacun. Ainsi on ne verra plus certains groupements vendre plus que leur échelonnement mensuel, alors que d'autres groupements plus sérieux ne vendaient pas.

Afin que le pourcentage d'emploi par la meunerie soit rigoureusement respecté, la loi a institué un contrôle « a priori » : Les meuniers ne peuvent obtenir de l'Administration des Contributions indirectes des acquits de circulation de farine qu'à la condition de justifier — par la présentation des certificats d'achat de blé reporté — qu'ils ont acheté la proportion fixée de blé reporté.

Si le pourcentage d'emploi de 65 % de blés reportés s'appliquait à tous les moulins, la liquidation des blés reportés aurait duré cinq mois environ. Mais la loi du 9 juillet 1934 a exempté toute une catégorie de meuniers de l'obligation du pourcentage minimum. L'article 8 dispose en effet que « seront dispensés de l'emploi des blés de stockage et de report, les meuniers travaillant à façon ou par voie d'échange, soit avec les agriculteurs, soit avec les boulangers, soit avec les boulangeries coopératives agricoles ».

Au cours des débats parlementaires, la question de savoir si les meuniers qui pratiquent l'échange doivent incorporer dans les blés qu'ils mettent en moulure des blés reportés a été très débattue. Elle soulève en effet des intérêts contraires : d'une part nécessité de favoriser la liquidation du report, d'autre part obligation de prévoir un régime spécial pour les petits moulins qui broient uniquement pour la consommation familiale.

Si les meuniers qui travaillent par voie d'échange avec les cultivateurs et les boulangeries coopératives étaient astreints à utiliser des blés reportés dans une certaine proportion, voici ce qui se passerait.

Le meunier, obligé de respecter la loi, déclarerait au cultivateur : « Je le regrette, mais je ne puis ni moudre, ni échanger votre blé, parce que je n'ai pas de blé de stockage en réserve, et je ne peux pas, faute de ressources suffisantes, me procurer les attestations chez un autre meunier. »

Dans ces conditions, le cultivateur serait contraint d'aller chez un autre meunier pour tenter de faire échanger son blé. Il serait ainsi réduit à courir de moulin en moulin pour obtenir la farine qui lui est indispensable.

Au surplus, il arriverait à ce petit cultivateur de subir un inconvénient plus sérieux encore.

Prenons l'exemple du petit cultivateur dont la famille est composée de 5 ou 6 membres et qui produit environ 18 quintaux de blé, c'est-à-dire la quantité suffisante pour ses besoins.

Si on l'avait obligé à recevoir des blés stockés ou reportés, c'eût été 6 ou 7 quintaux de sa propre récolte qui seraient devenus pour lui inutilisables.

Il était juste de prévoir certaines exonérations pour l'emploi des blés reportés. Mais il fallait que ces exonérations fussent limitées strictement aux producteurs ne récoltant du blé que pour la consommation familiale et que seuls les petits moulins puissent en bénéficier.

Mais exempter du pourcentage minimum tous les meuniers qui travaillent à façon ou par voie d'échange, c'est courir le risque qu'un gros volume de blé pour la consommation agricole n'échappe à la règle générale. Les possibilités de fraude risquent encore d'élargir des exemptions déjà trop nombreuses.

L'obligation pour les meuniers d'employer au moins 65 % de blés reportés restreint considérablement les débouchés pour le froment nouveau. Comme le pourcentage minimum sera d'autant mieux respecté par la meunerie que le marché ne sera pas encombré de propositions de vente des blés de 1934, le décret du 17 août 1934 a organisé pour la campagne 1934-1935 le stockage et l'échelonnement des ventes.

Seuls pourront stocker les agriculteurs adhérents d'une coopérative légalement constituée et habilitée par le Ministère de l'Agriculture. Là où des coopératives existent, les agriculteurs s'adresseront à leurs coopératives. Là où les comices se sont chargés, en ce qui concerne le report, de l'organisation de la vente des

blés, les agriculteurs s'adresseront aux dirigeants du comice qui les orienteront sur la coopérative voisine. Pour couvrir leurs frais, les coopératives pratiquant le stockage recevront de l'Etat des primes d'entretien.

Avant d'être vendu, le blé devra passer par le magasin de la Coopérative. Les ventes ne pourront commencer avant le 15 janvier 1935, afin de faciliter l'écoulement des blés de report. A partir de cette date, les ventes pourront avoir lieu suivant un échelonnement à fixer par décret. Le Ministère de l'Agriculture se réserve, selon les besoins du marché, de demander aux coopératives de reporter une partie de leur stock (le tiers ou la moitié) pour vendre après le 15 juillet 1935.

Un agriculteur ne pourra adhérer en même temps à deux coopératives, sauf s'il possède deux exploitations dans des régions différentes. Il ne pourra déclarer en stockage que les deux tiers de sa récolte et devra conserver le surplus pour ses besoins (semence, consommation familiale) ou pour être vendu sur le marché libre.

La loi du 9 juillet 1934 a modifié le régime de l'admission temporaire, afin de rendre plus difficiles les entrées de blé étranger. Aux termes de l'article 6, le gouvernement peut, par décret rendu en Conseil des ministres, subordonner l'importation des blés pour l'admission temporaire à l'exportation compensatrice préalable de produits équivalents admis à l'apurement des acquits permettant l'entrée des blés étrangers.

§ 2. — *Résorption des excédents*

Le régime du blé pour la prochaine campagne doit avoir pour objectif : l'assainissement du marché par la résorption des excédents, afin de pouvoir revenir, le plus rapidement possible, à un régime normal de liberté

du marché. Or rien de nouveau n'a été prévu dans ce sens.

Seules ont été prises des mesures destinées à assurer une plus stricte application de moyens de résorption déjà existants ou à mettre à nouveau en œuvre ceux qui avaient été momentanément suspendus.

Le décret du 30 juillet 1934 fixe uniformément à 65 % le taux maximum de blutage, sans tenir compte du poids spécifique du blé.

Pour assurer le respect du taux de blutage, la loi du 9 juillet 1934 maintient en vigueur l'acquit de circulation des farines panifiables, déjà organisé par la loi du 17 mars 1934.

L'article 5 de la loi stipule en effet que « toutes les farines panifiables seront accompagnées, pour leur circulation, d'un titre de mouvement délivré par le service local des Contributions indirectes.

« Pour obtenir ces titres de mouvement, les meuniers devront au préalable justifier, par la production du certificat visé par la douane ou de dénaturation établi par les Contributions indirectes, l'élimination des quantités de farine ou produits correspondants fixés par le Ministère de l'Agriculture. »

L'arrêté du 30 juillet 1934 fixe, avec un retard de plus d'un an, les conditions de la dénaturation des farines basses, afin d'éviter leur emploi en boulangerie. L'article 4 de la loi du 10 juillet 1933 déclarait en effet que : « Les farines secondes ou dégrautées seront réservées à l'alimentation des animaux et ne pourront être mises en vente qu'après dénaturation, dans des conditions qui seront fixées par décret. »

Désormais les meuniers devront, sous le contrôle des agents des Contributions indirectes, dénaturer les

farines basses soit par le bleu de méthylène, soit par le noir de fumée.

Le Conseil de cabinet du 9 août a prévu la reprise des opérations d'exportation et de dénaturation.

En ce qui concerne l'exportation, les autorisations sont réparties entre les départements au prorata des trois éléments suivants : production en 1934, quantités de blé reportées de la campagne 1933-1934 sur la campagne 1934-1935, excédent de la production 1934 sur la consommation locale. Dans chaque département, la répartition a été faite entre les groupements intéressés au prorata des quantités reportées. La prime d'exportation est fixée à 75 francs.

Des autorisations de dénaturation peuvent être délivrées aux groupements agricoles titulaires de contrats de report supérieurs à 1.000 quintaux, qui en feront la demande. La prime de dénaturation est de 48 francs. Le Ministre de l'Agriculture a enfin rendu obligatoire le concassage du blé dénaturé. Ainsi l'emploi du blé dénaturé pour la fabrication de la farine ou pour les semailles est rendu impossible.

Telles sont les mesures destinées à assurer la résorption des excédents au cours de la campagne 1934-1935. L'expérience de l'année dernière permet de douter de l'efficacité de ces mesures.

Le Parlement a peut-être eu tort de repousser, au cours de la discussion de la loi du 9 juillet 1934, la proposition de sacrifier une partie des excédents prélevés à chaque livraison en meunerie, centralisée dans des magasins où ils auraient été dénaturés ou exportés au cours mondial.

Cette mesure aurait sans doute soulevé des difficultés pratiques de réalisation, dues au contrôle du

prélèvement au moulin et aux frais de transports assez lourds lors de l'acheminement de ce blé du moulin vers un centre préalablement désigné, vers un magasin spécial. Mais ces difficultés n'étaient pas insurmontables.

Le blocage d'une partie des excédents aurait eu le gros avantage de faire toucher du doigt aux producteurs les dangers de la surproduction, il aurait agi comme le meilleur frein contre un développement inconsidéré des surfaces emblavées.

Ainsi la loi du 9 juillet 1934 ne prévoit aucune disposition nouvelle vraiment efficace pour faire disparaître les excédents. La situation du marché des céréales ne se trouve pas améliorée par cette quatrième loi. Il est à craindre que ce nouveau texte ne se traduise par une nouvelle et cruelle désillusion des masses agricoles dont les conséquences seraient redoutables.

La culture aborde en effet la nouvelle campagne avec un profond découragement parce que le prix minimum légal n'a pas été respecté pendant la plus grande partie de la nouvelle campagne. Les producteurs en sont d'autant plus aigris que, ne trouvant pour le blé qu'un prix très inférieur au prix minimum légal, ils paient le pain taxé sur la base du cours légal. En outre, les pouvoirs publics lui donnent l'impression de ne pas avoir eu la ferme volonté de faire appliquer la loi ou d'avoir été impuissants à y parvenir.

La situation financière des paysans est très précaire; ils voient s'approcher avec angoisse l'époque des fermages; beaucoup seront dans l'impossibilité de satisfaire en espèces à leurs obligations et devront invoquer l'article 18 de la loi du 9 juillet 1934 : « Dans tous les cas où, dans un contrat, le prix calculé en quintaux de blé sera stipulé payable en argent et durant la période d'application du prix minimum prévu par la présente loi, le preneur pourra solliciter termes et

délais conformément aux dispositions de l'article 1244 du Code Civil si le propriétaire ne peut accepter en paiement les quantités de blé prévues au bail.

« Les clauses résolutoires pour défaut de paiement insérées dans les baux à ferme pourront être suspendues par décision du juge des référés lorsque le preneur justifiera qu'il n'a pas vendu une quantité de blé ou reçu des avances suffisantes pour lui permettre d'acquitter son terme et qu'en outre, la culture du blé forme l'élément principal des ressources de l'exploitant. »

L'agriculteur a été profondément ému de la résolution adoptée le 25 juillet 1934 par le Congrès extraordinaire de la Meunerie de ne tenir aucun compte, à partir du 1^{er} août, des lois et règlements actuels fixant le prix minimum du blé et de procéder librement à toutes les opérations commerciales tant à l'achat qu'à la vente, l'Association nationale de la Meunerie et les syndicats départementaux se réservant de prendre à leur charge tout ou partie des sanctions pécuniaires que pourraient encourir leurs adhérents.

Cette décision a aussitôt donné lieu à l'ouverture d'une instruction judiciaire. D'ailleurs, d'après une déclaration du Ministre de l'Agriculture à la presse, la meunerie ne paraîtrait pas devoir persister dans une attitude indéfendable et « semblerait disposée à collaborer à l'organisation du marché ».

CONCLUSION

La loi fixant le prix minimum du blé représentait, pour les uns, la mise en pratique de théories économiques ou politiques; pour les autres, elle était une nécessité inéluctable.

Quel que soit le mobile qui ait inspiré les promoteurs de la loi, l'application de celle-ci a démontré une fois de plus que la fixation des prix par voie d'autorité était toujours regrettable parce qu'inefficace. L'histoire nous apprend en effet que toutes les tentatives faites en France au cours des siècles pour taxer le cours du blé ou de tout autre produit ont été vouées à l'échec.

Que l'Etat intervienne en faveur des consommateurs par la fixation d'un prix maximum, comme cela fut le cas le plus général, ou au contraire en faveur des producteurs par la fixation d'un cours minimum, tôt ou tard en présence de la généralisation de la fraude et dans l'impossibilité où il se trouve de placer un gendarme à la porte de chaque ferme, il se voit obligé de renoncer aux mesures édictées.

Toute fixation constitue une entrave au libre jeu des lois économiques; elle est toujours accompagnée d'une réglementation abondante et tracassière portant atteinte à la liberté individuelle.

Fixer arbitrairement un prix au-dessus duquel les opérations de vente ou d'achat du blé ne pourront se dénouer, c'est faire œuvre vaine : ou bien ce taux est suffisamment élevé et les cours s'établissent eux-mêmes; ou bien il est trop faible et ne répond pas aux conditions économiques du moment, alors le produit se raréfie et tend à disparaître du marché. Nous en avons eu la preuve pendant la guerre; les agriculteurs ont peu à peu aban-

donné la culture du blé, le prix de vente fixé par la loi ayant cessé d'être rémunérateur.

Lorsque l'Etat garantit aux producteurs un prix minimum, au bout de très peu de temps on constate l'absence d'acheteurs. Si la situation financière de l'Etat ne lui permet pas de se porter acquéreur des quantités invendues, le marché du produit taxé se trouve suspendu en dépit des décrets et des lois. Non seulement le cultivateur ne vend pas à la taxe, mais il se peut qu'il ne vende plus du tout. Les vendeurs se font alors concurrence pour écouler leur produit et bientôt la fraude règne dans tout le pays, démoralisant et décourageant ceux qui respectent la loi.

L'application du prix minimum, demandée par les agriculteurs, se retourne finalement contre eux : leurs greniers sont remplis de blé et ils achètent le pain aussi cher que si la récolte était déficitaire.

Pour anormal que cela paraisse, on -en arrive à souhaiter une mauvaise récolte dans l'espoir d'une vente plus aisée du produit. Mais le prix minimum conduit à la surproduction, il encourage en effet les paysans à emblaver des surfaces sans cesse plus grandes.

Dès que les excédents de blé auront été résorbés, il importe de revenir le plus tôt possible à la liberté des échanges, après avoir toutefois procédé à une réorganisation du marché du blé.

Le déséquilibre qui existe depuis la guerre, entre la puissance des acheteurs de moins en moins nombreux et la masse inorganisée des producteurs, s'accroît sans cesse. Autrefois, il y avait, certes, des fluctuations périodiques de cours, mais une récolte même excédentaire trouvait sans trop de difficultés à se placer et, en tout cas, ne provoquait pas les écarts excessifs de cours auxquels nous avons assisté depuis la fin des hostilités.

L'organisation du marché pourrait être réalisée,

semble-t-il, par une collaboration étroite entre les producteurs et les groupements professionnels agricoles. Toutefois le rétablissement de l'équilibre entre acheteurs et vendeurs sur le marché ne devrait pas être recherché seulement dans un développement de l'organisation professionnelle agricole. Il faudrait qu'en face des gros acheteurs, un grand nombre de négociants et de petits meuniers puissent retrouver une place aux côtés des producteurs isolés ou groupés.

Seul un régime de liberté avec le concours des groupements agricoles, nous semble donc susceptible d'assurer à chacun une juste rémunération et de restreindre les variations de cours qui ne profitent qu'aux spéculateurs.

Vu : *Le Doyen* :

Edgard ALLIX.

Vu : *Le Président* :

William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

AUGÉ-LARIBÉ. — *L'agriculture pendant la guerre* (publication de la dotation Carnegie pour la paix internationale, 1925).

CARRET. — *Le marché du blé*, Besançon, 1934.

PAUL DE HEVESY. — *Le problème mondial du blé*, Alcan, 1934.

HITIER. — *L'intervention de l'Etat dans le Domaine Agricole* (Association nationale d'expansion économique, 1918).

J.-H. RICARD. — *L'appel de la terre*, Payot, 1919.

Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture.

Compte rendu des Séances des 27 et 28 octobre 1932.

Compte rendu des Séances des 19 et 20 octobre 1933.

Compte rendu des Séances des 16 et 17 mars 1934.

REVUES.

Revue des Agriculteurs de France, juillet 1933 à juillet 1934.

Revue des Deux Mondes, article de M. DE PESQUIDOUX, 15 avril 1934.

Revue d'Economie Politique, article de M. AUGÉ-LARIBÉ, janvier-février 1924.

Revue de Paris, article de M. QUEUILLE, 15 novembre 1930.

Revue Politique et Parlementaire :

Article de M. SOUCHON, mars 1916.

Article de M. HITIER, janvier 1918.

Article de M. GARCIN, juillet 1921.

Article de M. ZOLLA, août 1926.

Articles de M. PICHAT, novembre 1932, mai 1933, juillet 1933.

THÈSES.

LAMOR. — *Le problème national et international du blé*, Paris 1931.

LANGLOIS. — *La politique du blé en France*, Paris 1926.

LEDAN. — *La détermination des prix par l'autorité publique pendant la guerre de 1914-1918*, Paris 1919.

BUSSAC. — *Les taxations agricoles*, Paris 1919.

NIGAY. — *La taxation du blé de 1914 à 1919*, Lyon 1921.

SIROL. — *Les problèmes français du blé*, Toulouse 1934.

PÉRIODIQUES.

Bulletin de documentation sur le marché du blé (Association générale des Producteurs de blé), du 10 juillet 1933 au 21 juin 1934.

Agriculture du Centre, 25 mars, 8 avril, 15 avril, 22 avril, 27 mai 1934.

Journal Officiel : partie officielle, Débats, Documents, de juillet 1914 à juillet 1934.

Journal de Sancerre : 21 avril, 28 avril, 12 mai, 19 mai, 26 mai, 2 juin, 23 juin 1934.

Journal du Syndicat Central des Agriculteurs de France : 1^{er} Mars, 1^{er} avril, 1^{er} mai, 1^{er} juin, 1^{er} juillet 1934.

Le Messager du Commerce : 27 décembre 1933, 28 février, 21 mars, 25 avril, 12 mai 1934.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
Pages	
PREMIERE PARTIE : La taxation pendant la guerre...	13
CHAPITRE I. — Perturbations économiques, nées de la guerre, affectant la production du blé.....	13
CHAPITRE II. — Les faits	17
<i>Section I.</i> — Du début des hostilités à la loi du 29 juillet 1916.....	17
<i>Section II.</i> — La taxation proprement dite.	22
§ 1. — Fixation du prix maximum par la loi.	22
§ 2. — Fixation du prix maximum par décret.	24
§ 3. — Vers un retour à la liberté.....	27
CHAPITRE III. — Les conséquences de la taxation.	31
§ 1. — Envers les producteurs.....	31
§ 2. — Envers les consommateurs.....	35
§ 3. — Envers les intermédiaires.....	38
A. — Les courtiers en grains.....	38
B. — Les meuniers	39
C. — Les boulangers	40
DEUXIEME PARTIE : Le prix minimum.	43
CHAPITRE I. — Le blé en France de 1921 à juillet 1933.	43
§ 1. — De 1921 à 1931.....	43
§ 2. — Causes de la crise.....	44
§ 3. — Mesures prises d'août 1932 à juillet 1933 pour remédier à la crise.....	48
CHAPITRE II. — Préparation de la loi du 10 juillet 1933.	52
CHAPITRE III. — La taxation.	60
<i>Section I.</i> — Le prix minimum.....	60
<i>Section II.</i> — Mesures d'organisation proprement dites	68
§ 1. — Cotation des blés et farines.....	68
§ 2. — Stockage des blés et vente échelonnée..	70
§ 3. — Admission temporaire	77

	Pages
<i>Section III. — Mesures de soutien des cours.</i>	82
§ 1. — Le report	82
§ 2. — La dénaturation	86
§ 3. — L'exportation	89
§ 4. — Le blutage	92
<i>Section IV. — Mesures destinées à assurer l'exécution de la loi.....</i>	99
§ 1. — Evaluation des disponibilités.....	99
§ 2. — Le contrôle	101
CHAPITRE IV. — Application et conséquences du prix minimum	106
<i>Section I. — Application du prix minimum....</i>	106
<i>Section II. — Conséquences du prix minimum....</i>	124
CHAPITRE V. — Le régime du blé pour la récolte 1934...	137
§ 1. — Organisation du marché.....	137
§ 2. — Résorption des excédents.....	144
CONCLUSION	149
BIBLIOGRAPHIE	153

